

Luc Saint-Hilaire

Le cri du Québécois ordinaire

Pour passer d'un
Québec peureux
à un
Québec heureux



Le cri du Québécois ordinaire

Pour passer d'un Québec peureux
à un Québec heureux

Luc Saint-Hilaire

À mes enfants,

pour que le monde
que je vous laisse en héritage
soit, au moins égal, idéalement mieux
que celui dont j'ai hérité de mes parents.

Cher lecteur,

Nous aurons bientôt des élections. Encore une fois. Plusieurs personnages politiques viendront nous parler de « ce que les Québécois veulent ». Or, bien souvent, je ne me serai pas reconnu dans ces attentes et ces demandes qu'ils voudront nous attribuer. Probablement que toi non plus, ami lecteur. Alors, je te propose de prendre un peu de temps pour réfléchir à notre société et aux solutions à mettre en œuvre pour passer du Québec trop souvent désolant d'aujourd'hui à un Québec heureux pour nous et nos enfants.

Auparavant, je veux te préciser que je suis un Québécois bien ordinaire. Je ne connais pas les ficelles de la politique et je ne maîtrise pas la langue de bois de ces professionnels des beaux discours qui parlent des heures sans rien dire. Alors je n'utiliserai pas le style de la rectitude politique et sociale à la mode en ce moment. Je ne ferai pas appel non plus au ton critiqueur, grossier et fausement populiste de ceux qui se font une lucrative profession de chialer sur tous les sujets, de préférence sur les gouvernements et autres institutions officielles.

De plus, je vais dire « les Québécois » plutôt que « les Québécoises et les Québécois » comme se sentent obligés de le faire tous les politiciens. En effet, pour moi, le terme « les Québécois » englobe tous ceux qui se sentent membres de la société québécoise, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, pure-laine ou mélangés, francos, anglos ou allophones, qui avaient des ancêtres ici avant 1608 ou seulement depuis quelques années, blancs, noirs, jaunes ou rouges, riches ou pauvres, hétéros ou homos, intellos ou manuels... Des Québécois, pour moi, c'est tout ce monde-là et je ne me sens pas le besoin d'en faire l'énumération à chaque fois, et surtout pas de les diviser en femmes d'un côté, en hommes de l'autre.

Pour moi, un Québécois est toute personne qui s'identifie à la collectivité québécoise parce qu'il en partage les modes de vie humain, social, culturel, linguistique, spirituel, politique et économique. Surtout, un Québécois est une personne qui respecte cette collectivité et qui agit en conséquence, sans distinction de sexe, race, âge, couleur, etc.

Ce besoin qu'on se parle vient d'un bien triste constat sur le Québec d'aujourd'hui : je vois une collectivité qui se cherche, qui ne semble plus regarder vers l'avenir, désabusée de ses élites, cynique envers ses dirigeants, qui s'appauvrit et qui est globalement pessimiste. Une collectivité dont le suicide est la première cause de mortalité chez ses forces vives, soit le tiers des décès des jeunes de 15 à 29 ans.

Pourtant, nous avons tellement de richesses. Des ressources naturelles et humaines; des opportunités locales et internationales, une solide tradition de réussite et un énorme potentiel des gens talentueux prêts à poursuivre les grandes réalisations de notre histoire.

Alors, dans une optique constructive, sans avoir la prétention de détenir la Voie, la Vérité et la Vie, je souhaite qu'on discute des vraies « vraies affaires » pour trouver les solutions qui nous ferons devenir des gens heureux dans une société prospère.

Une réflexion en trois parties

Permetts que je t'explique comment j'ai organisé les idées que je veux partager avec toi.

La première partie présente une recette pour faire briller notre bonne étoile. Les ingrédients vont revenir de façon régulière dans la suite du texte.

La deuxième partie concerne ce que j'attends des politiciens. Ce sont eux qui ont le devoir de nous représenter, de faire progresser la société selon nos choix, de canaliser nos énergies et d'assumer un leadership stimulant. Malheureusement, nous sommes loin de cet idéal, n'est-ce pas? Peut-être est-ce seulement parce que nos politiciens ne sont que le reflet de ce que nous sommes? Alors, si on se secoue et qu'on pose clairement nos exigences, on aura de meilleures chances d'avoir les représentants qu'on souhaite!

La troisième partie est série d'idées et de propositions pour que nous devenions des citoyens heureux dans une société prospère. Elles ne sont pas nécessairement parfaites ni développées dans les moindres détails. Elles ne couvrent pas tous les sujets que je voudrais. Toutefois, ce sont des pistes qui valent d'être explorées, je crois. Elles demandent parfois de faire des changements assez importants dans nos habitudes. Tant mieux! C'est justement ce dont nous avons besoin pour chasser le statu quo paralysant.

Alors, on y va!

Table des matières

Première partie

- 6 **Faire briller avec force notre bonne étoile**
- 6 Le gros bon sens
- 7 Une conscience collective
- 8 La créativité
- 8 Les valeurs
- 9 La passion

Deuxième partie

- 11 **Une gestion publique axée sur le bien commun**
- 11 Au poste de Premier ministre
- 12 Au ministère de la Santé
- 13 Au ministère de l'Éducation
- 15 Au ministère de la Solidarité sociale
- 16 Au ministère des Finances
- 16 Au ministère des Affaires économiques
- 17 Au ministère de la Culture
- 18 Au ministère du Territoire
- 19 Au ministère de la Sécurité publique
- 20 Au ministère des Affaires gouvernementales

Troisième partie

Des suggestions pour devenir des citoyens heureux dans une société prospère

- 23 **Une vraie démocratie**
- 23 Une équipe ministérielle réduite et plus efficace
- 28 Des sous-ministres responsables de leurs actes
- 28 Des députés réellement responsables et efficaces
- 30 Un vote qui a enfin tout son sens
- 31 Une confiance renouvelée dans des institutions efficaces

- 32 **Une éducation de gagnants**
- 32 L'école, c'est du sérieux!
- 33 Pour commencer, arrêtons les expériences pédagogiques
- 35 Trois cheminements autonomes et complets
- 36 Prof : une vocation et non une job
- 37 Libérons la créativité

- 38 **Au service de la Solidarité sociale**
- 39 Un outil de développement social

41 **Pour la fierté de payer ses impôts**

- 41 Vous n'êtes pas écœurés de payer, bande de con... tribuables?
- 42 Un impôt simplement juste
- 46 Un outil de justice et de prospérité
- 47 Du côté des entreprises
- 48 Double impôt, double gaspillage!
- 49 TPS, TVQ et autres complications inutiles

50 **Québec riche, Québécois riches**

- 50 Contrer la résistance au changement
- 51 C'est la richesse qui crée la richesse
- 52 L'importance de réapprendre à compter
- 54 La consommation comme une drogue
- 55 L'éthique comme valeur concrète

56 **Une langue qu'on aime parler**

- 56 Un choix fondamental à valider collectivement
- 57 Préserver la spécificité traditionnelle du français
- 57 Laisser s'accomplir l'évolution naturelle
- 57 Adapter la langue à notre avenir
- 58 Les moyens à prendre
- 58 Prendre en main notre langue
- 59 Renforcer la maîtrise de la langue
- 60 Sensibiliser, voire encadrer, les utilisateurs publics du français
- 61 S'imposer comme chef de file de la francophonie internationale
- 62 En fin de compte, c'est bien communiquer qui est l'essentiel

63 **Pour sauvegarder la vie au Québec**

- 63 L'exploit de bien exploiter
- 64 Un privilège plutôt qu'un droit
- 65 Réoccuper le Québec, version intelligente
- 66 Des valeurs tout aussi rationnelles qu'émotives
- 68 Faire face aux gros voisins d'en face

69 **Retrouver le respect de la liberté**

71 **Des fonctionnaires qui fonctionnent**

- 71 Couper dans la bêtise plutôt que dans le gras
- 74 Les fonfons, ces fraudeurs confortables
- 75 S.O.S. Madame Blancheville
- 76 À bon rendement, bon salaire

78 **Mon parti politique idéal**

- 80 Un refus qui n'est surtout pas du racisme
- 81 Québécois et Humain

82 **Petit mot de la fin**

Faire briller avec force notre bonne étoile

Inutile de faire une liste de tout ce qui va de travers. Toi comme moi, nous le voyons à tous les jours. Ce n'est pas rose et on le sait. Il serait facile de se lamenter sur nos misères et chercher des coupables. Mais ce n'est pas mon intention. Au contraire, je veux vous parler de solutions. Je veux partager des défis à relever pour qu'on se porte mieux. Je veux laisser de côté les critiques qui ne donnent rien afin de suggérer des idées constructives.

De toi, de moi, de nous tous, politiciens ou simples citoyens, j'attends qu'on se serre les coudes pour faire briller de nouveau notre bonne étoile, celle d'un Québec tourné vers le possible, vers le meilleur, vers le progrès et la réussite.

Cette bonne étoile qui doit nous guider possède cinq branches :

- le gros bon sens,
- une conscience collective,
- la créativité,
- les valeurs,
- la passion.

Le gros bon sens

Souvent, on pourrait croire qu'il est disparu. Ou il semble réduit à un concept publicitaire pour vendre des voitures. Qui ne s'est pas fait déjà répondre « Je n'y peux rien, c'est le système qui est comme ça... »? Cette réponse, c'est l'abdication. Donner ou accepter cette réponse, c'est fermer la porte au gros bon sens. En fait, trop de gens se réfugient derrière des lois, des règles ou des normes pour ne pas avoir à prendre de décision. En même temps, la rigidité des systèmes administratifs empêche les individus d'utiliser leur jugement.

Or, partout, on cherche le gros bon sens. Parfois, je suis renversé par la situation elle-même, comme cette mère à qui le ministère des Transports réclamait 4 000 \$ pour les dommages à un poteau de lumière sur lequel son fils s'est tué dans un accident de voiture dont il n'était même pas responsable.

Parfois, le manque de gros bon sens apparaît en comparant deux situations dans le même domaine. Où est le gros bon sens de la Justice lorsqu'on voit une femme condamnée à la prison pour avoir ramené un livre en retard à la bibliothèque tandis qu'un criminel notoire s'en tire sans accusation en raison d'un vice de forme au moment de son arrestation? Où est la justice de la Justice lorsqu'on voit ceux qui volent le gouvernement à coups de millions s'en tirer à bon compte (repense à la Commission Gomery) tandis que le petit contribuable paie lourdement la moindre incartade sur son rapport d'impôt?

Le manque de gros bon sens est aussi un problème de manque d'écoute ou de coordination des gestionnaires publics. Alors qu'on se mobilise de plus en plus pour protéger l'environnement, comment la SAAQ a-t-elle pu penser à proposer la hausse de l'immatriculation des autobus et des petits véhicules? C'est au contraire sur les gros véhicules individuels énergivores qu'il faut appliquer des hausses de tarifs! Le manque de

gros bon sens, c'est un ministère qui crée du chômage en coupant en aveugle les subventions à organismes créateurs d'emplois tandis qu'un autre ministère s'évertue à imaginer des programmes d'aide pour les sans-emploi! C'est prétendre faire des économies en réduisant le personnel dans des services où chaque employé génère plus de profits que ce qu'il coûte en salaire et avantages sociaux.

Ramener le gros bon sens dans le quotidien est facile. Cela commence par responsabiliser les gens. Il suffit de donner des responsabilités aux gens et de faire confiance dans leur jugement plutôt que les déresponsabiliser en les étouffant sous des montagnes de lois et de règles. Retrouver le gros bon sens, c'est aussi redonner leur vrai sens aux idées. Il faut arrêter de tout banaliser et de tout niveler par le bas. La liberté n'est pas l'irresponsabilité. L'amour n'est pas le sexe. Le bonheur n'est pas un savon qui lave plus blanc, une circulaire avec plus de rabais ou une auto qui roule plus vite...

Remettre le gros bon sens à l'honneur dans l'ensemble de la société est devenu vital. Il faut refuser toutes les décisions irresponsables et irréfléchies, surtout lorsqu'elles s'appuient sur des textes de loi ou des règles administratives qui défient le sens commun. Il faut se remettre à l'écoute de la sagesse qui est toujours présente chez les gens ordinaires.

Une conscience collective

Cette branche de notre bonne étoile exige de réfléchir à la portée de nos actes et de nos paroles. Cela est vrai individuellement et collectivement. Pour ce qui est des individus, combien de gens vivent comme s'ils étaient seuls au monde. Combien de gens s'accordent droit et liberté de faire ce qu'ils veulent sans égard aux conséquences. Je ne parle pas seulement de grandes causes, mais aussi de détails aussi banals que cette personne à l'épicerie qui brise des emballages qu'elle laisse sur place, ne remet rien en place après avoir fouillé, mange quelques fruits ou bonbons sans les payer et laisse son panier vide à l'autre bout du stationnement. Mais elle gueule contre le coût de sa facture sans réaliser que tous ses petits gestes contribuent à augmenter les coûts d'opération du magasin. Je parle aussi de ces travailleurs qui, sur le temps où ils sont payés pour travailler, passent des heures sur des sites Internet de pornographie, de voyages ou de loterie. Ils volent leur employeur, leurs compagnons de travail et l'ensemble de la société sans même y prendre garde. Je parle de cas comme celui de ce chantier maritime sur le bord de la fermeture où des ouvriers rappelés pour un contrat après deux ans de chômage se traînent les pieds jusqu'à 10 h 30 le matin avant de commencer à travailler tandis que des gens réclament encore des investissements publics pour sauver leurs jobs.

Collectivement, la situation est encore pire. Le devoir le plus important de nos dirigeants, du municipal au fédéral en passant par la commission scolaire locale, est de maintenir l'équilibre entre l'intérêt collectif à long terme et les intérêts individuels à court terme. Or, ne voit-on pas triompher le *je-me-moi-ici-maintenant* tout autant dans les décisions personnelles que collectives? Cela tient probablement au fait qu'on manque depuis des années de vrais leaders qui proposent une vision d'ensemble pour la société. À quand remonte le dernier grand projet constructif pour le Québec? (Oublions ici la souveraineté qui n'est pas un projet de société, mais plutôt un outil pour réaliser celui proposé.) Par ailleurs, lorsque quelque chose bouge, c'est désormais le résultat de pressions d'un petit groupe qui s'occupe de ses intérêts

particuliers. Les forts en gueule, les lobbies et les minorités imposent leurs vues à la pièce, de façon indépendante. Il en résulte une incohérence de plus en plus grande dans la société, et dans nos vies.

Il n'y a plus *une* vision d'ensemble, il y a une foule de visions disparates et sans liens entre elles. Je te le dis, ami lecteur, notre société se meurt de morcellement. Elle souffre cruellement d'individualisme à outrance. Toi, moi et chacun de nous, nous devons tous nous responsabiliser et penser autrement qu'en fonction de nos petits intérêts personnels.

La créativité

As-tu déjà essayé de faire une demande qui ne correspond pas exactement aux formulaires déjà prévus à cet effet? Dès qu'on déroge aux habitudes, on crée la panique! Mais cela ne devrait pas être ainsi. Le plus puissant moteur d'un individu ou d'une collectivité est sa créativité. C'est la créativité qui permet de progresser, de découvrir des façons de faire nouvelles et meilleures, de vivre dans un environnement stimulant. Malheureusement, aujourd'hui on dirait que tout est fait pour tuer la créativité. Cela va de la bureaucratie aveugle à la syndicalisation qui ne vit que par la description de tâche abrutissante. Ce qui n'est pas prévu ne doit surtout pas être fait... Devant le nouveau, s'abstenir... La règle d'or : vivre sans risque et sans imprévu...

Mais où est passée l'originalité d'un peuple qui a inventé la démocratie, qui a délaissé une Europe sclérosée pour venir créer un pays neuf, une société nouvelle en cette terre d'Amérique? Où est passée la créativité qui nous a permis de prendre la mesure d'un hiver implacable et, durant un bel été de 1967, de créer chez nous la Terre des Hommes et d'y convier le monde entier pour l'une des plus belles fêtes universelles des dernières générations? Des fleurons de notre créativité comme le Cirque du Soleil doivent aller à l'étranger pour progresser, nous seulement pour des raisons de marchés plus importants, mais malheureusement aussi en raison des attitudes d'éteignoirs de ceux qui devraient être leurs partenaires les plus enthousiastes.

On peut retrouver la créativité partout, tous les jours. La créativité, c'est l'opposé de la médiocrité. C'est le contraire de l'anarchie ou de la folie irresponsable. C'est d'abord et avant tout un état d'esprit que chacun peut et doit développer. C'est la créativité qui permet de ne plus considérer les situations en termes de problèmes, mais plutôt de voir les solutions. C'est autrement plus stimulant pour tout le monde!

Nous avons le devoir de stimuler la créativité dans tous les secteurs de la société; pas seulement chez ceux qui lancent de nouvelles entreprises, mais aussi et surtout chez ceux qui gèrent ce qui existe déjà.

Les valeurs

On connaît bien le pire service à rendre à un enfant : c'est de lui enlever tout point de repère et de changer ses limites jour après jour. Voilà la façon infaillible d'en faire un être humain totalement insécure dans la vie. Or, il dirait que c'est le sort que nous avons connu au Québec depuis la fameuse Révolution tranquille. Nous avons valorisé le libre-arbitre. « À chacun de tracer sa ligne de conduite... » Malheureusement, les effets sont désastreux.

Tout être humain, ou toute société, a besoin de points de repère clairs et stables. On a besoin de définir ce qui est acceptable ou non. Cela ne veut pas dire que tous les points de repère sont éternels. Le monde change et la société doit parfois adapter ses valeurs en fonction de nouvelles réalités. Mais la collectivité doit s'entendre sur ses limites et ses repères. On peut défier les règles et les changer. Mais que faire face à leur absence? On ne trouve que le vertige et la peur. Voilà certainement une bonne partie de l'origine du mal de vivre de notre société.

Nous devons établir des consensus sur les valeurs qui nous guident. Certains sujets font facilement l'unanimité; d'autres sont très délicats, mais il est tellement important d'en débattre. Ainsi, on tolère la valorisation des stratégies qui transforment les enfants en cibles pour l'industrie, les 9-12 ans n'étant plus de simples enfants qui s'amuse, mais désormais un segment de marché bien identifié avec son potentiel de ventes de 200 milliards \$ en Amérique du Nord. En acceptant la logique commerciale qui développe des produits pour cette tranche spécifique de « consommateurs », du vêtement au cellulaire et autres objets de consommation, nous acceptons que nos jeunes enfants soient à la disposition de toute entreprise qui désire augmenter ses ventes grâce à eux. De façon plus pernicieuse, nous fermons les yeux sur le contenu des magazines pour « pré-ados », notamment les fillettes de 10-12 ans, qui valorisent des comportements sexuels d'adultes auprès de leur jeune public. Pourtant, nous savons à quel point les spécialistes déplorent l'hypersexualité des jeunes et son effet désastreux sur leur développement, leur estime de soi, leur capacité à établir de saines relations humaines par la suite et, en bout de ligne, leur malaise énorme face à leur propre sexualité. En clair, il faut se demander si nous acceptons que nos enfants soient des objets sexuels consentants ainsi que des segments de consommateurs?

Les valeurs, ce sont les critères qui guident nos choix individuels et collectifs. Nos valeurs sont-elles prioritairement matérialistes, commerçantes, monétaires, humaines, écologistes, ou autres. Quelles qu'elles soient, elles impliquent des choix et des comportements, des droits et des limites. Un animateur de radio peut-il dire tout ce qu'il veut parce que notre valeur dominante est la liberté totale d'expression ou doit-il être limité par notre valeur du respect des personnes. Un langage vulgaire en ondes peut être accepté légalement, mais refusé socialement. Ces questions doivent être débattues et précisées, non pas à la Cour suprême par des juges qui interprètent la lettre de la loi, mais au sein de la société par l'ensemble des gens qui y vivent. Au-delà de la légalité stricte, il y a ce que nos valeurs acceptent ou rejettent.

Je crois qu'il est devenu vital pour notre société d'ouvrir honnêtement le débat. Je crois qu'il faut que nous devenions d'ardents promoteurs de valeurs qui placent l'humain avant tout, la collectivité avant l'individualisme, le développement durable avant l'exploitation à courte vue, le bien-être de la majorité avant celui des minorités privilégiées.

La passion

La cinquième branche de notre étoile, c'est la passion. Hé oui. Le carburant qui semble faire de plus en plus défaut. Avec la passion, il y a son compagnon naturel : l'effort. Ensemble, ils sont essentiels pour se reprendre en main. Si personne n'agit par passion et ne veut faire l'effort de susciter le changement autour de lui, tout restera comme maintenant. Le confort et

l'indifférence sont deux plaies qui nous font mourir. Ce sont les deux mamelles des parasites de la société.

Ce qui rendra meilleure notre société demande de la passion et des efforts. Se sortir de notre borbier ne se fera pas en attendant une intervention magique des extraterrestres ou d'un magicien. Veux-tu travailler à ce que nous soyons une collectivité heureuse et prospère? Désires-tu que cela devienne la réalité pour nous et pour nos enfants? Alors, il va falloir se retrousser les manches, tout le monde, individuellement, avec passion. Il va falloir parfois piler sur notre orgueil. Il faudra admettre des erreurs, laisser tomber des privilèges nocifs, penser plus loin que « je-me-moi », accepter des limites, secouer les habitudes qui sont devenues des hébétudes...

En fait, le choix est très clair : rester assis et être petits, ou se lever et devenir grands. Moi, je nous invite à cesser de baisser les bras pour plutôt les lever avec enthousiasme. Pour être des gens heureux dans une société prospère.

Une gestion publique axée sur le bien commun

Tu le sais aussi bien que moi, les politiciens et les fonctionnaires sont présentement très peu reconnus et appréciés dans la société. Le taux de confiance envers eux est environ de 14 %. « Promesse de politicien » et « promesse d'ivrogne » n'ont guère plus de valeur l'une que l'autre. Il faut changer cela!

À nos élites politiques, je demande plus que la seule gestion de l'État. Je veux que le Premier ministre soit mon premier représentant auprès de tous les groupes d'intérêt privés ou publics à l'intérieur et à l'extérieur du Québec. J'exige encore plus de lui. Ou plutôt, j'exige *mieux*. Je désire qu'il soit d'abord et avant tout notre « premier citoyen », celui qui propose un véritable projet de société, celui qui stimule l'implication de chacun dans la société. Celui qui lance le mouvement qui fera briller notre bonne étoile.

Aux ministres, aux députés et aux fonctionnaires, je demande de retrouver le fondement de leur mandat, celui du bien commun. Je leur demande (ou plutôt je l'exige car je suis celui qui paye leur salaire) de considérer leur travail non pas comme un droit qui leur est acquis, mais comme un privilège qu'ils doivent constamment mériter par la qualité de leur engagement en faveur du bien commun, du « service public », au vrai sens du terme.

Pour comprendre ce que doit être le service public, j'aime à simplifier la situation. Imagine que nous sommes 25 personnes ensemble. Nous désignons quelqu'un pour gérer certaines choses qui profitent à tout le groupe. Nous allons choisir cette personne parce que nous lui faisons confiance et celle-ci fera en sorte de nous satisfaire. Si un membre du groupe tente d'obtenir une faveur au détriment des autres, notre gestionnaire refusera tout naturellement. Si on s'informe sur l'état exact de ce qui nous appartient, notre gestionnaire répondra clairement. Jamais notre gestionnaire considèrera que ce qu'il gère lui appartient personnellement. Etc., etc. C'est la même attitude fondamentale que l'on doit retrouver chez tous ceux qui sont au service de la collectivité.

En pratique, pour que notre système public s'améliore, il faut transformer les mentalités. Il faut aussi effectuer certains ajustements quant à l'organisation elle-même. C'est le premier point sur lequel je reviendrai dans la troisième partie, celle des suggestions. Tu verras que je mets l'accent sur un nombre restreint de ministres autour du Chef d'état. C'est à partir de cette structure que je veux te proposer une réflexion sur les priorités de la gestion publique.

Au poste de Premier ministre

Depuis combien de temps votons-nous pour le moins pire au lieu de voter pour le meilleur? Depuis ceux de la trempe des Jean Lesage et René Lévesque, qu'avons-nous eu comme chefs politiques? Des gestionnaires frileux de l'opinion publique, des acrobates de la rectitude sociale, des personnalités modelées aux impératifs des médias, des experts de l'image et de la langue de bois, des critiqueux professionnels et prévisibles de tout ce qui ne vient pas de leur parti, des plaignards de l'état des finances publiques qui les empêchent de faire autre chose que de colmater des trous?

J'ai déjà fait l'exercice de comparer les critiques du chef de l'opposition après le discours du Trône de deux gouvernements successifs. Ils étaient parfaitement interchangeables. On peut d'ailleurs écrire aujourd'hui même presque tout ce que diront les chefs des principaux partis politiques lors de la *prochaine* élection! Nos chefs sont tellement prévisibles... pour ne rien apporter comme vision réelle, cohérente et structurée.

Au Québec, je ne veux plus d'un Premier ministre qui chiâle continuellement contre toute sorte de bâtons dans les roues de la part d'Ottawa et qui justifie son inaction par les lois du marché, la dette, le taux de taxation, le poids des services, etc. Je ne veux plus qu'il se réfugie derrière la fameuse « conjoncture économique » en baissant les bras et la tête dans un immobilisme de chien battu.

Je veux un chef d'état qui donne l'heure juste, qui identifie les problèmes clairement même si cela heurte les susceptibilités de certains citoyens ou des innombrables groupes de pression qui gravitent autour du pouvoir. Tiens, par exemple, 80 % des pòvres « sinistrés du verglas » ont encaissé leur chèque d'aide gouvernementale d'urgence... au Casino de Montréal. Mais ça, pas un Premier ministre va le dire, voyons donc! Mais pourquoi?

Je veux surtout un chef d'état qui a une vision qui va plus loin que les impératifs de sa prochaine élection, qui se montre créatif, qui bâtit sur notre potentiel et qui stimule les forces vives de la société. Je veux l'entendre promouvoir des valeurs claires qui dictent les choix de l'administration publique et s'y tenir, particulièrement lorsque cela l'oblige à restreindre certains privilèges individuels. Si on affirme vouloir protéger l'environnement, on ne fait pas d'exceptions chaque fois qu'un promoteur risque de ne pas faire les profits qu'il souhaite.

J'aime mieux avoir un Premier ministre cohérent, constant et fonceur dont je n'approuve pas le programme, qu'avoir une chiffre molle qui tente constamment de faire plaisir à tout le monde et à son père avec un programme qui évolue au gré des sondages.

Au ministère de la Santé

Collectivement, nous avons un gros morceau à confier au ministre de la Santé. Avec l'Éducation, c'est l'un des deux plus importants budgets du gouvernement du Québec. Quand on pense au vieillissement de la population, c'est aussi le service public qui devient le plus sollicité de la part des Québécois. Surtout, c'est le sujet le plus chaud sur la scène politique. Chaque parti se fait le champion de la Santé et propose sa recette magique pour transformer nos hôpitaux en hôtels cinq étoiles! Plus sérieusement, tout le monde veut que le système de Santé règle tous nos bobos, des plus banals aux plus sérieux, sans que personne n'attende aux urgences et sans que cela coûte cher aux contribuables, tout en faisant le bonheur des médecins et des infirmières. Bref, on a l'habitude de voir les politiciens nous promettre l'impossible et se faire critiquer de ne pas l'avoir réalisé.

Je n'ai pas la prétention d'avoir la recette magique pour que le ministre de la Santé puisse tout régler d'un coup de baguette. Au contraire, je suis certain qu'une telle magie n'existe pas, sauf dans les promesses électorales et dans les stratégies pour s'attirer des votes. En vérité, pour régler les problèmes du système de santé, il faut s'en tenir à notre bonne étoile : gros bon sens, conscience collective, créativité, valeurs et passion.

Gros bon sens : organisation des services sur une base locale par ceux qui les connaissent, cela en tenant compte des réflexes naturels des patients.

Conscience collective : développement de l'honnêteté du soignant et du soigné, ainsi que d'une attitude responsable chez tous les intervenants, médecins, infirmières, administrateurs, personnel de soutien, etc.

Créativité : remise en question systématique des gestes routiniers et écoute des compétences à tous les niveaux des organisations.

Valeurs : priorité à créer la santé plutôt que soigner la maladie, choisir la qualité de vie plutôt que la durée de vie à tout prix et conserver l'universalité des soins.

Passion : être un ministère de la Santé, et non un ministère de la Maladie, qui œuvre à la prévention et à l'élimination des causes de mauvaise santé.

Le ministère de la Santé doit oser poser et répondre aux questions délicates aux plans social et humain avec lesquelles les professionnels de la santé doivent composer. Doit-on tout mettre en œuvre pour prolonger une vie dans la souffrance? Doit-on tolérer des comportements malsains et soigner les conséquences sans rien dire?

Dans une autre dimension, le ministère de la Santé doit intervenir plus activement sur les causes des problèmes de santé. Par exemple, on sait que la santé physique des jeunes se dégrade constamment en raison de leur inactivité et de leurs mauvaises habitudes alimentaires. Il existe des moyens à prendre pour corriger la situation, notamment en collaboration avec le réseau scolaire. Cela doit faire partie du mandat du ministère pour « créer la santé » au lieu de seulement soigner la maladie.

Au ministère de l'Éducation

Nous voilà, cher ami lecteur, dans le vif d'un sujet délicat et d'une importance capitale. L'éducation est l'un des plus gros morceaux parmi les responsabilités du gouvernement. Malheureusement, il faut se résoudre à accorder une bien faible note au Québec dans ce domaine.

Le bulletin à donner au ministère de l'Éducation doit refléter l'ensemble de ses réalisations. Or, le bilan depuis la création du ministère de l'Éducation du Québec n'est pas vraiment rose. À cela s'ajoutent les ratages malheureux de la controversée « Réforme » de l'éducation.

Ce jugement est dur! Mais les faits sont assez dramatiques pour qu'il soit justifié de s'interroger de la sorte. Depuis 1960, en tant que société, nous avons donné au ministère de l'Éducation le mandat d'instruire *tous* nos jeunes. Le ministère a disposé de toutes les ressources nécessaires. Pourtant, les résultats ne sont guère reluisants. Sur une population de 7,5 millions de personnes, le Québec compte plus de 2 millions d'analphabètes. Certains croient que ce sont surtout nos aînés qui sont illettrés. Erreur. L'analphabétisme se retrouve dans toutes les tranches d'âge. Or, techniquement, tous les gens de moins de 50 ans ont profité du système public universel né de la Révolution tranquille!

Gros bon sens : cesser les expérimentations pédagogiques qui tentent de trouver des recettes miracles, revenir à la rigueur et à l'encadrement qui bénéficient à la majorité; réduire drastiquement le nombre de ceux qui gèrent pour augmenter le nombre de ceux qui enseignent.

Conscience collective : convaincre les individus, les entreprises et les institutions de l'importance cruciale d'investir en éducation temps, argent et énergie, même lorsque cela semble remettre en question les privilèges, faire éclater les chasses gardées, congédier les incompetents.

Créativité : au ministère d'établir les objectifs, aux gens sur le terrain de choisir les chemins pour y parvenir selon les réalités régionales.

Valeurs : remettre l'élève en tête de liste des préoccupations, au-delà des besoins des gestionnaires, des professeurs, des intervenants spécialisés, du personnel de soutien, des fournisseurs de services (ex. transport scolaire) qui passent tous avant l'élève actuellement.

Passion : remettre à l'honneur qu'être enseignant, c'est une vocation avant d'être une job; intégrer l'éthique à la formation.

Pour ma part, en tant que parent, en tant que contribuable, en tant que citoyen du Québec, je suis prêt à payer cher pour notre système d'éducation. Cependant, je veux payer pour des enseignants motivés qui ont la liberté d'agir avec du gros bon sens, avec le sens des responsabilités et de la passion, avec de la créativité et avec l'intérêt des jeunes comme valeur première. C'est pour moi un investissement vital.

Je veux payer aussi pour un système d'éducation qui se libère de ses conceptions dogmatiques et de ses niveleurs par le bas. Que cessent ces discussions ridicules sur les cheminements égalitaristes de la Réforme et sur la ridicule « nécessité » de couper les vivres aux écoles privées et aux programmes d'excellence dans les écoles publiques. Ce n'est pas en ralentissant ceux qui peuvent progresser plus vite qu'on va se donner un Québec capable de profiter de l'économie du savoir. Au nom de faux prétextes d'égalité, les niveleurs par le bas réclament que tous les élèves soient mis au même niveau, celui des plus lents et de ceux qui ont le plus de difficulté. Tous les élèves n'ont pas les mêmes capacités; pour faire une image, certains peuvent « rouler » à 60, d'autres à 120. L'égalité, ce n'est pas d'imposer à tous de rouler à 60. L'égalité c'est de tous leur permettre de rouler à 100 % de leur capacité. Alors, pour certains, ce sera 60 et pour d'autres 120. Voilà qui est juste pour tous!

Au nom de dogmes suicidaires pour notre avenir, les niveleurs par le bas méprisent toute forme d'élitisme. Pourtant, ce n'est pas la majorité des gens qui créent des entreprises, qui organisent les activités sociales, qui développent des visions rassembleuses, qui prennent des risques comme leader. Ce n'est pas la majorité qui lance les projets créateurs de richesse économique, sociale, culturelle, écologique, etc. Cela a toujours été une minorité d'individus qui prennent les devants. Cette minorité, il ne faut pas l'étouffer. Au contraire, il faut lui donner toutes les occasions de se développer. C'est alors la majorité qui en profite.

Plus il y aura d'écoles et de programmes d'excellence, plus il y aura d'individus qui viseront plus loin et qui seront capables d'en faire plus dans tous les domaines. Ça, c'est un réel investissement pour l'ensemble de la société.

Au ministère de la Solidarité sociale

On attend énormément du gouvernement dans toutes les sphères de la société. En fait, on lui demande d'intervenir sur presque tous les aspects de l'environnement social, de la protection de la Jeunesse à la reconnaissance des droits des autochtones. À mon sens, tout cela fait relèver d'un grand ensemble qu'il est possible d'identifier comme la solidarité sociale. Voilà pourquoi je propose de coordonner toutes les actions du gouvernement de cette nature au sein d'un seul ministère. Plutôt que gérer les luttes incessantes entre une série de groupes qui font la promotion de leurs intérêts particuliers, le ministre de la Solidarité sociale pourra répondre à chacun en fonction d'une vision globale et cohérente.

Gros bon sens : réaliser que les individus sont plus heureux si la collectivité dans laquelle ils vivent est heureuse et prospère.

Conscience collective : promouvoir et appliquer le concept qu'une société heureuse et prospère exige de respecter un équilibre entre les valeurs humaines et les valeurs économiques, ce qui repose sur des citoyens conscients de la société dans laquelle ils vivent, conscients de l'impact de leurs gestes, conscients de leurs responsabilités, conscients des autres et de l'avenir. Tout le contraire du *Je-me-moi-ici-et-maintenant*.

Créativité : investir dans des programmes et des services innovateurs qui contribuent à former des citoyens conscients et responsables. (Voir le projet « Au service de la solidarité sociale » en troisième partie.)

Valeurs : promouvoir, et appliquer en gestion publique, que l'intérêt collectif durable doit toujours l'emporter sur l'intérêt individuel immédiat.

Passion : se faire, du local à l'international, des promoteurs passionnés de la solidarité sociale pour bâtir sur ce qu'il y a de meilleur en l'humain.

Je suis un rêveur, me diras-tu. Peut-être. Mais ce sont les rêveurs justement qui font progresser la société. Alphonse Desjardins était un rêveur. Il avait un idéal de solidarité sociale; il désirait arracher les petites gens à l'exploitation des usuriers et des banques. De son rêve est né une institution financière forte qui agit non seulement au Québec, mais aussi dans de nombreux pays en développement. On pourra toujours trouver des failles dans le Mouvement Desjardins actuel. Toutefois, il faut réaliser qu'au Québec et à l'étranger, le rêve de Desjardins a permis à des centaines de milliers de gens de trouver une dignité et une liberté qu'ils n'auraient pas eues autrement. Je te cite Desjardins et je pourrais continuer la liste des rêves de solidarité sociale devenus des réalités merveilleuses. Tiens, pense à l'organisme « Médecins sans frontières ». Voilà un exemple fantastique de pure solidarité sociale qui donne des fruits constructifs, pacifiques et nobles en puisant au meilleur en nous.

Au téléjournal du soir, j'aimerais mieux qu'on braque les réflecteurs sur ces gens qui contribuent quotidiennement à une meilleure société et pas seulement sur les politiciens qui

s'emplissent les poches à nos dépens en toute impunité. On pourrait passer plus facilement du cynisme social à la solidarité.

Au ministère des Finances

Cher lecteur, voici un sujet particulièrement épineux dans notre société qui valorise à outrance les valeurs économiques et qui place la réussite financière avant l'épanouissement humain. Comment un ministre des Finances réussira-t-il à maintenir l'équilibre entre l'humain et l'enrichissement, entre l'individu et la collectivité, entre le cœur et la raison. Encore une fois, il faut se laisser guider par notre bonne étoile de gros bon sens, de conscience collective, de créativité, de valeurs et de passion.

Gros bon sens : revoir l'impôt afin de permettre à tout individu de décider comment il veut gérer ses revenus tout en s'assurant qu'il paie une part équitable à la société. (Voir le projet à ce sujet dans la troisième partie.)

Conscience collective : encore une fois, conscientiser tout le monde sur le nécessaire équilibre entre les intérêts individuels et collectifs, sur l'importance de redonner beaucoup lorsqu'on reçoit beaucoup.

Créativité : faire table rase des règles inutiles pour inventer nos propres façons de faire au plan de la taxation sur le revenu et sur la consommation.

Valeurs : refaire de la contribution fiscale un outil de justice et de prospérité.

Passion : s'enrichir individuellement en générant de la richesse collective.

Au ministère des Finances, je veux une personne qui accepte le mandat clair de faire primer notre volonté collective de payer une juste part d'impôt, établie selon des règles transparentes et équitables pour tous. Je veux aussi que le ministre des Finances ait le courage d'imposer des règles qui protègent réellement le consommateur devant la sollicitation à outrance à dépenser et à s'endetter. Agir afin de réduire l'appauvrissement des gens ne pourra que nous aider, en bout de ligne, à nous enrichir collectivement et individuellement.

Au ministère des Affaires économiques

Ce ministère joue un rôle vital dans l'avenir du Québec. Il est capital de confier ce ministère à une personne capable de proposer une vision cohérente à tous les acteurs de l'économie, tant les patrons et les syndicats que les citoyens.

Pour développer cette vision nécessaire pour le Québec, il faut nous tourner encore et toujours vers notre bonne étoile à cinq branches : le gros bon sens, une conscience collective, la créativité, les valeurs et la passion. Il y a toutefois une saveur un peu particulière dans les Affaires économiques. La responsabilité de ce ministère exige de l'audace et du courage pour vraiment influencer les choix économiques de la société. En effet, le ministère des Affaires économiques ne doit pas se contenter d'un rôle réactif; il ne doit pas répondre bêtement aux demandes du patronat et des syndicats. Ce ministère doit au contraire agir de façon proactive pour orienter les différentes activités à caractère économique.

Gros bon sens : c'est la richesse qui crée la richesse.

Conscience collective : développer la culture économique chez les citoyens.

Créativité : imaginer des solutions de développement durable plutôt que le pillage rapide et irréversible des ressources actuelles.

Valeurs : privilégier la « qualité » de richesse de préférence à la « quantité » de richesse.

Passion : attirer et retenir au Québec les créateurs de toutes les disciplines pour créer un climat de créativité qui nous permettra de faire plus et mieux que partout ailleurs.

Le Québec est une société pauvre et qui s'appauvrit. Pour corriger cette situation malsaine, les solutions existent ou elles sont possibles à développer. Des collectivités comme celles de l'Irlande ou de Singapour démontrent combien la créativité permet de transformer le cours des événements. Il suffit d'avoir la volonté de le faire et le leadership nécessaire pour l'imposer. À un prochain ministre des Affaires économiques, je demande de ne pas perdre son temps et ses énergies à courir de subventions en sauvetages d'entreprise. De cesser de créer des programmes à n'en plus finir et des éléphants blancs. Je veux le voir investir ses compétences politiques à stimuler l'imagination des uns et le sens des responsabilités de tous. Voilà certainement l'apport le plus précieux que j'attends de ce ministère.

Au ministère de la Culture

Avec cette question hautement explosive, je souhaite bonne chance au futur ministre de la Culture. Qu'est-ce que la culture, que doit-on préserver, comment doit-on réagir dans un contexte de mondialisation? Je te dis, ami lecteur, qu'une société ne progresse pas en contemplant son passé accroché sur les murs des musées.

Gros bon sens : développer une culture ouverte sur le monde.

Conscience collective : définir notre personnalité et la faire respecter; entre autres, affirmer que le français est l'outil de communication commun au sein de la collectivité québécoise, cela dans le respect et l'encouragement à maîtriser d'autres langues.

Créativité : secouer les carcans colonialistes et investir dans nos talents.

Valeurs : investir dans la culture « rentable collectivement » plutôt « qu'économiquement », entre autres par le rejet de la norme « cote d'écoute » comme critère de sélection des investissements en culture.

Passion : faire adhérer les gens à la culture québécoise parce qu'ils l'apprécient et non parce qu'elle est une obligation.

La culture est toujours confrontée aux impératifs économiques. Par exemple, on sait tous qu'il en coûte plus cher de produire des émissions du calibre des Fortier, Omerta, Héritage, Temps d'une paix ou Grande Ourse que d'acheter la série Lost aux États-Unis. Alors, qu'on y investisse mes taxes et impôts. D'une part, cela fera plus tourner notre économie, ici au

Québec, ce qui contribuera à notre enrichissement; d'autre part, ce sera un meilleur investissement culturel que bien des regardages de nombrils du passé... Le rôle de nos institutions n'est pas de gérer des coûts d'un point de vue comptable à court terme, mais d'investir au point de vue humain à long terme.

J'exige d'un prochain ministre de la Culture qu'il aide les artistes à mieux vivre. Qu'il favorise les expériences. Qu'il subventionne les créateurs car ils sont l'âme de la société. Cependant, qu'il le fasse en regardant devant, pas en arrière. Surtout, qu'il donne à Monsieur et Madame Tout-le-monde la chance de partager avec plaisir une culture qui nous unit.

Dans un même souffle, je demande à tous nos créateurs de prendre conscience de leur impact, donc de leurs responsabilités. Depuis trop années, les créateurs nous démontrent combien tout va mal et à quel point les gens sont mesquins. Les chansons qui tournent toute la journée nous parlent de cynisme et de mal de vivre; les émissions de télévision ont des héros qui ont mal à l'âme et qui vivent dans un cul-de-sac; les publicitaires cherchent sans cesse le plus choquant ou le plus répugnant pour attirer l'attention; les artistes visuels peignent en noir un monde de douleur. Bon, ça va, on le sait. Maintenant, pourriez-vous nous parler de ce qui vous allume? Pouvez-vous nous chanter ce qui vous stimule dans la vie? Pouvez-vous nous donner des héros qui nous tirent par le haut plutôt que par le bas? Je ne vous demande pas de porter des lunettes roses et de nier les problèmes. Cependant, il y a moyen d'être plus positif; quand c'est joli, vous pourriez au moins dire « c'est beau » au lieu de « c'est pas laid ».

Si on a une culture qui nous pousse vers le meilleur plutôt que vers le pire de l'humain, on va mettre les chances de notre côté de progresser au lieu de s'écraser.

Au ministère du Territoire

Un jour, j'ai eu la chance de discuter longuement avec un Montagnais exceptionnel, fier de son héritage culturel, tourné vers l'avenir, extrêmement cultivé et articulé dans sa vision du monde. J'ai souvent repensé à l'une de ses remarques. Il affirmait que la terre ne nous appartient pas; c'est nous qui appartenons à la terre. Une telle conception de la relation entre les humains et le territoire où ils vivent nous incite à faire des choix beaucoup plus réfléchis. C'est une logique qui donne un mandat très important au ministère du Territoire pour que les Québécois profitent au maximum des richesses du Québec, non seulement aujourd'hui, mais aussi pour les générations à venir.

Gros bon sens : retrouver un juste équilibre entre ceux qui exploitent le territoire et les extrémistes de l'écologie pour qui l'humain semble un corps étranger dans la nature.

Conscience collective : faire réaliser à chaque citoyen, à chaque entreprise, à chaque gouvernement, aux gens d'ici ou de l'étranger, que personne n'a de droit de propriété sur le Québec; nous bénéficions d'un privilège d'exploitation du territoire.

Créativité : mandater en priorité le ministère pour développer, promouvoir et soutenir l'utilisation de nouvelles approches d'exploitation durable.

Valeurs : s'assurer de transmettre aux générations futures un territoire de qualité égale ou supérieure à ce que nous avons reçu des générations précédentes.

Passion : imposer notre façon de faire et nos valeurs, ici et à l'étranger.

Il faudra bien du courage et de la passion pour agir avec du gros bon sens, avec de la conscience collective, de la créativité et des valeurs qui favorisent l'humain avant le profit. Or, c'est très exactement ce que j'exige du futur ministre du territoire et de mon futur Premier ministre. C'est l'avenir de mes enfants et de leurs enfants qui en dépend. J'ai eu une vie confortable, j'ai mangé à tous les jours et j'ai eu un toit sur la tête ainsi que des vêtements pour me protéger du froid de nos hivers. Je tiens à ce que mes enfants aient eux aussi une vie confortable. Pour cela, ce n'est pas quelques dollars en héritage qu'il leur faudra. C'est un territoire encore productif et généreux envers eux.

Je veux qu'on protège et qu'on préserve nos richesses naturelles, non pas en fanatiques de l'écologie, mais selon le principe de l'exploitation rationnelle des richesses renouvelables. Je veux qu'on le fasse en empêchant quelques personnes de s'approprier à leur bénéfice individuel immédiat ce qui doit profiter à long terme à la collectivité. Comme cela ne peut pas se faire en vase clos, je veux que nos leaders sortent du Québec pour promouvoir ces valeurs. Par exemple, les pluies acides arrivent en bonne partie de chez le voisin; il faut donc aller lui parler pour le convaincre de modifier ses habitudes.

Si tous les pays entendent parler des Québécois parce qu'ils travaillent à préserver la planète, j'en serai plus fier et plus heureux que pour toute autre raison.

Au ministère de la Sécurité publique

Pour ce ministère, le mandat est d'assurer la sécurité des Québécois. Cela signifie en gros trois tâches distinctes. Premièrement, intervenir en cas de sinistres, du simple incendie à l'inondation qui touche toute une région. À ce chapitre, en tant que citoyen, j'ai vraiment l'impression que la plupart des ressources existent et n'ont besoin que d'une gestion efficace.

Deuxièmement, il faut poser des gestes de prévention. Dans ce domaine, il y a certainement plus d'efforts à faire. Plusieurs comportements dangereux sont à modifier dans la société et le gouvernement doit avoir tout simplement le courage politique d'intervenir. Par exemple, on sait tous que l'utilisation du téléphone cellulaire au volant d'une automobile augmente beaucoup le risque d'accident. Pourtant, le gouvernement n'ose pas trop agir, comme à chaque fois qu'un lobby quelconque fait valoir que cela peut-être va indisposer quelqu'un à quelque part. Bref, en termes de prévention, je demande seulement au ministère de la Sécurité publique d'agir en gouvernement responsable.

En troisième lieu, il faut que le ministère de la Sécurité publique fasse appliquer les lois qui sont censées protéger les citoyens. Voilà le travail des forces policières et de la justice. Pour celui qui sera le prochain ministre de la Sécurité publique, le principal défi sera justement de nous redonner confiance dans le système de justice. Voilà une tâche où il partira avec deux prises contre lui, comme le veut l'expression consacrée!

En effet, nous avons le sentiment qu'il y a deux justices, celles des honnêtes gens d'une part et celles, d'autre part, des Bougons en camisole, des Bougons en cravate et des Bougons en veste de gang organisé. Quant à ceux qui doivent faire respecter les lois, on a souvent l'impression qu'ils se préoccupent plus de leur *je-me-moi-ici-maintenant* que du rôle pour lequel la société les paye grassement. Par exemple, le nombre de morts sur les routes au cours des dernières années coïncident avec les négociations des policiers. Pour obtenir plus dans la négociation, ils surveillent moins sur les routes. Il y a donc plus d'accidents, 100 de plus en une année de négociation. J'inviterais les négociateurs des policiers à assister à 100 funérailles par an, soit deux par semaine durant toute l'année de négociation, pour bien sentir l'impact de leurs moyens de pression...

Gros bon sens : s'en remettre à l'esprit de la Loi plutôt qu'à la lettre.

Conscience collective : valoriser les comportements « moraux » plutôt que « légaux ».

Créativité : créer des mécanismes qui empêchent de contourner l'esprit des lois, par exemple en refusant d'entendre les causes ridicules.

Valeurs : s'assurer que la Charte des droits et libertés serve pleinement à faire avancer la société et non qu'elle protège les intérêts égoïstes d'individus.

Passion : rendre l'application de la justice équitable et responsable.

Notre système a besoin d'une réforme, mais pas celle des juristes, pas celle des spécialistes, pas celle de ceux qui se préoccupent de la lettre de la loi. La réforme dont nous avons besoin est celle de ceux qui respectent l'esprit de la loi; la réforme des gens de cœur et de sagesse.

En conséquence, je veux aussi un virage responsabilité chez tous ceux qui sont au service de la loi. Tiens, par exemple, tous ces avocats qui se servent stratégiquement de la Charte des Droits et libertés pour faire acquitter leurs clients pourtant coupables, ceux du genre Hells et autre mafia. Tous ceux de l'aide juridique qui utilisent de façon systématique les renvois de cause de manière à grossir leur chèque de paye. Ceux du droit constitutionnel qui nous coûtent des fortunes pour couper les cheveux en quatre. J'aimerais que le Barreau, leur ordre professionnel, remette en valeur le sens réel de leur engagement. Qu'il travaille à valoriser le service véritable de la justice plutôt que la « réussite » de ses membres. Que le Barreau soit le premier à scruter le travail de ses membres et à expulser ceux qui servent leurs intérêts personnels plutôt que ceux de la collectivité. Qu'il bannisse de ses rangs ceux qui permettent à des criminels et des fraudeurs d'échapper aux conséquences de leurs actes.

Lorsque nous aurons tous le sentiment que la justice est la même pour tous et qu'elle est juste, nous retrouverons notre confiance et notre respect. Et nous respecterons l'esprit de nos lois parce que nous serons conscients que cela profite vraiment à tous.

Au ministère des Affaires gouvernementales

La machine gouvernementale est énorme. Un ministre est nécessaire pour la gérer. Un ministre, un seul. En effet, il faut donner à cette machine la capacité de répondre à ses obligations de façon cohérente et efficace. Pour moi, le problème ne se pose pas en termes de

taille de l'État, mais plutôt en termes d'efficacité. Une petite fonction publique improductive est pire qu'une grosse fonction publique efficace. Il est possible de transformer cette machine qui est réellement importante dans la société.

Gros bon sens : pour réduire la taille de l'état, couper dans la bêtise plutôt que dans le gras.

Conscience collective : faire réaliser à chaque citoyen et à chaque entreprise la vraie nature du gouvernement, c'est-à-dire un gestionnaire de nos intérêts collectifs et non une machine ennemie à combattre ou à flouer.

Créativité : laisser fonctionner les fonctionnaires; transformer la culture de non-décision et déresponsabilisation par l'attribution de mandats avec le pouvoir de décision.

Valeurs : responsabilisation et devoir d'honnêteté des gestionnaires en échange de salaire et d'avantages sociaux importants.

Passion : développer et valoriser la compétence et la créativité pour que la fonction publique donne d'excellents services, à nous citoyens, et qu'elle nous en donne pour notre argent, à nous contribuables. Quelle que soit sa taille!

À mon avis, pour rendre la fonction publique efficace (et moins coûteuse), il faut :

- réduire le nombre de fonctionnaires intermédiaires; ce sont eux qui coûtent cher et qui alourdissent le système;
- donner à chaque fonctionnaire le pouvoir de prendre des décisions et les responsabilités qui vont avec; on verra alors des gens motivés qui fonctionnent;
- prendre des mesures draconiennes pour éliminer la mauvaise gestion des fonds publics;
- modifier radicalement la mentalité et l'implication des syndicats.

Alors, je demanderai à la fonction publique d'être un moteur de développement social, particulièrement en Éducation et en Santé, et d'être le garant de nos richesses collectives, notamment pour tout ce qui touche au Territoire.

Et j'en serai fier.

Des suggestions

pour devenir des citoyens heureux
dans une société prospère

Une vraie démocratie

Il y a plusieurs façon de concevoir la démocratie. Pour faire une image, disons que nous sommes un groupe et que nous voulons partir en voyage. Pour moi, la démocratie c'est de décider à la majorité la destination et le moyen de transport. Pour d'autres, j'ai l'impression que la démocratie, c'est de mettre tout le monde dans un véhicule et là, que chacun dise au conducteur ce qu'il doit faire : plus vite, moins vite, à gauche, à droite, tout de suite, plus tard... Le véhicule devient alors impossible à conduire et cela aboutit à de l'immobilisme. Malheureusement, je trouve que le Québec ressemble à ça.

Pour corriger la situation, il y évidemment des attitudes à transformer. Toutefois, nous en sommes à un point où il faut aussi modifier nos structures. Et ce n'est pas une variation dans l'attribution des sièges à l'Assemblée nationale qui sera vraiment utile. Une mécanique complexe de représentation proportionnelle ou autre méthode similaire de choix des députés n'est qu'une opération superficielle. Pour agir en profondeur afin de rendre la gestion publique responsable, crédible et efficace, il faut repenser la façon dont le pouvoir politique est organisé.

Les priorités que je te propose sont :

- la réduction du nombre de ministères pour améliorer la gestion du pouvoir;
- la responsabilisation des hauts fonctionnaires;
- la redéfinition des rôles des ministres et des députés;
- la décentralisation administrative impliquant activement les députés.

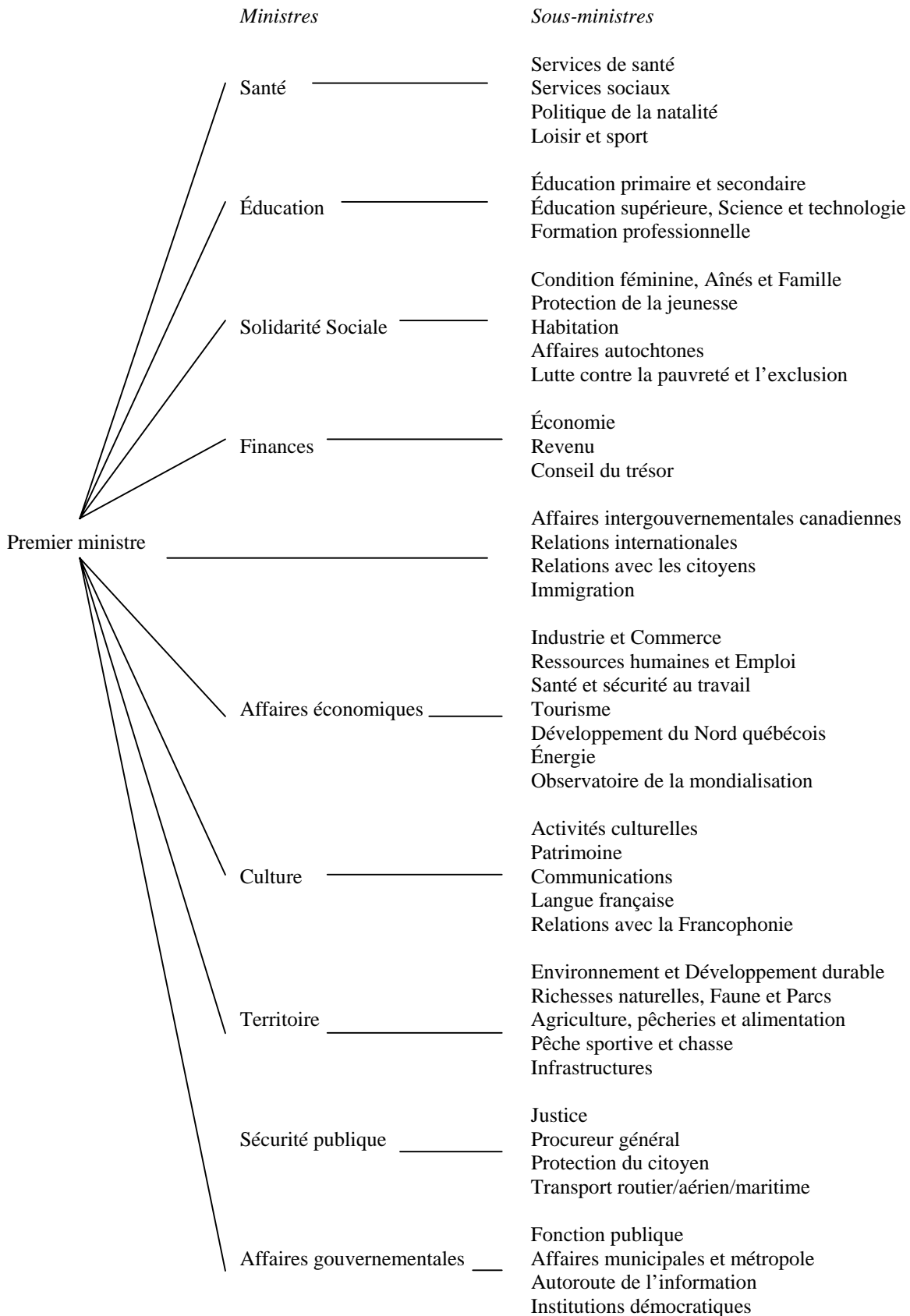
Le plus gros morceau de cette réorganisation consiste à séparer le vote pour l'équipe ministérielle du vote pour le député local. J'y reviendrai plus loin, mais il s'agit en résumé d'élire en bloc une équipe réduite de ministres qui sont mandatés pour la gouvernance de l'ensemble de l'état et, de façon distincte, d'élire le député local qui devient alors un véritable décideur local, mandaté pour prendre des décisions et disposant du pouvoir pour les appliquer.

J'oserais dire que ces changements sont nécessaires, urgents et faciles à effectuer. Il s'agit simplement de vouloir le faire. Avec créativité, passion et gros bon sens!

Une équipe ministérielle réduite et plus efficace

Les États-Unis sont la première puissance mondiale. Ils comptent 297 millions de citoyens et ils sont gouvernés par une équipe équivalant à un Premier ministre et à quatorze ministres. Nous ne sommes que 7,6 millions de personnes et, selon les humeurs des politiciens, le Conseil des ministres du Québec se compose environ de 30 personnes occupant un total de 61 postes de ministres, ministres d'État et ministres délégués. Le provincial n'est pas le seul palier de gouvernement qui s'occupe de mon bien-être de citoyen... Il faut ajouter par-dessus les ministres toutes catégories à Ottawa qui dédoublent souvent ceux de Québec. C'est moi, citoyen, qui paye cette multiplication de décideurs. Est-ce efficace?

Soyons sérieux, le Premier ministre n'a besoin d'être entouré que d'une équipe restreinte qui se consacre uniquement aux tâches ministérielles. J'estime qu'il serait très suffisant, et surtout plus efficace, de compter un Premier ministre et neuf ministres. C'est suffisant, surtout que chaque membre de l'équipe ministérielle serait secondé par trois ou quatre sous-ministres. Voici à quoi ressemblerait cette équipe.



Voici les mandats spécifiques de chacun.

Premier Ministre

Responsable ultime de l'application des politiques du gouvernement. Secondé par les sous-ministres des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Relations internationales, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Au Premier ministre, je lui demande d'être un véritable leader de la collectivité plutôt qu'un simple administrateur du quotidien. Je lui demande d'être un réel chef de gouvernement, c'est-à-dire d'être le premier défenseur de l'intérêt collectif à long terme face aux intérêts individualistes à court terme. Par la même occasion, je veux que mon député devienne un véritable décideur au niveau local. On en reparle plus loin.

Ministre de la Santé

Responsable de tout ce qui a trait à la qualité de vie physique et mentale des Québécois. Secondé par les sous-ministres des Services de santé, des Services sociaux, de la Politique de la natalité et du Loisir et sport.

Au ministre de la Santé, je demande que le système de santé soit orienté pour soigner la personne plutôt que la maladie, ce qui se traduit notamment par l'investissement prioritaire dans la prévention.

Ministre de l'Éducation

Responsable de tous les secteurs de l'éducation, du préscolaire à l'enseignement supérieur. Secondé par les sous-ministres à l'Éducation primaire et secondaire, à l'Éducation supérieure, à la Science et technologie, et à la Formation professionnelle.

Au ministre de l'Éducation, je demande de former des citoyens à l'esprit ouvert et cultivé, capables d'être les meilleurs dans toutes les disciplines, de la menuiserie à l'astrophysique. Le ministère de l'éducation doit mettre en place des moyens pour assurer l'alphabétisation culturelle, sociale, économique et politique de l'ensemble de la population.

Ministre de la Solidarité sociale

Responsable de tout ce qui a trait à l'environnement social des Québécois. Secondé par les sous-ministres à la Condition féminine, aux Aînés et à la Famille, à la Protection de la jeunesse, à l'Habitation, aux Affaires autochtones, et Lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Au ministre de la Solidarité sociale, je demande d'œuvrer à remettre à l'honneur le sens collectif et la responsabilisation; il doit faire contrepoids à l'individualisme à outrance responsable de bien des maux actuels.

Ministre des Finances

Responsable de la gestion financière de l'État. Secondé par les sous-ministres à l'Économie, au Revenu et au Conseil du trésor.

Au ministre des Finances, je demande de redonner au citoyen un véritable contrôle de ses finances par la simplification de la fiscalité et par la possibilité de faire des choix de gestion

logiques plutôt que comptables. Surtout, il faut mettre en place des moyens de répartir la contribution fiscale de façon équitable de la part de chaque citoyen individuel et corporatif.

Ministre des Affaires économiques

Responsable des activités à caractère économique. Secondé par les sous-ministres à l'Industrie et commerce, aux Ressources humaines et Emploi, à la Santé et sécurité au travail, au Tourisme, au Développement du Nord québécois, à l'Énergie et à l'Observatoire de la mondialisation.

Au ministre des Affaires économiques, je demande de veiller à ce que la richesse engendre de la richesse, que les profits des uns se réalisent sans dépouiller les autres.

Ministre de la Culture

Responsable des secteurs culturels. Secondé par les sous-ministres aux Activités culturelles, au Patrimoine, aux Communications, à la Langue française et aux Relations avec la Francophonie.

Au ministre de la Culture, je demande d'adopter des attitudes et des mesures pour que la culture québécoise, notamment la langue française, s'impose parce qu'elle est aimée et non parce qu'elle est obligatoire. Je demande surtout que les investissements culturels soient considérés du point de vue de leur rentabilité sociale plutôt que comptable.

Ministre du Territoire

Responsable des activités d'exploitation et d'aménagement du territoire québécois. Secondé par les sous-ministres à l'Environnement et au Développement durable, aux Richesses naturelles à la Faune et aux Parcs, à l'Agriculture, pêcheries et alimentation, à la Pêche sportive et aux Infrastructures.

Au ministre du Territoire, je demande d'assurer l'exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles au profit de la collectivité, dans un contexte d'affirmation que la propriété de l'eau, des forêts, de la faune, etc. ne peut en aucun cas être considérée comme privée.

Ministre de la Sécurité publique

Responsable de tout ce qui a trait à la sécurité des citoyens. Secondé par les sous-ministres à la Justice, au Procureur général, à la Protection du citoyen et au Transport routier, aérien et maritime.

Au ministre de la Sécurité publique, je demande de rebâtir la confiance que nous devrions avoir envers la Justice.

Ministre des Affaires gouvernementales

Responsable de tous les dossiers impliquant divers paliers de gouvernement ou d'administration. Secondé par les sous-ministres à la Fonction publique, aux Affaires municipales et métropole, à l'Autoroute de l'information et aux Institutions démocratiques.

Au ministre des Affaires gouvernementales, je demande de rapprocher les personnes décisionnelles et les simples citoyens; que nos fonctionnaires aient la responsabilité et le pouvoir de prendre des décisions avec des critères humains plutôt qu'administratifs.

La formule de l'équipe ministérielle élue en bloc nous fait gagner en cohérence puisque chacun des neuf grands ministères devient responsable de différents secteurs naturellement reliés les uns aux autres. Par exemple, au ministère du Territoire, les responsables de l'agriculture et ceux de l'environnement relèvent du même ministre, de la même logique et des mêmes orientations générales. Pour établir une politique de développement agricole qui respecte l'environnement, il sera plus facile de trouver des terrains d'entente au sein d'une même organisation que dans deux ministères indépendants. Il n'y a plus deux ministres qui s'affrontent pour gagner leur point. Il y en a un seul qui a une vision plus globale de la situation.

Cette formule est un gain démocratique important puisque chaque parti identifie ses candidats de l'équipe ministérielle avant les élections. En tant que citoyen, je peux non seulement savoir pour qui je vais voter comme Premier ministre, mais aussi comme ministre de la Santé ou des Finances. Ce seront des ministres en place en raison de leur compétence et de leur vision pour gérer leur ministère, plutôt que des ministres choisis parmi les députés disponibles le lendemain de l'élection et qui sont interchangeables à volonté. Quel est le sérieux et l'efficacité d'un ministre qui passe quelques mois à l'Éducation, puis qui se rend à la Santé pour ensuite s'occuper de l'Environnement et enfin de la Formation professionnelle?

Des sous-ministres responsables de leurs actes

Une telle réorganisation commande que chaque ministre soit secondé par plus d'un sous-ministre. C'est d'ailleurs une formule très souhaitable. En effet, il revient aux ministres de définir les orientations à caractère politique. Mais il revient aux sous-ministres de les appliquer. Ces derniers jouent donc un rôle majeur dans notre démocratie en raison de l'importance et des conséquences de leurs décisions. Ainsi, ils doivent être connus sur la place publique et responsables de leurs actes devant les parlementaires. S'ils n'ont pas à siéger en permanence à l'Assemblée Nationale, ils devraient s'y présenter au besoin pour répondre aux députés. Ils devraient aussi avoir à répondre aux médias d'information.

Bref, les ministres sont responsables de ce qu'il « faut faire ». Les sous-ministres sont responsables de « comment le faire ». Ils doivent être choisis pour leur compétence à obtenir des résultats et ils doivent avoir le pouvoir d'action nécessaire. En contrepartie, ils doivent justifier leurs décisions et en assumer publiquement les conséquences. Nos plus hauts fonctionnaires ne doivent plus être d'obscurs mandarins du pouvoir, mais bel et bien des personnes connues de tous, qui agissent en pleine lumière.

Des députés réellement responsables et efficaces

Élus par la population, les députés doivent s'assurer que leurs concitoyens sont bien servis par l'État. Le bureau de comté de chaque député doit être un réel centre de décision et d'action au niveau local.

Je désire que mon député ait le mandat et le pouvoir de prendre des décisions qui concerne la réalité du comté, particulièrement pour l'octroi ou le refus d'aide gouvernementale aux individus et aux entreprises. Un projet oppose deux groupes dans le comté; au député de trancher. Une entreprise demande une subvention ou une dérogation, au député de l'accorder. Une personne fait face à la bureaucratie, au député de prendre position avec du gros bon sens, selon la réalité humaine plutôt que la règle administrative.

Cet énorme pouvoir d'agir s'accompagne de l'obligation de rendre des comptes. Aujourd'hui, avec Internet et autres nouvelles technologies, il est facile de mettre en ligne de façon immédiate et facile d'accès toutes les décisions prises par le député. Cela est technologiquement facile et démocratiquement souhaitable. En effet, en tant que citoyen, je choisis une personne pour gérer mes affaires. Il est normal qu'elle me rende des comptes de façon transparente. Si je peux voir au jour le jour toutes les décisions prises par mon député, je n'ai aucune crainte à lui donner le pouvoir de les prendre.

Évidemment, dans cette optique, je veux des députés qui sont des gestionnaires de qualité. Je suis donc disposé à payer le salaire que vaut une telle responsabilité. Je n'ai aucun problème à verser un salaire annuel de 150 000 \$, voire plus, pour recruter un député de qualité qui assume un rôle aussi exigeant.

Un député local disposant d'une réelle marge de manœuvre implique la décentralisation des services de l'État. Tant mieux. Autour du député, il faut regrouper des fonctionnaires polyvalents, capables de régler sur place les situations problématiques. Les grandes normes des programmes sociaux ou économiques sont encore définies dans les ministères. Mais de nombreux cas demandent d'être évalués avec jugement et gros bon sens. Les citoyens doivent être en mesure de rencontrer des fonctionnaires qui vont les écouter et examiner leur situation. Des fonctionnaires qui ne se réfugieront pas derrière les règlements, mais qui prendront des décisions selon l'esprit de la loi. Des décisions approuvées par le député et qui seront alors exécutoires. Dans un cas précis et identique dans deux comtés différents, il arrivera que la décision soit différente. Tant mieux encore. La réalité quotidienne d'une personne de Sept-Îles et du centre-ville de Montréal n'est pas la même. Une décision prise par une personne qui vit sur place et qui connaît le milieu a beaucoup plus de chances d'être la bonne dans chaque cas.

Doit-on peut craindre des décisions entachées de subjectivité et de partisanerie locale? Moins qu'avec le système actuel. En effet, avec un député qui a le mandat clair de décider et un affichage public de ses décisions, les risques de dérapage sont minimes. De toute façon, la structure actuelle ne nous protège en rien contre les fraudes à tous les niveaux. Doit-on rappeler toutes les combines mises à jour avec la commission Gomerey? Je redoute beaucoup plus la déresponsabilisation et le manque de transparence dans la fonction publique actuelle!

À la base de ce que je propose, le principe en est un de responsabilisation. Donnons aux fonctionnaires des responsabilités claires et le pouvoir de décision nécessaire. Cela remplacera avantageusement cette machine administrative impersonnelle où les responsabilités sont diluées à l'extrême. Une machine où tous les fonctionnaires sont démotivés. Une machine bureaucratique débranchée de la réalité qui sert mal les intérêts des citoyens. Gérer avec justice, démocratie et efficacité exige de connaître la situation, d'être

près des gens qu'on sert, de vivre dans le milieu. C'est ce qu'une administration décentralisée peut faire.

Surtout, c'est ce que peuvent faire des fonctionnaires motivés, responsables de leurs actes, mandatés pour agir sur place et disposant du pouvoir nécessaire pour le faire.

D'autre part, un système de députation responsable localement permet de répondre à des réalités particulières. Par exemple, on peut créer de nouveaux comtés où résident une majorité d'autochtones et d'Inuits. On favorise ainsi leur représentation à l'Assemblée nationale, le député continuant à y venir, ainsi qu'une gestion locale qui tient vraiment compte des besoins de ces communautés.

Un vote qui a enfin tout son sens

Le concept d'un vote différent pour l'équipe ministérielle et pour le député local découle d'un besoin de retrouver une véritable démocratie. En effet, nous considérons que la représentation des citoyens par des députés et des ministres est la base de notre système démocratique. Dans cet esprit, je voudrais que mon vote signifie vraiment quelque chose. Malheureusement, il est tellement vague et dilué qu'il ne signifie plus grand chose. En effet, pour qui votons-nous?

Lors d'une élection, nous avons à choisir simultanément pour un Premier ministre, pour un parti national et pour un député qui représente nos intérêts au Parlement. Nous sommes alors confrontés à un choix épineux. Doit-on voter « l'homme » ou le « parti »? Qui n'a jamais été devant le problème suivant : « *C'est le meilleur candidat pour notre région, mais il n'est pas du bon parti ...* » Et qui n'a jamais entendu l'expression : « *Ce parti présenterait une borne-fontaine dans le comté et elle serait élue!* »

On se retrouve ainsi trop souvent avec des députés qui n'ont rien à faire au Parlement. Ce sont effectivement des « bornes-fontaines », d'inutiles députés d'arrière-banc qu'on paye pour rien. Ils ne font que suivre la sacro-sainte ligne de parti et voter comme leur demande le Premier ministre. Perroquets du pouvoir, ils n'ont de valeur que leur nombre sur les banquettes de l'Assemblée Nationale ou de la Chambre de Communes.

Au fond, ces députés sont bien à plaindre! Élus par le peuple, leur voix devrait être la plus importante. Mais ils n'ont rien à dire ou ils sont tenus au silence. Leurs opinions s'effacent devant les décisions ministérielles : ils ne font qu'obéir aveuglément.

Quand on y pense bien, le système actuel est aberrant. Prenons par exemple l'élection du Premier ministre. Sur environ 5 millions d'électeurs au Québec, il y a peut-être 2 à 3 millions qui ont choisi d'avoir une certaine personne comme Premier ministre. Or, son élection à l'Assemblée nationale ne repose pas sur ces millions de citoyens, mais plutôt sur les quelques milliers de son comté. Pour qu'il ait le droit de siéger, les votes de quelques milliers de personnes très localisées géographiquement pèsent plus que la volonté de millions de gens à la grandeur de la province. Le cas de Robert Bourassa est intéressant; lors de son retour en politique, il a été choisi comme Premier ministre par la majorité des Québécois, mais il a été battu dans son comté par quelques centaines de voix. Cela montre bien qu'il y a vice de

forme fondamentale à élire le parti politique (et son programme), le Premier ministre et le député local avec le même vote.

Bref, nos institutions démocratiques sont devenues un écran de fumée devant le véritable fonctionnement politique et elles servent mal les intérêts des électeurs.

Une confiance renouvelée dans des institutions efficaces

Sans trop entrer dans les détails techniques de cette formule, disons tout simplement qu'il y a séparation entre l'exécutif (l'équipe ministérielle) et le législatif (les parlementaires). Cela ressemble en gros au modèle présidentiel adopté par plusieurs pays. Avec une formule de « vrais » députés, le vote à l'Assemblée nationale sera libre, ce qui est tout à fait normal et souhaitable. Le vote libre va d'abord permettre au député de travailler en fonction des gens qu'il représente, selon ses convictions, et non d'être seulement un perroquet des décisions de l'équipe ministérielle.

Grâce à la séparation entre l'exécutif et le législatif, l'équipe ministérielle sera clairement élue pour réaliser son mandat de gouvernement. Les députés seront clairement élus pour remplir leur mandat de représentants des citoyens. Libérée d'un vote unique qui veut tout dire et rien dire à la fois, la population pourra confier le pouvoir à un grand parti national tout en donnant la parole à des partis plus marginaux. Imaginons par exemple un parti traditionnel dont l'équipe ministérielle gouverne le Québec et qui doit répondre à l'Assemblée nationale aux préoccupations de députés associés à différentes idéologies comme un parti écologiste, un parti des travailleurs, etc. Si ces derniers se font endosser par un nombre suffisant d'électeurs pour être au Parlement, leurs idées sont certainement valables et elles reflètent de véritables préoccupations de la population. Voilà une véritable expression de la démocratie et non une illusion.

Je suis bien d'accord, aucun système n'est parfait. Celui que je préconise est simple, beaucoup plus que les formules dont on entend parler comme l'élection mixte proportionnelle territoriale à majorité simple. Surtout, il fait appel à la responsabilisation, à la confiance et au gros bon sens. En séparant le vote pour l'équipe ministérielle et la députation, on favorise une plus grande démocratie. En responsabilisant les sous-ministres auprès du public, on accroît la transparence et l'efficacité de l'administration gouvernementale. En rendant le député efficace et responsable de la gestion locale des services de l'État, celui-ci devient un actif à tout point de vue pour sa communauté.

Avec une telle structure et une telle logique, je suis convaincu que la confiance envers nos politiciens augmentera rapidement parce ceux-ci seront plus efficaces, plus compétents et plus près de leurs concitoyens.

Surtout, nos politiciens seront dans des conditions qui favorisent le gros bon sens, la conscience collective, la créativité, les valeurs et la passion.

Une éducation de gagnants

Tu me diras qu'il y a beaucoup de jeunes qui sont cultivés et instruits. C'est vrai. Il y en a eu à toutes les époques et dans tous les systèmes! Pour utiliser une image, le système d'éducation est comme le moyen de traverser un précipice. Il y en aura toujours qui atteindront l'autre rive, que l'on tende un simple fil de fer, ou que l'on construise un pont de 15 mètres de large. Mon sentiment est que l'on a donné au ministère de l'Éducation le mandat de construire un solide pont très large, mais qu'on se retrouve avec une petite passerelle de plus en plus chambranlante...

Oui, d'une certaine manière, nous avons développé une élite de plus en plus nombreuse et brillante. Mais l'ensemble de nos jeunes n'a pas le bagage intellectuel auquel on serait en droit de s'attendre. Nous sommes tout simplement en train de former une génération d'ignorants.

Quant à la fameuse Réforme en cours, elle est née de bonnes intentions, mais il lui manque dramatiquement une bonne étoile pour qu'elle ait une chance de réussir. Les cinq branches sont toujours les mêmes : gros bon sens, conscience collective, créativité, valeurs et passion.

L'école, c'est du sérieux!

Je ne suis pas du genre à prétendre que le cours classique d'autrefois était le système idéal et qu'il ne se fait plus rien de valable aujourd'hui. Par contre, les enseignants des générations précédentes n'étaient pas des ignares et des incompetents. Bien souvent, ils appliquaient des principes de base relevant du gros bon sens et qui remplaceraient avantageusement les méthodes d'aujourd'hui. Je ne commencerai pas ici un procès du système actuel. Il faudrait des centaines de pages à faire le tour de cette question. Par contre, je vais souligner un point majeur. C'est lorsqu'on est jeune qu'on apprend le mieux, le plus vite et de façon la plus durable. Alors, j'enrage lorsque je vois les enfantillages qui se multiplient au primaire. On dirait que les pédagogues considèrent les enfants incapables de faire le moindre effort intellectuel. Ce n'est pas en transformant un cahier de mathématique en bande dessinée de niveau pré-maternelle qu'on apprend à compter. Ce n'est pas en faisant des lettres carrées une année, puis des lettres attachées une autre année, qu'on développe une écriture fluide et efficace pour mettre facilement des idées sur papier. Ce n'est pas en demandant aux enfants de cuisiner des muffins comme devoir à la maison qu'ils apprennent à lire. Traitons nos enfants en personnes capables d'atteindre des objectifs sérieux et nous en feront des individus qui se développeront sérieusement.

Mais revenons à l'essentiel : le double rôle de l'école. Celle-ci doit *instruire*, c'est-à-dire développer chez le jeune la maîtrise des outils comme la langue, le calcul, etc. L'école doit aussi et surtout *éduquer*, c'est-à-dire développer chez le jeune la capacité d'utiliser ses connaissances pour fonctionner dans la vie. Il y a tant de choses à apprendre et à comprendre dans tous les domaines que le milieu familial ne peut y parvenir seul. Même si l'on accepte que « l'école commence à la maison », la société a le devoir de faire progresser l'ensemble des individus qui la compose. Les parents doivent stimuler le goût d'apprendre, encourager

leurs enfants, les soutenir, etc. Mais seule l'école peut vraiment ouvrir un jeune sur le monde et développer au maximum son potentiel.

L'école doit être le lieu qui amène le jeune plus loin que ce qu'il connaît et maîtrise déjà, par lui-même ou dans son milieu familial.

Pour commencer, arrêtons les expériences pédagogiques

depuis les années 1960, les changements de programmes se sont succédés. Des spécialistes de tout genre cherchent sans cesse des recettes miracles pour faire apprendre les jeunes avec facilité et en s'amusant. On veut contrer le décrochage scolaire avec des méthodes qu'à peu près personne ne comprend. On applique des grands principes socio-égalitaristes en les justifiant par toutes sortes d'études scientifiques.

Aucune stabilité. Des risques continuels non mesurés. Des générations transformées en cobayes. Des changements en réaction à des erreurs plutôt qu'en bâtissant sur les acquis.

Les spécialistes de l'éducation sont tellement enfermés dans une logique abstraite que leur discours devient totalement incompréhensible pour les premiers concernés. En français, on demande au jeune de 11 ans d'être un « locuteur qui se projette dans la francophonie » et en géographie, le parent apprend que son enfant « répond avec difficulté aux exigences de production et d'exécution pour construire sa conscience citoyenne à l'échelle planétaire ».

Arrêtons le massacre, de grâce. L'école n'est pas une grosse garderie où les jeunes doivent s'amuser dans un cocon artificiel. L'école est un lieu où il faut faire des efforts, travailler quotidiennement, répéter les apprentissages jusqu'à ce qu'ils soient des acquis. L'école est aussi un milieu où il faut se mesurer à soi et aux autres. Il faut avoir l'heure juste sur sa réussite personnelle et dans le groupe. Une note de 85 % dans une matière est une indication avec laquelle travailler. Cette même note dans un groupe dont la moyenne est de 70 % ou de 95 % est une autre indication précieuse. Être le dernier de la classe fait mal? Oui. Mais en secondaire 1, c'est une occasion de se reprendre. Être le dernier choix pour une entreprise lorsqu'un jeune adulte se cherche un emploi, c'est pas mal plus dramatique.

Le dogme de l'égalitarisme nous force à mettre tous les élèves dans les mêmes classes. Foutaise. Le gros bon sens et les constats des professeurs d'expérience nous dit que les gars sont mieux dans des classes de gars, les filles dans des classes de filles. Ceux qui prétendent le contraire le font avec une vision qui est idéologique plutôt que pratique. Il en est ainsi pour une série d'affirmations que les directions d'écoles et les pédagogues spécialistes nous servent pour justifier des expériences malheureuses.

Pour faire une image, le système scolaire ressemble à un professeur de piano qui opérerait pour une méthode basée des projets de recherche sur l'origine du piano, des lectures sur les grands pianistes, des visites chez le luthier, des problèmes de mathématiques basés sur le nombre de touches sur le piano, des notions de géographie sur les pays formant des joueurs de cet instrument, des notions d'histoire sur le cadre social à l'époque de Mozart. Ensuite, il espère que, motivé et capable d'utiliser ses compétences transversales, son élève va jouer les pièces qu'il veut. Pire, le professeur de piano va se contenter de l'exécution approximative

d'une pièce simple comme «Au clair de la lune » dans un esprit non compétitif avec les autres élèves et sans comparer les interprétations entre elles.

Le gros bon sens nous dit qu'avec une telle méthode, on ne formera jamais quelqu'un sachant jouer du piano avec habileté et plaisir. La vérité est qu'il faut s'asseoir au piano et faire des gammes, encore des gammes, toujours de gammes jusqu'à ce que le pianiste n'ait plus à réfléchir aux gammes, mais seulement à jouer de la musique. Cela demande discipline, effort, rigueur et constance. Il n'y a pas de truc, de magie, de recettes miracles là-dedans.

C'est la même chose avec l'école. Oui, il y a de la place pour des projets stimulants, pour des améliorations des méthodes, pour des mises à jour avec les nouvelles technologies. Mais la base ne changera jamais. Dans toutes les matières, il faut faire l'effort d'apprendre, il faut le faire correctement dès le début et il faut répéter, et répéter. Des dictées quotidiennes en français, des pages d'opérations mathématiques, des lectures, etc.

Au bout du compte, il faut former des jeunes qui auront la capacité de :

- **maîtriser les outils du savoir** grâce à des cours comme le français, les maths, etc.;
- **comprendre le monde** grâce à la physique, la biologie, etc.;
- **se situer** dans l'espace et le temps grâce à la géographie, l'histoire, etc.;
- **analyser** la réalité et **exprimer** des idées grâce à la philosophie, les arts, etc.;
- **se développer** harmonieusement grâce à l'éducation physique, la diététique, etc.;
- **vivre en société** grâce à la religion, l'organisation politique et économique, etc.

Bref, il ne s'agit pas de sombrer dans la nostalgie du passé. Par contre, il faut regarder les valeurs sûres des enseignants d'expérience et les adapter au contexte actuel. Dans certains cas, il faut revenir carrément aux méthodes éprouvées. Enfin, il faut retrouver certains principes fondamentaux à tous les niveaux scolaires.

- La **rigueur** de l'apprentissage, surtout dans les matières de base. Rappelons-nous à quel point les multiples expériences d'enseignement du français ont finalement créé une génération de gens qui communiquent mal à l'écrit et même à l'oral.
- La maîtrise des **principes de base**. C'est la matière grise qui doit travailler, pas les outils comme les calculatrices, les logiciels, etc. Il faut savoir utiliser les nouvelles technologies à la bonne place et au bon moment. Sinon, on obtient des gens qui savent comment faire effectuer l'opération par la machine, mais qui ne la comprennent pas. D'ailleurs, le but premier d'un problème est d'apprendre la logique permettant de le résoudre, et non de trouver la bonne réponse.
- Un **retour aux sources** constant. C'est par la connaissance de l'origine d'une matière qu'on la comprend vraiment. On oublie trop souvent que la simple mise en situation du contexte historique et du cheminement des grands savants permet de comprendre facilement les principes qu'ils ont découverts. Un peu de grec et de latin rendent le français subitement moins aride. Un survol historique des échanges commerciaux fait mieux comprendre les transactions boursières contemporaines. L'aventure intellectuelle de l'humanité est captivante lorsqu'on prend la peine de bien la présenter.

- Un **parcours ouvert** à toutes les possibilités. Le cours général doit former l'esprit de l'étudiant et le rendre apte à continuer à apprendre. Il est donc très important que toutes les portes restent ouvertes jusqu'à la fin du cours général. Pas question d'obliger un jeune à faire trop rapidement des choix qui bloquent par la suite l'accès à certaines disciplines.
- L'encouragement à l'**excellence**. Nos élites d'excellence sont des minorités malmenées! On fait des cours ou des cheminements scolaires sur mesure pour ceux qui sont en difficulté d'apprentissage. Pourquoi ne fait-on pas la même chose pour nos surdoués. Cessons de niveler par le bas et de négliger le développement de nos élites au nom d'une démocratie de la médiocrité. On a besoin que nos mécaniciens soient les meilleurs, et que nos physiciens soient les meilleurs!

En deux mots, cessons de faire des expériences de laboratoire avec nos jeunes. Cessons de rechercher des méthodes magiques pour soi-disant faciliter l'apprentissage. Revenons au gros bon sens de l'éducation qui fait apprendre avec rigueur les matières de base.

Trois cheminements autonomes et complets

Les parcours de formation sont de qualité très variable. Dans certaines disciplines, le cheminement est logique et productif. Ailleurs, des années sont perdues pour les étudiants parce qu'ils doivent respecter un parcours mal adapté à la réalité. Je propose qu'il y ait une réorganisation progressive des programmes de formation de manière les confier leur cheminement et leur évaluation à trois secteurs autonomes.

- Le secteur **spécialisé** dispenserait la formation nécessaire pour les métiers comme les soudeurs, électriciens, menuisiers, peintres, etc. Pour des raisons évidentes de logique, on pourra accueillir des jeunes qui n'ont pas complété leur cours général. Mais cela demeurera exceptionnel lorsque cela s'avère le meilleur choix pour un jeune en particulier.
- Le secteur **collégial** formerait les techniciens comme les cartographes, infirmiers, programmeurs informatiques, policiers, graphistes, etc. Il faudra déterminer quelles formations sont de type collégial et en remettre la responsabilité totale aux collèges. Cela signifie que certains cours seront rapatriés de l'université vers le collégial, et vice-versa. Selon les domaines, le cours collégial pourra s'étendre sur 2, 3 ou 4 ans, et même plus s'il le faut. La durée du cours sera déterminée par le temps jugé nécessaire pour donner une formation d'excellence.
- Le secteur **universitaire** prendra *totalemment* en charge les domaines qu'on lui attribue traditionnellement, tels que médecine, administration, droit, etc. Avec un cours général solide, pourquoi un jeune passerait-il deux ans au cégep. Qu'il entre directement à l'université, quitte à débiter par une année de formation générale supplémentaire adaptée aux besoins de l'université si celle-ci le juge nécessaire.

Cela semble correspondre à secteurs actuels, mais ce n'est pas tout à fait le cas. J'imagine ces secteurs prendre en charge de façon beaucoup plus complète et plus souple les différents types de formation. Le principe fondamental est de s'assurer que le Québec forme les meilleurs menuisiers, les meilleurs secrétaires, les meilleurs médecins, les meilleurs artistes, les meilleurs philosophes comme les meilleurs camionneurs. En effet, le Québec a besoin de

cette excellence partout, chez ceux qui brillent par leur habileté manuelle comme chez ceux qui brillent par leur habileté intellectuelle.

Chacun, qu'il exerce un métier, une technique ou une profession, joue un rôle vital pour la société et doit pouvoir réaliser le meilleur de lui-même.

Prof : une vocation et non une job

Tous ceux qui sont impliqués dans l'éducation doivent avoir un comportement responsable. Pour y parvenir, il y a beaucoup à faire, tant de la part du ministère de l'Éducation que des syndicats, des commissions scolaires et des directions d'écoles de tous les niveaux. Je suis un observateur du monde de l'éducation de différentes façons. Entre autres, j'ai enseigné au collégial, je suis chargé de cours à l'université, j'ai été membre de conseils d'établissement et je suis surtout parent de trois enfants... Ami lecteur, je pourrais te raconter des d'histoires d'horreurs durant des pages et des pages. Des histoires de gens –administrateurs, professeurs, parents – qui ne pensent qu'à leur propre intérêt, personnel et immédiat. J'ai vu un réseau où l'ordre des priorités est d'abord l'administration, puis les professeurs, puis le personnel de soutien, puis les fournisseurs et enfin les étudiants.

J'ai assisté à des réunions où les professeurs concernés par un nouveau projet n'avaient aucune préoccupation pour les possibilités d'améliorer la formation des étudiants. Ils réagissaient uniquement en termes d'impact sur leur définition de tâche et sur leur convention collective. J'ai vu des administrateurs oublier tout bon sens dans le service à rendre aux élèves afin de protéger leur petit confort. J'ai vu des parents se décharger complètement de leurs responsabilités sur les professeurs et en même temps les priver des moyens d'intervenir efficacement auprès de leurs jeunes. J'ai vu des fraudes inconcevables comme ces gens du réseau scolaire qui ont simultanément des entreprises privées et qui vendent à leurs clients les résultats des travaux qu'ils font effectuer à leurs étudiants. Heureusement, j'ai vu surtout des gens qui ont le goût de bien former les élèves. Leur problème majeur est une structure administrative et syndicale qui les empêche de donner le meilleur d'eux.

Il faut revaloriser le travail des professeurs, à leurs propres yeux, aux yeux des parents, aux yeux des élèves et aux yeux de l'administration. La carrière de professeur est une vocation avant d'être un emploi. Il faut des gens qui aiment ce qu'ils font, qui sont motivés et qui sont appréciés. C'est autour de leur travail avec les jeunes que le réseau doit être organisé, pas en fonction des conventions collectives et de la gestion administrative des locaux! Cela veut dire entre autres que les professeurs doivent être en poste en fonction de leurs compétences, et non de leur ancienneté. On nuit à tout le monde lorsqu'un cours de français est donné par un prof d'histoire qui a obtenu cette tâche en raison d'une priorité syndicale. On nuit à tout le monde lorsqu'un professeur planifie ses congés de maternité pour enseigner le moins possible tout en recevant un maximum de salaire durant des années. On nuit à tout le monde lorsqu'un vieux professeur préoccupé par ses revenus de retraite fait perdre son poste à un jeune professeur compétent et motivé. On nuit à tout le monde lorsque la multiplication des postes de gestion, de secrétariat et de services administratifs de la commission scolaire réduit les budgets disponibles pour embaucher des professeurs. On nuit à tout le monde lorsque la

lourdeur de la machine administrative du ministère bouffe un pourcentage important des budgets consacrés à l'éducation.

Il y a un fameux coup de barre à donner en termes de conscience collective et de responsabilisation dans le réseau de l'éducation. Il y a des privilèges à remettre en question, des chasses gardées à faire éclater, des habitudes et des attitudes à transformer. Tout cela doit se faire en se questionnant sur les besoins des élèves, d'abord et avant tout.

Nous n'avons pas le droit de maintenir une situation néfaste sous prétexte que la corriger entraînerait des « complications administratives ». Nous n'avons pas le droit de confier nos enfants à un professeur incompetent parce que celui-ci est protégé par sa convention collective. Nous n'avons pas le droit d'accepter des résultats médiocres de notre système d'éducation. Nous avons collectivement la responsabilité de prendre tous les moyens pour former aussi bien les meilleurs menuisiers que les meilleurs chercheurs en médecine nucléaire!

Libérons la créativité

Déjà, il se fait des expériences heureuses dans le système scolaire... malgré le ministère de l'Éducation! Au cours des dernières années, j'ai pris connaissance de réalisations formidables par des professeurs motivés et créatifs. En même temps, j'ai surtout été renversé de constater qu'ils avaient dû utiliser divers stratagèmes pour éviter que le ministère de l'Éducation ne découvre qu'ils s'écartaient des programmes officiels. Parfois, la conformité aux directives prime sur l'efficacité auprès des jeunes...

La créativité et l'audace existent partout dans le réseau de l'Éducation. Des professeurs et des administrateurs débordent d'idées. Leurs deux grands ennemis sont les budgets de misère dont ils disposent et surtout l'encadrement étouffant par les normes rigides de l'employeur d'un côté, du syndicat de l'autre. Il y a quelques années, c'est à plus de 800 directives émises par le ministère qu'un professeur devait se conformer pour le seul programme de français d'une année du primaire. Dans mon esprit, le professionnel de l'enseignement est le professeur et non le gestionnaire au gouvernement. Que le ministère se contente d'établir les grands objectifs à atteindre et qu'il laisse les écoles prendre le chemin d'elles désirent. Les gens sur place connaissent leur clientèle. La formule qui fonctionne à merveille dans une école du centre de Montréal n'est pas nécessairement adaptée à une école de la Mauricie ou de la Gaspésie.

Au service de la Solidarité sociale

Nous vivons dans une société qui accorde une valeur démesurée à l'argent. En effet, presque tous nos choix sont faits en fonction de l'aspect économique. Au niveau individuel, combien d'heures sont consacrées à faire du temps supplémentaire pour grossir la paye, cela au détriment d'heures passées en couple, en famille ou dans la collectivité. Au niveau municipal, combien d'espaces verts sont sacrifiés aux intérêts des promoteurs immobiliers. Au niveau provincial, combien de projets sociaux manquent de fonds parce qu'il faut subventionner telle ou telle entreprise. Au niveau fédéral, on hypothèque la qualité de vie de toutes les générations à venir pour éviter une baisse de profit des industries polluantes.

Tout est évalué en fonction de son importance économique. Je me rappelle une interview à la radio qui était très révélatrice de cette attitude. Le porte-parole d'un nouvel événement culturel essayait de décrire l'intérêt et l'originalité de l'événement. Il était constamment interrompu par le journaliste qui ne s'intéressait qu'aux coûts de réalisation, aux probabilités de profits, aux retombées économiques, aux emplois créés, etc. Le porte-parole tentait par tous les moyens de revenir sur le plus important à ses yeux, sur ce qui avait fait naître le projet, sur ce qu'il offrait comme possibilité pour les participants et sur l'intérêt pour le public. Mais en vain. Il s'agit d'une petite anecdote qui résume bien les valeurs de notre société.

Cette recherche à tout prix du profit économique, sans égards aux conséquences, se répercute sur tous les aspects de la société. Récemment, des chercheurs universitaires déploraient le retour en force des stéréotypes sexuels et de l'affirmation de soi par la seule apparence physique chez les jeunes filles. Pire, l'apparence basée sur l'attrance sexuelle se manifeste chez les fillettes de 8 à 11 ans. La cause de ce phénomène est clairement identifiée par les chercheurs. Ce n'est pas une réaction contre le mouvement féministe ou une autre influence sociale. C'est la logique économique qui favorise le développement d'une mode suscitant des besoins inutiles pour les 8-11 ans afin de leur faire acheter des produits tout aussi inutiles. Parmi leurs conclusions, les chercheurs notent que dans les années 1950, une fille de 11 ans était perçue comme une fillette, alors qu'aujourd'hui, elle est devenue une cible sexuelle. On vole l'enfance de nos fillettes dans l'indifférence presque générale car cela fait tourner l'économie! C'est juste un nouveau marché à exploiter dont la valeur atteindrait 170 milliards de dollars par année aux États-Unis seulement.

Je ne veux pas laisser croire que l'économie n'a pas d'importance à mes yeux. Au contraire, je suis très pragmatique à ce sujet. C'est la prospérité économique qui permet d'atteindre une meilleure qualité de vie pour l'ensemble des gens. Par contre, je crois à l'importance d'un équilibre entre les priorités matérielles et les priorités spirituelles, entre la valeur monétaire et la valeur humaine. Et c'est là qu'entrent en jeu nos représentants politiques. Le capitalisme est assez fort pour défendre ses priorités et ses valeurs. Il faut que les gouvernements défendent les priorités et les valeurs collectives. Nos gouvernements sont responsables d'assurer un équilibre sain et productif dans tout cela, notamment en traçant la ligne entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. On ne doit pas accepter que le profit d'une minorité s'obtienne en créant une perte collective. La richesse doit générer la richesse et non la pauvreté. Voilà le guide fondamental que doit suivre le gouvernement.

Un outil de développement social

Avec toutes les compétences dont nous disposons dans le réseau des services sociaux et avec une véritable priorité aux valeurs humaines, je crois qu'on peut grandement améliorer la situation. Ou du moins, on peut réparer les pots cassés... Cependant, le ministère de la Solidarité sociale pourrait faire preuve de créativité pour mettre en place des moyens de prévention. Une façon de développer un meilleur équilibre entre les valeurs humaines et les valeurs économiques est de former des citoyens conscients de la société dans laquelle ils vivent, conscients de l'impact de leurs gestes, conscients de leurs responsabilités, conscients des autres et de l'avenir. Tout le contraire du *Je-me-moi-ici-et-maintenant*.

Pour atteindre cet objectif, je te lance, ami lecteur, l'idée d'instaurer un service civil obligatoire d'une année. (C'est une sorte de version constructive du service militaire obligatoire en vigueur dans bien des pays.) Ce service s'adresserait aux jeunes entre 16 et 20 ans afin d'en faire des citoyens équilibrés au plan personnel et au plan social à un moment de leur vie où ils deviennent des individus autonomes. L'âge au moment de faire le service civil peut varier car tous n'ont pas la même maturité au même âge, ni les mêmes besoins, ni les mêmes plans de carrière. Une certaine souplesse est nécessaire afin de rendre le service civil le plus profitable possible.

La formule est de faire vivre aux jeunes une année de formation intense; une année de formation d'un esprit sain et ouvert dans un corps sain. Durant leur service civil, tous les jeunes Québécois auraient l'occasion de vivre dans toutes les régions du Québec et de faire des expériences de vie leur faisant découvrir toutes les facettes de la société. Après cette année, tous les jeunes auraient eu l'occasion de côtoyer les Inuits du Grand Nord, de faire du reboisement en forêt, de faire de l'entretien ménager chez des Aînés en perte d'autonomie, de mener à terme des opérations environnementales, d'assister le personnel dans les centres de soins de santé, de réaliser un aménagement en milieu urbain, et quoi encore.

Voici en gros le programme. Le Québec est divisé en 12 régions. Dans chacune, on retrouve des résidences équipées pour recevoir les groupes de jeunes qui font un séjour d'un mois dans cette région. Ainsi, en une année, tous ont fait le tour complet du Québec. Dans chaque région, diverses tâches sont planifiées selon les besoins locaux. Le réseau des Services sociaux est évidemment très impliqué. Par exemple, il peut s'agir d'un service d'aide à domicile, d'un nettoyage environnemental, d'un aménagement de parc, de rattrapage scolaire, etc. Les jeunes consacrent un certain nombre de jours durant le mois à ces tâches. La rotation des équipes permet de maintenir les principaux services en permanence.

D'autres journées sont consacrées à des activités de formation individuelle, qu'il s'agisse d'escalade, de cours de conduite automobile, de découverte de la nature, d'initiation au fonctionnement des structures de la société comme le Parlement, la Bourse, les grands syndicats, etc. Enfin, la santé du corps et de l'esprit est assurée par une période quotidienne d'exercice physique obligatoire et par l'aménagement de l'horaire hebdomadaire selon les exigences de pratique religieuse de chaque jeune. Les seules limites dans le développement du programme du service civil sont celles de l'imagination. Bref, durant cette année, les jeunes n'auraient pas le temps de s'ennuyer. Au début, le service civil serait volontaire, puis il deviendrait obligatoire après quelques années de rodage.

À tout point de vue, un tel service civil est un investissement pour le Québec. Les coûts de fonctionnement d'une telle organisation seront rapidement récupérés en retombées directes et indirectes. Les retombées directes sont le travail effectué par les jeunes. En effet, la société disposera d'une force de travail extraordinaire, capable de réaliser des projets qu'il serait impossible de faire autrement. Certaines organisations publiques pourront faire mieux, à moindre coût. On peut penser à des services de maintien à domicile des personnes âgées désormais possibles et efficaces grâce à la disponibilité constante de jeunes qui effectuent leur service civil. De telles retombées peuvent être considérables dans plusieurs domaines et qu'on ne vienne surtout par dire que cela constitue de l'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché ou que cela enlève leur gagne-pain à des travailleurs réguliers. Le travail effectué dans le cadre d'un service civil ne se calcule pas selon une logique de convention collective, ni selon des priorités matérialistes.

Toutefois, ce sont surtout les retombées indirectes qui sont les plus importantes. Il faut imaginer tous les problèmes réglés et évités grâce à cette organisation qui prend en charge tous les jeunes durant une année complète à un moment crucial de leur développement personnel et social. Pour la majorité dont l'adolescence se déroule globalement bien, ce sera l'occasion de s'ouvrir au monde, dans tous les sens du terme. On conçoit facilement la grande qualité de citoyen et de travailleur que ces jeunes deviendront, quel que soit leur milieu social et leur emploi. D'autre part, pour les jeunes à problèmes, le service civil sera la chance de sortir du milieu responsable de leur mauvaise situation. Ils pourront briser le cercle vicieux – familial ou social – qui s'avère leur boulet.

Combien de jeunes n'ont besoin que d'une occasion de découvrir leurs qualités pour devenir des individus responsables et constructifs. Je me rappelle toujours cette fillette de 12 ans qui était dans la classe d'un ami professeur. Lors d'une rencontre en présence de l'enfant, le père disait à mon ami de ne perdre ni son temps ni son énergie auprès de sa fille, car elle n'était bonne qu'à devenir danseuse topless dans la vie. Avec un tel père, je ne crois pas que cette fillette soit devenue une personne autonome, équilibrée et ayant une estime de soi suffisante pour être bien dans sa peau et dans sa vie. Pour elle, une année de service civil aurait été la chance de découvrir son vrai potentiel.

Pensons aussi à l'impact sur les jeunes ordinaires, ceux qui deviendront les médecins, les menuisiers, les informaticiens, les chauffeurs d'autobus, les avocats, les plombiers, les entrepreneurs, les comptables et autres citoyens de demain. Imaginons l'apport formidable de cette année passée à sortir de leur monde quotidien, à découvrir et à apprendre, à s'impliquer partout dans la société. Je ne crois pas qu'on puisse vivre uniquement en consommateur égoïste après une telle expérience de vie. Je ne crois pas qu'on puisse bâtir une entreprise de la même manière lorsqu'on a réalisé ce qui se passe vraiment autour de soi. Je crois qu'on est forcément plus responsable et équilibré avec un tel bagage.

Voilà le genre de projet, je crois bien, qui contribuerait vraiment construire un Québec meilleur.

Pour la fierté de payer ses impôts

Comment un ministre des Finances peut-il réussir à maintenir l'équilibre entre l'humain et l'enrichissement, entre l'individu et la collectivité, entre le cœur et la raison. Encore une fois, il faut se laisser guider par notre bonne étoile de gros bon sens, de conscience collective, de créativité, de valeurs et d'efforts.

Au ministère des Finances, le gros morceau est sans contredit l'impôt. Le prélèvement d'une partie de la richesse individuelle pour la mettre au service de la collectivité est un principe universel. Normalement, cela devrait se faire sans problème, chacun étant conscient de l'importance de payer une juste part d'impôt afin de bénéficier des services communs.

Malheureusement, tout n'est pas si rose.

Vous n'êtes pas écœurés de payer, bande de con... tribuables?

Actuellement, l'impôt est injuste, exagéré et trop complexe.

Impôt injuste parce que les particuliers payent la plus grosse part des impôts alors que les entreprises en assument qu'un faible pourcentage. Injuste aussi parce des individus à très hauts revenus peuvent contribuer moins que ceux à revenus moyens. Grâce aux abris fiscaux et autres procédures, on voit chaque année des millionnaires payer moins d'impôts que des personnes à revenus très moyens. C'est « légal », mais c'est immoral!

Impôt exagéré parce que le contribuable moyen paie en impôts et taxes directes ou indirectes plus de la moitié de son revenu annuel. Je suis d'accord pour mettre une partie de ma richesse personnelle (c'est-à-dire mes revenus) à la disposition de la communauté (par le biais des services gouvernementaux). Mais je ne suis pas d'accord lorsque cet argent est gaspillé ou sert aux bénéficiaires personnels d'une caste de privilégiés. Surtout, ce n'est pas tellement le taux d'imposition que me dérange que le « retour sur mon investissement ». Si je suis le citoyen le plus imposé en Amérique du Nord, mais qu'en contrepartie je suis le citoyen qui bénéficie des meilleurs services, je n'ai pas de problème. Malheureusement, ce n'est pas l'impression que nos gouvernements me donnent. Je vois deux milliards de dollars engloutis dans un registre des armes à feu boiteux et inefficace alors qu'on ne trouve pas quelques millions pour relancer un jardin zoologique dans la capitale, un équipement qui enrichit la collectivité aux plans humain et économique. Je vois des hauts fonctionnaires et des politiciens nous frauder et se faire payer leurs avocats avec nos taxes pour finalement échapper aux conséquences de leur malhonnêteté. Je vois des sommes gaspillées dans des projets ridicules et des manques criants dans des secteurs cruciaux. C'est ça qui est exagéré pour moi, beaucoup plus que mon taux d'imposition.

Impôt trop complexe parce que devenu incompréhensible pour le contribuable moyen. Il est anormal que le rapport d'impôt soit devenu si compliqué que le simple citoyen doive faire appel à des spécialistes pour s'y retrouver. C'est le contrôle de notre richesse personnelle qui nous échappe. Pire encore, cette complexité fiscale permet à une minorité de soutirer le maximum d'avantages du système tandis que la majorité paie le maximum sans trop pouvoir

comprendre. Finalement, cette complexité camoufle des règlements conçus et gérés par une caste privilégiée qui détient le pouvoir politique et économique. Il s'agit tout compte fait d'un « vol légalisé »!

Un impôt simplement juste

Il faut absolument revenir à la raison d'être de l'impôt dans une société démocratique et civilisée. Il s'agit de mettre en commun une partie des richesses individuelles afin de défrayer les coûts de services utilisés par l'ensemble des contribuables. Pour faire un réseau routier qui profite à chacun, on ne peut demander à chacun de faire son petit bout de route. On met toutes nos contributions ensemble et on fait exécuter les travaux par un spécialiste des routes. Voilà pour le côté strictement pratique. Dans une société civilisée, on va plus loin que cette simple logique mathématique. On demande à ceux qui profitent plus de la collectivité de retourner plus à la collectivité. En effet, il ne faut pas oublier que la richesse individuelle n'existe que grâce à la collectivité. L'homme d'affaires le plus habile et le plus intelligent du monde n'aurait aucune richesse s'il vivait seul sur une île déserte! Donc, on demande aux membres de la collectivité de contribuer aux besoins collectifs en fonction de leur richesse. Voilà pour le côté humain de l'impôt.

Partant de ce principe que nous formons une société civilisée et démocratique, il est normal de s'assurer que la façon de prélever des impôts soit équitable pour la collectivité et pour les individus. Simplifier l'impôt serait un premier pas important vers une plus grande justice sociale (du point de vue des particuliers; en ce qui concerne les entreprises, on y reviendra plus loin). L'idée est de permettre à tout individu de décider comment il veut gérer ses revenus tout en s'assurant qu'il paie une part équitable à la société. Le rapport d'impôt des particuliers devrait tenir sur un seul côté d'une seule page. Celle-ci serait accompagnée de quelques annexes permettant de faire les calculs nécessaires.

Voici ce à quoi pourrait ressembler un rapport d'impôt simple et juste.

RAPPORT D'IMPÔT DES PARTICULIERS	
A - Revenus totaux :	_____ \$
Déductions admissibles	
• B - Déduction universelle de base :	10 000 \$
• C - Déductions familiales :	_____ \$
• D - Obligations financières :	_____ \$
• E - Revenus reportés :	_____ \$
• F - Abris fiscaux :	_____ \$
Total :	_____ \$
Total des déductions	_____ \$
G - Pourcentage d'imposition :	x 25 %
Impôts à payer :	_____ \$

Expliquons maintenant les grandes lignes de ce rapport d'impôt (sans entrer dans tous les détails qui sont prévus, mais qu'il serait fastidieux d'exposer ici).

A – Revenus totaux

Au départ, le principe est de faire le total des revenus *réels* d'une personne. Une annexe sert à lister les sources de revenus possibles. Le contribuable n'a qu'à inscrire les montants qui s'appliquent et à faire le grand total. Pour la majorité des gens, cela est très simple et rapide. Ils ont des revenus d'emploi dont le montant est indiqué sur les T4 habituels et des revenus de placement (intérêts bancaires, etc.). Notons aussi que le calcul des revenus tient compte de toutes les sources de revenus, qu'il s'agisse de salaire, de pensions alimentaires, de gains boursiers, de prestations d'aide sociale, de bourses d'études et quoi encore.

Pour ceux qui ont des revenus de travailleur autonome, des revenus d'entreprise ou d'autres sources complexes et diversifiées, le calcul des *gains nets* se fait au préalable et il est inscrit

comme tout autre revenu imposable. Par exemple, un travailleur autonome inscrit ici le revenu net (donc réel) provenant de son travail.

Point très important, on ne pourrait mettre ici de montant négatif, c'est-à-dire inscrire des pertes qui réduisent les autres revenus. Cela aura pour effet de contrer la manœuvre de ceux qui se créent de pertes artificielles afin de réduire leurs revenus imposables. Par exemple, ces hauts salariés qui font volontairement et régulièrement des pertes dans une entreprise immobilière afin de réduire leur impôt. Cette mesure est par ailleurs équitable pour ceux qui vivent réellement de leur entreprise personnelle et qui subissent des « vraies » pertes. En effet, ils ne payeront pas plus d'impôt de cette façon. Quant à leurs pertes reliées à leur travail, elles feront partie du calcul de leur revenu professionnel et pourront donc être reportées sur une autre année. Ainsi, un travailleur autonome qui subit une perte une année pourra l'appliquer à son revenu de travailleur autonome d'une autre année. Par contre, cette perte en tant que travailleur autonome ne pourra réduire ses gains de placement ou ses revenus immobiliers.

Bref, la section du calcul des revenus totaux sera simple et donnera l'image exacte de ce qu'une personne a réalisé comme gains durant une année.

B – Déduction universelle de base

La première déduction est fixe et universelle. Je propose un montant de 10 000 \$. En effet, il est à mon avis indécent de demander à une personne qui gagne moins que cela de payer de l'impôt. Évidemment, cette somme réduira d'autant les revenus imposables des gagne-petit de la société. Entre autres, cela profitera aux étudiants qui ne comptent que sur leur emploi d'été pour payer les études.

C – Déductions familiales

Les déductions familiales sont d'abord les déductions pour personne à charge. Par exemple, une déduction d'un montant de 5 000 \$ par enfant serait une mesure d'aide à la famille extrêmement efficace. On constate immédiatement qu'une mère monoparentale avec trois enfants pourrait gagner jusqu'à 25 000 \$ sans payer d'impôts. Un père avec son épouse et deux enfants à charge pourrait aussi gagner 25 000 \$ avant de payer de l'impôt.

Dans les déductions familiales, j'inclus aussi les frais de scolarité des enfants à charge et le paiement d'une certaine partie de l'hypothèque. Je crois qu'une société riche comme la nôtre doit aider chacun à s'instruire et à se loger convenablement.

D – Obligations financières

Dans les obligations financières, je considère celles qui sont imposées et celles qui sont volontaires. Par obligations imposées, pensons par exemple aux pensions alimentaires. Puisqu'il s'agit d'un revenu devant être transféré à une autre personne, il doit logiquement être déduit du revenu. Par obligations volontaires, je veux dire les parts de revenus remis volontairement à d'autres personnes ou organismes dans un esprit de partage de la richesse. Les dons de charité sont l'exemple le plus classique. Notons ici que je considère les dons à

des partis politiques comme non déductibles. Le gouvernement que se donne une société n'a pas à financer les partis politiques créés par des groupes d'individus.

E – Revenus reportés

Il s'agit de revenus que l'on met de côté pour plus tard. L'exemple le plus connu est celui des REÉR. Je propose d'y ajouter le principe des revenus différés à volonté. Cela a pour but de permettre à ceux qui ont des revenus très irréguliers de les étaler sur plusieurs années. Pensons entre autres aux artistes qui peuvent réaliser une excellente année, suivie de plusieurs années de vaches maigres. Je reviendrai plus loin sur cette mesure.

F – Abris fiscaux

Les abris fiscaux ont leur raison d'être et ils sont parfois l'unique source de financement de projets positifs pour l'économie ou pour la société en général. C'est un outil à conserver et même à rendre plus accessible. Je trouve très valable de faire des choix sociaux qui permettent de déduire certains investissements à des taux de 150 %, 200 %, voire plus. Par exemple, on sait que le secteur culturel au Québec a besoin de financement, mais que le risque est grand pour les investisseurs. Une déduction de 200 % devient un investissement intéressant à tout point de vue pour l'investisseur et pour la collectivité.

Un plafond logique

Dans tous les cas, il conviendra de fixer des plafonds aux déductions dont un particulier peut se prévaloir. Ces plafonds pourront être calculés en pourcentage des revenus totaux ou en montants maximums fixes. Par exemple, on pourrait décider que le maximum des REER éligibles est de 35 % du revenu total réel. (On éliminera beaucoup de laborieux et ridicules calculs fiscaux.) De plus, il sera impossible d'utiliser les déductions pour créer un revenu négatif permettant de se soustraire à l'impôt ou de réclamer un remboursement. Ainsi, tout le monde payera sa juste part d'impôt.

D - Revenus imposables

Le calcul du revenu qui sera imposé est devenu très simple. On fait l'addition de ses revenus réels. Ensuite, on y soustrait la déduction générale et les déductions admissibles que l'on désire. On obtient alors le montant sur lequel on sera imposé.

Évidemment, certaines personnes auront besoin d'annexes détaillées et de conseils pour les remplir. Tout cela sera mis à leur disposition des gens par le ministère du Revenu selon leurs besoins. La simplification de l'impôt aura permis de rendre plusieurs fonctionnaires disponibles pour aider les personnes qui en ont besoin. Moins de calculs dans le dédale des lois fiscales et plus de conseils aux particuliers. Voilà qui apporte une valeur ajoutée très intéressante au travail des fonctionnaires du Revenu.

E - Pourcentage d'imposition

L'un des points importants de cette formule est l'utilisation d'un pourcentage unique pour tous les contribuables. À mon avis, c'est la formule la plus simple et la plus équitable. Ici,

j'ai inscrit 25 % comme taux d'imposition universel. C'est une hypothèse car je laisse le soin aux spécialistes fiscaux d'établir le pourcentage exact nécessaire pour que le gouvernement obtienne les recettes fiscales dont il a besoin.

Un outil de justice et de prospérité

J'ai évoqué plus haut une possibilité de revenus différés à volonté. Il s'agit encore ici de simplicité, d'efficacité et de justice dans la gestion des revenus.

Beaucoup de personnes ne sont pas des salariés disposant d'un revenu à peu près constant d'une année à l'autre. Par exemple, les artistes peuvent connaître une année exceptionnelle qui sera suivie par quelques années de vache maigre. Les travailleurs à commissions sont aussi susceptibles de voir leurs revenus varier énormément d'une année à l'autre. D'autre part, certaines personnes ont des carrières très lucratives, mais très courtes, comme les sportifs professionnels. Tous ces gens devraient avoir la possibilité de reporter une partie de leurs revenus à une année ultérieure, de façon simple et libre.

Par ailleurs, le principe de revenus différés à volonté permet à tous les travailleurs de profiter de certains privilèges réservés jusqu'ici à des groupes bénéficiant d'une grande force de négociation avec l'employeur. Avec ce système, un menuisier pourrait se planifier une année sabbatique tout aussi bien qu'un professeur d'université. Un travailleur autonome pourrait différer les revenus suffisant pour s'offrir un été complet de vacances avec sa famille à tous les trois ou quatre ans. En fait, c'est une façon de donner une liberté extraordinaire aux gens ordinaires.

Le fonctionnement des revenus différés à volonté doit être simple et donner pleine liberté à la personne de gérer ces sommes selon ses besoins. Par ailleurs, les sommes mises en attente devraient être fructueuses pour la société. Pour cela, il suffit de créer un Fonds géré directement par le gouvernement. Son principe serait le suivant. Tout individu (et non les entreprises) pourrait décider d'un montant qu'il place dans le Fonds de revenus différés. Ce montant est soustrait à 100 % de son revenu brut et il n'est donc pas imposable. C'est lorsqu'il sera retiré du Fonds que ce montant deviendra imposable. Évidemment, cette opération ne devra d'aucune manière servir à créer une perte pour l'année en cours, et ainsi obtenir un remboursement d'impôts.

En contrepartie, ce Fonds ne rapporte aucun intérêt hormis l'indexation au coût de la vie. Cela est juste et logique. En effet, le montant placé dans le Fonds doit être considéré comme un revenu qui sera perçu dans 1, 2, 3 ans ou plus. C'est une sorte de salaire à venir qui ne profite dans l'immédiat ni à l'impôt, ni à l'individu. La seule bonification résidera dans le fait que le montant sera calculé en dollars constants. S'il est immobilisé durant dix ans, il ne rapportera aucun intérêt, mais il ne perdra aucune valeur.

Les sommes placées dans le Fonds de revenus différés peuvent devenir très imposantes. Tant mieux. Elles pourront être affectées au service de la dette nationale, soit pour rembourser les emprunts à l'étranger, soit pour éviter d'emprunter à l'étranger. Ou alors, ces sommes seront au service de la Régie des rentes. De toutes manières, il s'agira de restreindre l'utilisation

possible de l'argent placé dans ce Fonds. Ces sommes devront profiter à la collectivité et en aucun cas servir à financer les activités courantes du gouvernement.

Du côté des entreprises

Le pourcentage des revenus fiscaux provenant des entreprises et des corporations est faible. Trop faible! Ce sont les particuliers qui payent la part du lion. Pourtant, les entreprises génèrent bon an mal an des profits énormes. De plus, elles bénéficient des largesses du gouvernement par des subventions de toutes sortes et des exemptions d'impôts. En toute justice, leur contribution à la collectivité peut certainement être augmentée.

L'égoïsme est une question de société. Dans un monde qui survalorise l'individualisme et les valeurs matérielles, le *je-me-moi-ici-et-maintenant* l'emporte sur la conscience de vivre en communauté. On se dit qu'il vaut mieux être le plus riche possible individuellement que de vivre dans une société globalement riche. Alors, tous les moyens deviennent bons pour se soustraire au partage de ses richesses. Par exemple, au cours des années 1990, un rapport du ministère des Finances démontrait que 190 Canadiens aux revenus supérieurs à 250 000 \$ n'avaient pas à verser d'impôts. Là-dessus, 20 personnes au revenu annuel supérieur à 1 million \$ ont payé moins de 100 \$ en impôts fédéral et provincial, et ce durant trois années consécutives. Ces gens écoutent notamment leurs comptables agréés dont la revue *C.A. Magazine* suggère de conseiller à leurs clients fortunés d'aller cacher leurs revenus à l'étranger en laissant les dépenses déductibles au Canada. La revue explique que « *les déficits accumulés par les gouvernements fédéraux et provinciaux les obligeront à augmenter les impôts* »... Bref, la consigne est de soutirer le maximum de profits de la société canadienne et de se dépêcher à les exporter dans un paradis fiscal étranger afin d'être seul à en profiter.

Cette attitude atteint des proportions parfois presque surréalistes. Par exemple, l'homme d'affaires Irving a puisé une fortune colossale dans les poches des Canadiens, puis il est allé vivre à l'étranger afin de ne pas payer d'impôts au Canada, donc pour ne pas redistribuer une part de sa richesse à ces mêmes personnes qui ont fait sa fortune. À sa mort, son testament indiquait même qu'il déshéritait ses enfants si ceux-ci demeuraient au Canada et qu'ils y payaient des impôts. Autre exemple de ces fuites vers l'étranger, les îles Caïmans (un paradis fiscal) comptent 28 000 compagnies alors que la population est de 30 000 personnes... On imagine les fortunes personnelles qui y dorment bien égoïstement à l'abri de l'impôt !

Les entreprises se comportent de la même façon. Le Centre canadien de politiques alternatives a publié une liste d'entreprises canadiennes qui, au milieu des années 1990, n'ont payé aucun impôt sur les profits encaissés ou en ont payé moins de 10 %, parfois à peine 1 % ou 2 %. Parmi les « pauvres » contribuables corporatifs qui n'ont pas payé d'impôt, on retrouve : Alberta Heritage, General Motors, Ford Motors, Renaissance Energy, Macmillan Bloedel, Gaz Metro, Noranda Métallurgie, Argus Corporation, Petromart & Co, etc. Pour les dix entreprises mentionnées, le total des profits encaissés dépassait les trois milliards \$... Elles ont donc versé moins dans la société qu'un seul enseignant ou une infirmière ou une serveuse de restaurant ou même un travailleur rémunéré au salaire minimum.

Bon, les économistes et les politiciens viendront dire qu'il faut ménager les investisseurs, qu'il faut éviter de les apeurer, qu'il faut les dorloter parce qu'ils créent des emplois. À

entendre tout ce qui se dit sur les investisseurs et les chefs d'entreprise, on dirait que ce sont de formidables peureux préoccupés uniquement par l'accumulation sans limite de profits. Ce seraient des monstres d'égoïsme, mais tellement importants pour la société qu'ils auraient droit à tous les passe-droits. Pourtant, les vrais bâtisseurs, ceux qui ont un poids réel dans la création d'entreprises, ne sont justement pas des frileux et des égoïstes. Ce sont des personnes qui veulent réaliser leurs rêves et contribuer au mieux-être de leur communauté. Eux seront toujours là pour prendre la place des égoïstes qui risqueraient de quitter le pays devant l'éventualité de payer une juste part d'impôt.

Par contre, il ne faut pas étouffer les entreprises sous la bureaucratie. Au contraire, il faut alléger la paperasse actuelle qui est un véritable boulet pour de nombreuses petites et moyennes entreprises. Simplification et réalisme sont aussi de mise. Je ne veux pas m'aventurer outre mesure dans la fiscalité des entreprises. Cependant, on peut s'entendre sur quelques grands principes simples et les appliquer simplement, dans le même esprit que l'impôt des particuliers dont on a parlé auparavant.

Un premier principe de justice fiscale serait de prélever un impôt de base sur les revenus réels de l'entreprise, selon la même logique que celle proposée pour les particuliers. La simplification de la fiscalité et l'utilisation du gros bon sens feraient merveille à ce sujet... Par la suite, je verrais favorablement l'existence de différentes formules d'impositions fiscales afin de répondre de façon équitable et réaliste à diverses situations. En effet, les entreprises ne contribuent pas toutes de la même manière au développement économique de la société. Il est donc normal que les règles fiscales en tiennent compte. De plus, il faut donner un maximum de chances à la recherche et développement dans tous les secteurs de l'économie. Un autre grand principe de la fiscalité des entreprises devrait être de favoriser la création d'équipes de recherche et développement dans tous les domaines. La matière grise est notre ressource la plus importante. Il faut la stimuler par tous les moyens pour que le Québec ne soit pas le porteur d'eau des autres, mais plutôt un chef de file mondial dans tout ce qu'il fait.

Double impôt, double gaspillage!

Au Québec, nous payons présentement de l'impôt au provincial et au fédéral. Cela nous coûte une fortune en administration, en lois, en temps et en gaspillage! Et cela, sans parler de la lourdeur pour les citoyens et les entreprises. Que l'on fasse un ou deux rapports d'impôt, c'est le même argent qui vient des mêmes poches : les nôtres. Au moins, simplifions tout cela. Que le gouvernement du Québec soit le seul à prélever des impôts sur le territoire québécois. (Cela exclut les taxes municipales et scolaires qui correspondent à des besoins locaux.)

Même en demeurant au sein du Canada, il est aberrant de maintenir des structures de perception de l'impôt au fédéral et au provincial... Un seul rapport d'impôt est suffisant. Québec n'a qu'à transférer en bloc les sommes qui reviennent au fédéral. N'oublions pas que l'impôt fédéral ne date que de la Seconde guerre mondiale et qu'il ne devait être qu'une mesure *temporaire* pour financer l'effort de guerre. Supprimer l'impôt fédéral n'est pas nécessairement un désaveu du gouvernement fédéral. Il ne s'agit que d'un retour à la normale!

TPS, TVQ et autres complications inutiles

En plus de l'impôt, il y a le dossier de la TPS et de la TVQ. Voilà un autre exemple de lourdeur inutile et de complexité absurde. Je passe sous silence le système à deux vitesses qui s'acharne sur les petits contribuables, mais qui ferme les yeux sur les grands fraudeurs. Omettez de déclarer quelques dollars au fisc et vous êtes un criminel; esquivez vos obligations sociales en profitant des trous dans la loi et vous êtes un fiscalistes d'expérience...

La complexité actuelle de la perception de la TPS et de la TVQ fait porter aux seuls consommateurs l'essentiel de la taxation sur les produits et services. Établissons une taxe unique à un taux plus bas (5 % serait probablement suffisant) et appliquons-la partout, sans les inutiles et complexes calculs de déductions, de reports et autres gymnastiques comptables actuelles. Tout le monde y gagnera en simplicité, en efficacité et économie administrative, tant dans le secteur public que dans le privé.

De plus, obligeons les commerçants à afficher les prix avec la taxe incluse. Il est ridicule et antisocial de présenter les prix sans la taxe. Cela devient même de la fausse publicité. En effet, prenons par exemple les messages des restaurants McDonalds qui affirment qu'avec un 2 \$, vous pouvez manger le spécial du jour. C'est faux! Vous devez avoir sur vous 2,30 \$ pour profiter du spécial puisqu'il y a les taxes à ajouter.

Le prix que nous devons payer pour un produit ou un service est celui *avec* les taxes. C'est d'ailleurs ce qui se passe avec l'essence : le prix du litre affiché à la pompe inclut les taxes. C'est ça la réalité. Pourquoi recevons-nous comme information un prix différent de celui à payer? Parce que cela donne l'impression que le produit est moins cher, ce qui incite à consommer plus. À dépenser plus. À s'endetter plus. Cela profite uniquement aux commerçants, cela au détriment des consommateurs. C'est une forme de fraude, de mensonge quotidien que tout le monde accepte au nom du sacro-saint profit capitaliste, sans réaliser que cela fait partie des conditions qui rendent notre société l'une des plus endettées au monde. Or, notre endettement de consommateurs est un boulet énorme en bout de ligne qui freine l'économie et la richesse collective. C'est l'un de ces comportements qui profitent dans l'immédiat à une minorité en nuisant à moyen et long terme à la majorité.

Une simplification des lois fiscales est possible, souhaitable et réalisable. Elle permettrait de réduire les fraudes, d'assurer une plus grande équité fiscale et de stimuler la richesse de l'ensemble de la société. Rapidement,, même les plus capitalistes entreprises en profiteraient! Il suffit de faire preuve de volonté politique, de courage social, de responsabilisation, d'éducation économique et de créativité.

Qu'en penses-tu, ami lecteur. Imagine le coup de mieux que pourrait réaliser comme ministre des Finances une personne capable de faire face à cette machine démesurée. Une personne déterminée à faire primer notre volonté collective et notre fierté individuelle de payer une juste part d'impôt, calculée selon des règles transparentes et équitables pour tous.

Québec riche, Québécois riches

Ce ministère joue un rôle vital dans l'avenir du Québec et il est capital de confier ce ministère à une personne capable de proposer une vision cohérente à tous les acteurs de l'économie, tant les patrons et les syndicats que les citoyens.

Pour développer cette vision nécessaire pour le Québec, il faut nous tourner encore et toujours vers notre bonne étoile à cinq branches : le gros bon sens, une conscience collective, la créativité, les valeurs et l'effort. Il y a toutefois une saveur un peu particulière dans les Affaires économiques. La responsabilité de ce ministère exige de l'audace et du courage pour vraiment influencer les choix économiques de la société. En effet, le ministère des Affaires économiques ne doit pas se contenter d'un rôle réactif; il ne doit pas répondre bêtement aux demandes du patronat et des syndicats. Ce ministère doit au contraire agir de façon proactive pour orienter les différentes activités à caractère économique.

Contre la résistance au changement

L'importance d'une attitude proactive de ce ministère se justifie par un réflexe bien naturel de l'ensemble des acteurs de la scène économique, soit la résistance au changement. Par exemple, nous faisons face à une situation de plus en plus critique au plan écologique. Les effets de notre consommation à outrance et de notre gaspillage effrayant sont en train de nous rattraper. Or, les autorités hésitent à donner suite aux engagements découlant du protocole de Kyoto. Ils font valoir des pertes économiques et d'emplois.

Nous sommes sensibles à ces arguments économistes parce que nous sommes réticents à accepter le changement. Oui, le protocole de Kyoto implique des pertes dans certains secteurs. Par contre, cela signifie aussi des gains dans d'autres secteurs. Lorsque l'automobile est arrivée et qu'elle s'est répandue, il y a eu des pertes d'emplois effroyables chez les maréchaux-ferrants, les conducteurs de diligences et dans les autres commerces reliés au transport avec des attelages à chevaux. Des énormités ont été dites pour tenter d'empêcher le développement de l'automobile. Des scientifiques affirmaient le plus sérieusement du monde que le corps humain ne pourrait résister à des vitesses dépassant les 100 km/heure! On prédisait la mort des téméraires voulant atteindre de telles vitesses.

Plus récemment, l'arrivée de l'informatique était supposée sonner le glas des entreprises œuvrant dans le domaine du papier. Les économistes les plus branchés suggéraient à leurs clients de vendre leurs actions d'entreprises de ce domaine. La réalité est que l'informatique a fait augmenter la demande de papier au lieu de la faire disparaître. Le changement annoncé a fait encore une fois plus de peur que de mal. Et que dire du fameux bogue de l'an 2000 qui devait pratiquement faire cesser la terre de tourner!

Il en est de même avec de nombreux domaines de l'économie. De façon générale, il y a plusieurs avantages à changer nos habitudes et nos structures. Évidemment, certains vont perdre des avantages (ou croient qu'ils vont les perdre) et ils font obstacle à des changements qui seraient finalement bénéfiques pour l'ensemble de la population. Voilà pourquoi le

ministère des Affaires économiques devra se révéler un agent de changement, un leader et un visionnaire.

C'est la richesse qui crée la richesse

Le gros bon sens qui manque cruellement à plusieurs acteurs de la scène économique. Tout le monde – patrons, syndicats et public – doit réaliser que c'est la richesse qui crée la richesse. Ce sont les entreprises prospères qui sont en mesure d'offrir de bons salaires et de bonnes conditions de travail à un grand nombre de personnes. Ce sont des travailleurs motivés et heureux dans leur emploi qui font qu'une entreprise a le vent dans les voiles et occupe une place de choix. C'est en payant le juste prix pour des produits ou services qu'on fait les meilleurs achats, pas en recherchant uniquement le meilleur marché à tout prix.

Nous vivons dans une ère de consommation qui a oublié le gros bon sens et qui est devenue malsaine. Tout le discours adressé au consommateur est orienté sur la recherche du plus bas prix, coûte que coûte. Rabais monstre, vente du million, on paye les taxes pour vous, la loi du plus bas prix, etc., etc. On dirait que seul compte la notion du produit payé le moins cher possible. Or, il n'y a pas de miracles. Aucune entreprise ne fait de cadeaux pour rouler à perte. Une entreprise déficitaire est une entreprise qui disparaît. Lorsqu'un produit est vendu à 100 \$, c'est qu'il s'agit de son prix et qu'il vaut cela. Ce n'est pas un produit qui en vaut 200 \$ et que le gentil vendeur laisse à moitié prix pour me faire plaisir.

Si jamais le produit vaut vraiment plus, c'est que quelqu'un à quelque part s'est fait arnaquer. Le vol est d'ailleurs une pratique courante pour certain. Par exemple, voici comment procède un certain marché de produits alimentaires bien connu à Montréal. L'acheteur reçoit des fruits du Chili. À l'inspection dans le port de Montréal, il fait déclarer la marchandise avariée alors qu'elle ne l'est pas. Le producteur du Chili n'a pas tellement le choix. Il ne peut pas récupérer ses fruits, cela lui coûterait trop cher. Alors, il la laisse pour presque rien à l'acheteur qui la revendra à plein prix. Voilà des « gens d'affaires » dont la richesse repose sur l'appauvrissement de petits travailleurs à l'autre bout du monde.

Le gros bon sens, c'est de travailler dans une optique de richesse qui crée la richesse. C'est d'éduquer les patrons à la valeur de leurs ressources humaines. C'est d'éduquer les syndicats à l'importance de la santé financière des entreprises qui emploient leurs membres. C'est d'éduquer les consommateurs à rechercher le meilleur rapport qualité/prix plutôt que le plus bas prix possible.

Le gros bon sens, c'est aussi d'œuvrer à l'implantation de nouvelles habitudes et de nouvelles structures qui favorisent le développement durable de nos richesses. Il faut cesser d'investir des millions et des millions de dollars pour préserver des dinosaures. Par exemple, pourquoi mettre en œuvre des travaux colossaux pour permettre à plus d'automobiles d'entrer plus vite au centre-ville à l'heure pointe. Les mêmes sommes injectées dans la mise en place de transports en commun efficaces et agréables auraient des retombées beaucoup plus fructueuses pour la collectivité. Si l'aspect écologique n'est pas assez intéressant, le simple aspect comptable démontre qu'il est préférable d'investir dans le transport en commun que dans le transport individuel. En effet, l'automobile personnelle est une dépense énorme pour les familles. Souvent, parce que les deux adultes travaillent, la famille doit faire

vivre deux véhicules. Cela représente plusieurs milliers de dollars de revenu net. Éliminons la deuxième voiture grâce à un meilleur système de transport en commun. Certes, les concessionnaires automobiles vont perdre un certain volume de vente. Il y aura quelques emplois de vendeurs de perdus. Mais que vont faire les familles avec quatre à six mille dollars de plus disponibles annuellement. Elles vont acheter d'autres biens de consommation, elles vont aller voir des spectacles ou s'offrir des repas au restaurant. Et quoi encore. Or, toutes ces dépenses vont générer de l'activité économique et créer des emplois ailleurs que dans la vente d'automobiles. En plus grand nombre.

De très sérieuses organisations économiques ont déjà dressé la liste des retombées réelles d'un même investissement dans plusieurs domaines différents. On devrait scruter les résultats de telles études au lieu d'écouter nos vieilles habitudes. Les dépenses militaires sont un exemple extrême, mais révélateur. Le même million de dollars dans ce domaine génère 10 fois moins de retour que s'il était investi dans l'éducation. Pourtant, combien de fois avons-nous entendu à quel point l'industrie militaire est une source importante d'emplois et de retombées économiques. Il suffit de se rappeler les grands discours sur l'impact extraordinaire sur notre économie lorsque le gouvernement canadien a acheté les fameux avions F-18. On nous faisait presque croire que nous aurions tellement de retombées dans l'économie nationale que cela payerait le prix d'achat des appareils. Quelle foutaise!

Bref, il faut apprendre à faire les choix les plus rentables à court, moyen et long terme. Je veux que mes impôts servent à développer les secteurs d'avenir plutôt qu'à maintenir les privilèges de quelques dinosaures. Que mes impôts servent à stimuler l'innovation économique plutôt que le maintien des canards boiteux de l'économie. Que mes impôts servent à imaginer des solutions de développement durable plutôt que le pillage rapide et irréversible des ressources actuelles. Je veux bien vivre, mais je veux aussi que mes enfants vivent bien à leur tour, et leurs enfants aussi. Voilà du gros bon sens.

L'importance de réapprendre à compter

Il faut apprendre à décoller le nez de l'arbre pour être capable de voir la forêt. Le ministère des Affaires économiques doit intervenir pour orienter les choix économiques des consommateurs, parfois même de façon très directive.

Il est facile de voir uniquement les avantages immédiats de nos habitudes de consommation et d'oublier leurs conséquences. Pourtant, nous ne sommes pas uniquement des consommateurs. Nous sommes aussi des contribuables. Si j'économise un certain montant en tant que consommateur et que cela m'oblige à verser plus comme contribuable, je suis perdant comme individu. C'est mathématique.

Pour comprendre cela, prenons le cas des œufs. Disons que la famille en consomme une douzaine par 15 jours, soit 24 douzaines par année. Imaginons qu'une entreprise des États-Unis peut entrer sur le marché québécois à sa guise avec un prix inférieur de 25 ¢ la douzaine. En tant que consommateur, je réalise une économie de 6 \$ par année. Je suis content. Cependant, l'achat de mes œufs du producteur étranger accule les producteurs locaux à la faillite. Tous ces emplois directs et indirects disparaissent avec l'activité économique que cela génère. Cela alourdit les charges sociales, donc les impôts que je verse

en tant que contribuable. Supposons que l'impact direct de cette situation se traduit par une augmentation de 12 \$ sur mes impôts. Le calcul réel est le suivant : en tant que consommateur, j'ai économisé 6 \$, mais pour cela j'ai payé 12 \$ en tant que contribuable. Finalement, comme individu, je suis perdant de 6 \$.

Pour éviter cela, il faut développer notre culture économique individuelle. Cependant, il faut aussi réagir collectivement. Nos gouvernements à tous les niveaux, municipal et provincial, doivent avoir cette vision de développement économique qui préserve la richesse au lieu de créer la pauvreté. C'est collectivement qu'il faut empêcher l'établissement de commerces qui font disparaître plus d'emplois qu'elles n'en créent et qui obligent à alourdir les structures de services sans les rentabiliser. Par exemple, un quincaillier étranger de grande surface vient faire de la concurrence à ceux déjà établis. Naturellement, il va s'établir en banlieue parce qu'il y a de l'espace et qu'il paye moins cher de taxes. Les consommateurs diront qu'ils profitent d'une meilleure offre et d'une plus grande compétition qui fait baisser les prix. C'est faux. Il y a apparence d'une offre plus intéressante, mais tous les commerçants vous confirmeront que le volume des ventes se fait avec une minorité d'articles qui sont les mêmes pour tout le monde. Quant au rapport qualité/prix, il est sensiblement le même partout. Or, il ne se vend pas plus de marteaux parce qu'il y a plus de magasins pour les vendre. Si le nouveau prend du marché, c'est que d'autres en perdent. Invariablement, ce sont les plus petites quincailleries, celles établies plus près du centre-ville qui disparaissent.

Il y a finalement un déplacement de clientèle et des emplois de vendeurs. Les autres emplois, eux, disparaissent en bonne partie. Les acheteurs et les gestionnaires locaux n'ont plus de travail car la nouvelle chaîne possède déjà ces postes ailleurs. S'ajoutent à cela les coûts des services municipaux qui augmentent. En effet, il faut de nouvelles infrastructures pour répondre aux besoins des nouveaux magasins tandis qu'il faut encore entretenir les anciennes. Par exemple, il faut déneiger les rues pour se rendre à la nouvelle quincaillerie, mais on ne peut pas laisser la neige devant l'ancienne quincaillerie. Même chose pour l'aqueduc, l'électricité, les transports en commun. Ainsi, il faut plus services pour accommoder le nouveau commerce; or, l'ancien commerce ne paye plus de taxes et le nouveau en paye souvent moins parce qu'il est en banlieue. Le calcul est implacable : le nouveau commerce vient d'appauvrir la collectivité.

Je pourrais continuer encore la liste des coûts directs et indirects pour accueillir un nouveau magasin dont la présence se traduit souvent par la perte des meilleurs emplois dans le domaine. Ma petite économie occasionnelle en tant que consommateur me coûte bien cher en tant que contribuable. Au bout du compte, c'est moins d'argent dans mes poches.

Il faut aussi s'interroger sur l'impact social de nos habitudes de consommation. Par exemple, les heures d'ouverture des commerces 7 jours sur 7 sont-elles vraiment un avantage pour la société. Autrefois, on courrait 6 jours sur 7. Maintenant, on court 7 jours sur 7, la langue encore plus à terre qu'avant. Les liens familiaux en souffrent et les jeunes sont laissés à eux-mêmes dans un système qui les sollicite sans relâche. Cela se transforme en problèmes sociaux profonds qui coûtent une fortune en pertes de productivité et en coûts supplémentaires dans le réseau de la Santé. Qui y gagne vraiment, surtout que les consommateurs n'ont pas plus d'argent à dépenser dans des magasins ouverts une journée de plus ou de moins. Je serais curieux de voir un bilan économique vraiment complet à ce sujet.

Je doute fort qu'il soit positif tandis que le bilan humain est certes négatif. C'est d'ailleurs le constat du syndicat des employés de l'alimentation après 10 ans d'ouverture des commerces le dimanche. Ce syndicat confirme qu'il n'y a eu aucun gain réel au plan économique pour les employeurs, tandis que les conditions de travail se sont détériorées pour l'ensemble des travailleurs.

Voilà donc des considérations que le ministère des Affaires économiques doit avoir en tête. Je suis d'accord avec la libre entreprise et la liberté de commerce. Par contre, il faut que les représentants que je choisis lors des élections et que je paye pour gérer mes intérêts prennent leurs responsabilités. Le rôle de mon gouvernement n'est pas de dire oui à tous les commerces qui veulent exister. Il doit s'assurer que l'ensemble de la société y gagne.

La consommation comme une drogue

Karl Marx affirmait que la religion est l'opium du peuple. Il se trompait lourdement. C'est la consommation qui est l'opium du peuple. Or, se libérer de la dépendance à une drogue puissante demande des efforts et de la créativité, ce qui constitue les deux autres branches de notre bonne étoile économique.

Nous devons explorer de nouvelles avenues de développement et de richesse. Nous devons penser en termes de développement durable. Nous devons cesser de piller à notre seul avantage immédiat l'héritage reçu de nos ancêtres et l'héritage que nous devons laisser à nos descendants. Par exemple, ici au Québec, nous sommes supposés avoir des forêts inépuisables et des réserves d'eau éternelles. Quelle illusion! Les scientifiques craignent que nos forêts ne soient à peu près plus exploitables d'ici cinquante ans en raison du déséquilibre de plus en plus marqué du sol causé par les pluies acides. La terre où pousse nos forêts devient lentement improductive. Quant à l'eau, il n'y a plus tellement d'endroits où elle est potable sans traitement. Les nappes phréatiques sont contaminées et les plans d'eau accessibles ne sont pas tellement ragoûtants. Voilà pour des grands problèmes auquel s'attaquer collectivement. Il y a aussi des gestes quotidiens de chaque personne qui ont un impact sérieux. Il suffit de se rappeler qu'en Amérique du Nord, nous sommes les êtres humains qui produisent le plus de déchets par personne de toute l'histoire de l'humanité. C'est nous qui consommons le plus d'énergie par personne. C'est nous qui monopolisons le plus de ressources de la planète entière pour satisfaire des besoins souvent futiles et artificiellement entretenus par une logique de surconsommation.

Pour corriger les situations malsaines, les solutions existent ou elles sont possibles à développer. Il suffit d'avoir la volonté de le faire et le leadership nécessaire pour l'imposer. À un prochain ministre des Affaires économiques, je demande de ne pas perdre son temps à courir de subventions en sauvetages d'entreprise. Qu'on cesse de créer des programmes à n'en plus finir et des éléphants blancs. Il faut s'acharner à stimuler l'imagination des uns et le sens des responsabilités de tous. Voilà certainement l'apport le plus précieux pour nous enrichir tous, individuellement et collectivement.

L'éthique comme valeur concrète

Une autre demande que je fais à nos politiciens est d'avoir le courage de nos convictions. Cela est possible et pas seulement un rêve utopique. En juin 2006, on a pu voir un bel exemple d'un gouvernement qui ose agir avec ses convictions plutôt qu'en considérant les seuls calculs comptables.

Il s'agit de la Norvège qui a décidé, pour des motifs d'éthique, de retirer ses fonds du numéro un mondial américain de la distribution Wal-Mart. Le ministère des Finances norvégien a précisé que la décision a été prise sur recommandation du Conseil consultatif sur l'éthique, chargé de contrôler la « moralité » des entreprises dans lesquelles le royaume place son immense fonds de pension public. Dans la recommandation de se retirer de Wal-Mart, le Conseil met en évidence les violations graves et systématiques des droits de l'Homme et des droits des employés de la part du géant du commerce au détail.

Le gouvernement norvégien a également décidé de retirer ses fonds de la société américaine de production d'or et de cuivre Freeport, toujours sur recommandation du Conseil consultatif sur l'éthique. Ce choix est basé sur le constat « de sérieux dégâts environnementaux » causés par Freeport, note le ministère.

Or, on ne parle pas ici d'un petit épargnant illuminé et fanatique. Il s'agit d'un pays important dont le fonds de pension public est l'un des mieux dotés au monde. Mentionnons seulement qu'au 31 décembre 2005, environ 459 millions de \$ du fonds étaient investis dans Wal-Mart et 21 millions \$ dans Freeport. Soulignons aussi que la Norvège est le troisième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie saoudite et la Russie.

Le gouvernement d'Oslo possède ainsi une force de frappe certaine pour encourager les entreprises à moraliser leurs activités! Voilà des comportements à prendre en modèle, ici au Québec, et à afficher fièrement partout dans le monde.

Une langue qu'on aime parler

Qu'est-ce que la Culture, que doit-on préserver, comment doit-on réagir dans un contexte de mondialisation... J'aimerais ici te faire part de quelques idées que j'avais présentées lors de la tenue des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Le résultat des États généraux m'a déçu parce que cet exercice s'est soldé par des recommandations qui correspondaient à une logique politique. Or, je crois fermement que ce sujet ne doit pas être une question politique, mais plutôt une question pratique de communication entre les individus. Une langue, tout comme une culture, est vivante lorsqu'elle permet à des gens d'échanger facilement des idées, de les apprécier et d'en débattre. Une langue qui ne sert qu'à définir artificiellement un semblant d'identité nationale n'a aucun avenir.

Une société ne progresse pas en contemplant son passé accroché sur les murs des musées.

Voici des extraits du texte écrit pour les États généraux. Il parle de la langue, mais on peut lire le plus souvent le mot culture derrière. On y retrouve, en d'autres mots, les cinq branches de notre bonne étoile culturelle : le gros bon sens, la conscience collective, la créativité, les valeurs et l'effort.

Un choix fondamental à valider collectivement

La tenue même des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec pose une question fondamentale. Est-ce que nous nous définissons réellement comme une société francophone et désirons-nous le demeurer?

Dans le cadre d'un tel débat, je défendrais la position suivante pour décrire la collectivité québécoise au plan linguistique.

Les Québécois forment une communauté qui utilise le français comme langue commune et rassembleuse, comme unique langue officielle dans le domaine public, cela dans le respect de toutes les autres langues pour les communications privées et en incitant les individus à maîtriser au moins une autre langue.

Cette position signifie que je crois au français comme langue commune et officielle de notre collectivité. Elle doit être la langue de l'administration publique, des affaires et de la culture. Notre réseau d'enseignement doit être francophone. Cependant, il ne faut surtout pas opter pour une attitude de repli sur soi, mais plutôt d'ouverture sur le monde. La présence d'autres langues doit être considérée comme un enrichissement collectif favorisant les échanges avec les autres communautés. Le système d'éducation doit favoriser la maîtrise du français et promouvoir l'acquisition d'autres langues, particulièrement l'anglais et l'espagnol.

Prenant pour acquis que nous voulons une société francophone, voyons maintenant comment aborder l'évolution de notre langue. Essentiellement, je considère que trois attitudes s'offrent à nous.

- Préserver la spécificité traditionnelle du français.

- Laisser s’accomplir l’évolution naturelle.
- Adapter la langue à notre avenir.

Nous pourrions identifier d’autres options, mais elles ne seraient finalement que des dérivés de celles énoncées plus haut.

Préserver la spécificité traditionnelle du français

Cette attitude semble bien noble à prime abord. Il existe ce que l’on nomme le *génie de la langue française* qui en fait une langue riche et un formidable véhicule de la pensée humaine. Cependant, nous avons jusqu’à maintenant adopté une attitude de colonisés linguistiques. Les puristes de la langue citent régulièrement des règles considérées immuables et qui constituent le fondement du français. Toutefois, ces règles proviennent d’une époque et d’un contexte social sans rapport avec notre réalité. De plus, elles sont très souvent arbitraires et inutilement complexes. Lorsqu’on a le sentiment que seuls des spécialistes sont compétents pour parler ou écrire en *bon français*, il est difficile pour la collectivité de s’enthousiasmer pour une telle langue. Lorsqu’on entend à répétition que telle ou telle problématique de communication se réglerait tellement plus facilement en anglais, il est difficile de croire à l’avenir du français.

Ainsi, j’estime que si l’on tente de défendre artificiellement les règles d’un autre pays et d’une autre époque, on creusera la tombe de notre langue.

Laisser s’accomplir l’évolution naturelle

Une autre attitude possible est de laisser la langue évoluer selon le principe de la sélection naturelle. On se fie alors à la sagesse populaire ainsi qu’à l’usage pour déterminer la forme que devrait prendre notre français. À l’opposé de la position des puristes, cette façon de faire ouvre toutes grandes les portes à de nouvelles règles dont seules les plus efficaces traverseront l’épreuve du temps.

Cette position ne m’apparaît pas réaliste. Les tenants d’une langue qui accepte tout, ceux qui mettent le moindre régionalisme sur un piédestal, ceux qui confondent déformation et création, ceux-là font fausse route. Ce n’est pas dans le laisser-aller et par la loi du moindre effort que l’on peut bâtir quelque chose de solide. Cela est vrai dans tous les domaines. Cela est vrai pour notre langue.

Adapter la langue à notre avenir

Entre les deux extrêmes du purisme et du laisser-aller, il existe une meilleure voie à suivre. Cela consiste à oser innover à l’intérieur d’un cadre rigoureux. Il faut puiser à l’essence de notre langue; il faut retrouver son génie véritable et l’adapter aux réalités contemporaines. Il faut faire du français une langue qui offre des solutions plutôt que des problèmes face aux besoins de communication.

Pour le français du Québec, le principal compétiteur est l’anglais. La prétendue supériorité de cette langue est fausse. En fait, elle devient vraie lorsqu’on étouffe le génie du français par des règles arbitraires et désuètes. Elle est vraie lorsqu’on tente de copier le génie anglais avec

des mots français. Mais lorsqu'on sait innover en s'appuyant sur les forces du français, cette langue devient percutante, souple, dynamique et séduisante.

La langue est le véhicule de la pensée. Notre pensée est celle de Québécois du troisième millénaire. Qu'avons-nous besoin des règles de la France de Louis XIV ou de son anglicisation galopante actuelle. Sachons innover pour nous donner une langue québécoise de l'avenir.

Dans une génération, deux peut-être, le Québec portera bien haut son propre français, ou il sera anglais.

Les moyens à prendre

Pour relever l'ambitieux défi de nous donner une langue à la mesure de nos aspirations, des interventions concertées sont nécessaires sur plusieurs plans. Il faut :

- actualiser notre vocabulaire sans complexe d'infériorité;
- simplifier notre grammaire et notre syntaxe;
- renforcer la maîtrise de la langue par un enseignement rigoureux dans les écoles et par des actions incitatives dans le grand public;
- sensibiliser, voire encadrer, les utilisateurs publics de la langue, particulièrement les médias et les publicitaires, quant à leur impact sur la qualité de la langue;
- s'imposer comme chef de file de la francophonie internationale.

Un tel programme exige d'adopter une attitude proactive et créative. Il devra être coordonné par une institution indépendante, solidement appuyée par les autorités gouvernementales. Bref, si en tant que collectivité nous désirons relever ce défi, il faut nous donner les moyens adéquats pour y parvenir.

Prendre en main notre langue

Sur ce point, je citerai Paul Valéry – écrivain réputé et membre de l'Académie française – qui se désolait en décrivant la langue française comme un recueil impérieux et impératif de règles arbitraires imposées sans égard à la logique par une élite repliée sur elle-même.

Toute la portée de cette charge contre les règles traditionnelles du français m'est apparue avec évidence depuis que j'ai des enfants d'âge scolaire. Je suis bien d'accord avec l'idée que la maîtrise d'une langue exige des efforts et que le génie de la langue française apporte une formation de l'esprit toute particulière. Par contre, j'ai beaucoup de difficulté à concevoir l'utilité pour l'esprit de remplacer un système logique par un système d'exceptions continuelles. Je ne vois guère quel aspect du génie français est si séduisant lorsqu'il faut développer une savante rhétorique toute en subtilités pour expliquer à un enfant qu'il peut tomber en chute libre, tomber en flammes, tomber en arrêt, tomber en syncope, tomber en admiration, etc., mais qu'il ne peut pas tomber en amour. Où est le génie d'une ponctuation qui varie sans raison compréhensible et selon les auteurs? Pire, une ponctuation qui change lorsqu'on passe aux choses vraiment sérieuses!

En français, il faut écrire les montants d'argent avec une virgule (56,35 \$) jusqu'au moment de faire des transactions réelles. Ainsi, au guichet automatique ou sur Internet, c'est la

punctuation anglaise qui prévaut (56.35 \$). En pratique, la virgule française n'existe pas dans les logiciels des institutions financières et des caisses enregistreuses où nous transigeons quotidiennement. La règle française apparaît alors comme un caprice qui doit céder la place dans la « vraie » vie. Voilà le signal réel que nous recevons constamment! Voilà qui contribue jour après jour à forger une image dévalorisante du français. Voilà qui ne facilite guère la condition essentielle pour la survie de la langue qui est de l'aimer et de la considérer comme le véhicule efficace de nos communications quotidiennes.

Je pourrais continuer encore à citer des exemples du genre durant des pages et des pages. Chacun d'eux renforcerait l'évidence que nous devons effectuer un grand nettoyage dans nos règles d'utilisation du français. Nous devons le faire sans complexe, avec rigueur et enthousiasme, en s'assurant que la langue s'adapte aux gens, et non en recherchant l'inverse. Soyons créatif avec du gros bon sens!

Renforcer la maîtrise de la langue

La première force du français réside dans la précision de son vocabulaire. Si l'on veut en profiter, encore faut-il connaître ce vocabulaire. Pour cela, il importe de mettre beaucoup d'efforts sur la connaissance des mots et de leurs subtilités sémantiques.

L'école est évidemment le lieu privilégié de l'apprentissage en profondeur de la langue. L'enseignement du français doit insister énormément sur la richesse du vocabulaire. Malheureusement, nous devons déplorer une carence grave à ce chapitre au Québec. Le manque de maîtrise du français se répercute de plusieurs manières désastreuses. D'abord, il y a cette incapacité à créer des phrases fortes, porteuses de signification. Mais au-delà du style, c'est la pensée elle-même qui est réduite. La pauvreté du vocabulaire devient un obstacle pour l'esprit.

Enfin, le manque de maîtrise de la langue française donne à l'anglais un attrait supplémentaire. En effet, la perception populaire veut que l'anglais soit une langue facile. En raison du principe des mots-valises de la langue anglaise, il semble que l'on puisse se débrouiller avec quelques mots placés un peu n'importe comment. Évidemment, cette impression est fautive. Cependant, pour être amoureux d'une langue, ce ne sont pas les faits qui comptent, mais bien les perceptions.

Donc, l'école doit dispenser un enseignement rigoureux du français. Les enseignants doivent insister sur la lecture. Par lecture, j'entends des ouvrages avec de la profondeur, des livres solidement bien écrits par des auteurs possédant un riche vocabulaire. Quoiqu'en disent certains pédagogues avant-gardistes, ce n'est pas dans les bandes dessinées à la mode et dans les circulaires des grands magasins que nos jeunes vont apprendre le français, se l'approprier et devenir capables de puiser à même le génie de notre langue!

Parallèlement aux efforts dans le réseau de l'Éducation, il faut créer des actions incitatives dans le grand public pour renforcer la maîtrise du français au Québec. Concours, cercles de lecture, école des adultes, campagnes publicitaires, émissions de télévision humoristiques, distribution gratuite de dictionnaires et quoi encore. À ce chapitre, toutes les idées inédites

sont les bienvenues. Le grand principe à retenir dans toutes ces actions est de susciter l'amour de la langue.

Sensibiliser, voire encadrer, les utilisateurs publics du français

Il est inutile de faire ici une longue démonstration pour se convaincre de l'impact des médias de masse dans la population. La langue utilisée à la radio et à la télévision influence de façon déterminante notre façon de s'exprimer collectivement. Je me permettrai de citer Jean-Jacques Stréliski, l'un des grands créateurs publicitaires au Québec, qui affirme que l'impact de la publicité est plus marquant que celui de toutes les télévisions éducatives mises bout à bout. Je rappellerai aussi l'influence extraordinairement bénéfique du commentateur sportif René Lecavalier sur la qualité du français dans le sport au Québec.

Les utilisateurs publics de la langue jouent un rôle déterminant, qu'ils soient animateurs de radio, journalistes, auteurs d'émissions de télévision ou publicitaires. Ils font carrément œuvre d'éducation populaire avec une efficacité plus grande que tous les enseignants de français du Québec. Ils s'adressent à toutes les couches de la société, aux gens de tous âges, en profitant des tribunes les plus prestigieuses et les plus appréciées. L'écoute de son téléroman favori est un cadre d'apprentissage de la langue plus agréable qu'une salle de classe.

Malheureusement, tous les acteurs de la scène publique ne sont pas conscients de leur impact et de la responsabilité que leur donne leur accès privilégié aux moyens de communication de masse. Le client qui paye pour une publicité, le créateur, le réalisateur et le diffuseur du message sont tous impliqués et responsables de ce qui est finalement en ondes. Le journaliste, l'éditeur et le propriétaire d'un journal portent la même responsabilité sur le contenu et sur la forme des écrits publiés. Et ainsi de suite. Pourtant, à peu près personne n'assume cette responsabilité, par inconscience ou par désintérêt. Ici, mon jugement est un peu sévère. Plusieurs intervenants sont sensibilisés à la qualité de la langue et ils font la démonstration que le respect du français n'entrave nullement la créativité et le plaisir de communiquer. Ainsi, les publicités de Bell avec Monsieur B comptent parmi les plus créatives dans le domaine et parmi les plus appréciées du public. Or, on sait à quel point cette entreprise est exigeante envers son agence de publicité quant à la qualité du français utilisé.

Une attitude aussi responsable devrait être celle de tous ceux qui ont accès aux médias de masse. Ce n'est visiblement pas le cas lorsqu'on constate la pauvreté générale de la langue dans les médias. Il faut donc intervenir avec vigueur pour sensibiliser et encadrer au besoin les gens des médias, cela à tous les niveaux de ces organisations.

Évidemment, une approche coercitive est impensable. Créer une police de la langue ne ferait que susciter des affrontements stériles. Pire, on lancerait ainsi le message que la qualité de la langue française est un mal nécessaire. L'approche doit s'avérer constructive et stimulante. N'oublions pas que les règles les plus puissantes en société sont les règles non écrites. Lorsqu'un auteur, un journaliste ou un publicitaire sera pointé par ses pairs et par le public en raison de la pauvreté de sa langue, cela le fera réagir beaucoup plus sûrement que toutes les réprimandes ou amendes provenant d'un organisme officiel.

Prenons le seul cas de la publicité. On devra organiser des rencontres de sensibilisation avec les dirigeants des agences afin qu'ils fassent de la qualité du français une politique d'entreprise. Lorsque les concepteurs se feront même refuser de présenter leurs maquettes aux clients en raison de la pauvreté de la langue utilisée, la réaction sera immédiate. Ils apprendront à se forcer et à se responsabiliser. Lorsque la qualité de la langue sera un critère de sélection dans l'agence, on verra le français s'améliorer à toute vitesse.

Le principe est aussi valable pour les animateurs de radio et de télévision, pour les journalistes, les auteurs de dramatiques, etc. Il faut miser sur la responsabilisation. Celle-ci doit être stimulée à la fois par un contexte de renouveau de la langue et par des actions concertées auprès de tous ceux qui portent une responsabilité dans l'emploi public de la langue.

Donnons une langue vivante et dynamique à ses utilisateurs publics, sensibilisons-les à leurs responsabilités, et j'ai la conviction que les effets bénéfiques seront remarquables dans toute la collectivité.

S'imposer comme chef de file de la francophonie internationale

Un proverbe de nos voisins du Sud affirme que si l'on n'avance pas, on recule. Or, il y a deux façons d'avancer : à la remorque des autres ou en frayant son propre chemin. Se tenir derrière la parade ou marcher en tête. Je ne surprendrai personne en disant que le Québec doit s'imposer comme chef de file de la francophonie internationale.

Historiquement, la France jouait ce rôle. Nous ne pouvons qu'être profondément déçus de son abdication actuelle devant la langue anglaise. La France s'anglicise à un rythme effrayant, sans même daigner considérer les solutions des autres communautés francophones aux problématiques contemporaines de la langue française. Je ne veux pas faire ici le procès de l'attitude des Français. Quels que soient leurs propres débats linguistiques, je constate les faits. Si nous devons être à la remorque de la France au plan linguistique, il ne nous resterait plus qu'à dire adieu à la langue française au Québec. Dans deux ou trois générations, le français sera chez nous un élément folklorique comparable au fait français en Louisiane, peut-être même encore moins présent dans la mémoire collective.

À partir du moment où nous confirmons notre volonté de former une collectivité francophone en Amérique, nous devons prendre les moyens nécessaires. Toutefois, nous ne pouvons pas faire cet exercice en vase clos. Cela nous condamnerait à un isolement suicidaire. Diviser la francophonie conduirait à l'affaiblissement de chacun de ses membres, ce qui serait néfaste pour une collectivité comme la nôtre qui ne bénéficie pas du poids du nombre.

Dans un tel contexte, nous n'avons d'autre choix que de nous affirmer comme chef de file du renouveau du français. Nos actions doivent être guidées par une vision mondiale plutôt que locale. Nous devons faire partager aux autres collectivités francophones nos objectifs, notre démarche et nos résultats. Ici, le gouvernement du Québec doit éviter à tout prix de politiser cette démarche afin que le reste du Canada soit un allié. Ailleurs dans le monde, nous devons adopter une stratégie très proactive auprès des gouvernements nationaux, des élites intellectuelles et des médias.

Vis-à-vis des gouvernements, il faut stimuler la volonté politique d'appuyer notre démarche. Il faut aussi intervenir auprès des élites intellectuelles pour les impliquer et les inciter à adopter une attitude constructive. Quant aux médias des autres pays, il est vital de les sensibiliser eux aussi sur leur impact dans leur propre communauté. Du même souffle, ces médias pourront contribuer à générer dans les diverses collectivités francophones l'appui de la base qui est indispensable. Une langue est celle des gens, de tous les gens.

Je ne désire pas que le français des Québécois se proclame la norme internationale. Je souhaite que le Québec initie un renouveau auquel la communauté francophone internationale aura le goût de participer.

En fin de compte, c'est bien communiquer qui est l'essentiel

Le mandat des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec comporte plusieurs volets. Je n'ai pas tenté de tous les aborder car mon propos n'est pas celui d'un linguiste, ni d'un sociologue, d'un statisticien ou d'un juriste. Je suis un simple citoyen et un communicateur. À ce double titre, je suis persuadé que l'avenir de la langue française au Québec repose essentiellement sur sa capacité à faciliter la communication entre les citoyens dans leur quotidien.

C'est la collectivité qui rend la langue vivante. C'est le parent qui s'adresse à son enfant. Ce sont les amis qui passent de bons moments ensemble. C'est le dirigeant de PME qui a besoin de dépliants ou d'un site Internet pour faire connaître ses produits et services. C'est l'animateur de radio qu'on écoute dans l'automobile en se rendant au bureau. C'est le chanteur qui monte sur la scène devant des milliers de gens. C'est l'ouvrier à son travail. C'est l'entraîneur qui dirige son équipe. Ce sont eux – *c'est nous!* – les premiers responsables de la vie ou de la mort de notre langue. Et pour que le français vive au Québec, il faut que les Québécois l'aiment.

Notre langue doit nous fournir l'assurance de pouvoir s'exprimer facilement et clairement en toute circonstance. Chacun doit trouver un sentiment de fierté dans sa langue. Nous devons nous sentir en maîtrise de notre langue et non obligés de référer constamment à des spécialistes pour l'utiliser à leur manière. On doit pouvoir l'utiliser dans la confiance totale et non dans le doute continu. Notre langue doit nous apparaître comme le véhicule idéal de nos émotions, de nos idées, de nos espoirs...

Bien sûr, il faut se préoccuper des normes de l'affichage public, du nombre d'heures d'enseignement du français à chaque niveau scolaire et de toutes ces considérations techniques. Cependant, tout cela demeurera vain si l'essentiel est oublié :

la langue est l'outil fondamental des gens pour communiquer entre eux.

Futur ministre de la Culture, aidez les artistes à mieux vivre. Favorisez les expériences. Subventionnez les créateurs car ils sont l'âme de la société. Cependant, faites-le en regardant devant, pas en arrière. Surtout, donnez à Monsieur et Madame Tout-le-monde toutes les chances d'utiliser avec plaisir une langue qui nous unit.

Pour sauvegarder la vie au Québec

Un jour, j'ai eu la chance de discuter longuement avec un Montagnais exceptionnel, fier de son héritage culturel, tourné vers l'avenir, extrêmement cultivé et articulé dans sa vision du monde. J'ai souvent repensé à l'une de ses remarques. Il affirmait que la terre ne nous appartient pas; c'est nous qui appartenons à la terre. Une telle conception de la relation entre les humains et le territoire où ils vivent nous incite à faire des choix beaucoup plus réfléchis. C'est une logique qui donne un mandat très important au ministère du Territoire où doit briller notre bonne étoile de gros bon sens, responsabilisation, créativité, valeurs et passion.

C'est une véritable mission que je veux confier au ministre du territoire pour que les Québécois profitent au maximum des richesses du Québec, non seulement aujourd'hui, mais aussi pour les générations à venir.

L'exploit de bien exploiter

Question de gros bon sens, il faut d'abord retrouver un équilibre entre ceux qui exploitent le territoire uniquement pour leur bénéfice immédiat – les *je-me-moi-ici-maintenant* – et les extrémistes de l'écologie pour qui l'humain semble un corps étranger dans la nature. Les débats font souvent rage entre les défenseurs d'une nature vierge et les entrepreneurs qui veulent tirer profit des richesses du territoire. Voilà alors que s'affrontent ceux qui veulent construire des barrages sur une rivière et ceux qui veulent y pratiquer des activités récréatives; ceux qui plaident pour la vente d'électricité aux États-Unis et ceux qui ne veulent pas voir les inévitables pylônes dans leur décor; ceux qui vivent de la pêche commerciale et ceux qui s'inquiètent de la disparition des poissons; ceux qui coupent le bois nécessaire à la construction des maisons et ceux qui craignent pour l'avenir de nos forêts...

La terre ne nous appartient pas. Nous n'avons pas à considérer le territoire comme un réservoir de ressources dont nous pouvons disposer pour nous enrichir individuellement. Nous appartenons à la terre et nous devons penser en termes d'exploitation rationnelle d'un univers dont nous faisons partie. Tout est une question d'équilibre. Il est bon de couper les arbres pour bâtir des maisons et fabriquer des meubles; il est mauvais de le faire en ne laissant derrière soi que des terres dévastées ou reboisées en monocultures impropres à perpétuer toute la richesse de la vie.

Nous appartenons à un système qui doit demeurer en équilibre, tant pour notre propre bénéfice que pour l'environnement dans lequel nous vivons. Le gros bon sens est de ne pas se laisser guider par le romantisme environnemental malsain de certains défenseurs de la nature, ni par les impératifs d'une logique économique à la recherche constante d'un profit immédiat.

Il serait facile de multiplier les exemples désastreux d'exploitation des forêts, d'exploitation des terres agricoles, des mines, de l'aménagement des systèmes de transport, ou même des espaces aériens. Nous oublions facilement la notion d'équilibre dont nous faisons partie pour nous concentrer sur le profit immédiat que peut procurer l'exploitation des ressources naturelles. Le ministère du Territoire doit avoir comme première responsabilité d'intervenir

pour maintenir cet équilibre vital. Cela signifie d'avoir une vision qui porte au-delà des considérations immédiates de notre système économique. Cela implique d'avoir le courage de refuser les formes d'exploitation qui mettent les ressources en péril. Cela veut aussi dire d'imposer l'exploitation la plus rationnelle même si elle déplaît à certains types d'amants de la nature.

Le mandat n'est pas facile et c'est pourquoi le ministère du Territoire doit développer une vision globale qui lui dicte des choix à long terme. La construction d'une autoroute peut apparaître comme la solution idéale pour faciliter le transport vers une région éloignée. Par contre, dans une vision plus globale, il serait peut-être plus intéressant de développer un transport efficace des marchandises par train et ainsi libérer la route déjà existante des nombreux camions qui l'empruntent. Par exemple, je suis loin d'être convaincu que nous faisons le meilleur choix en investissant des centaines de millions de dollars pour faire une autoroute entre Québec et le Saguenay. Cela renforce les habitudes actuelles de transport qui ne sont pas nécessairement les plus rentables. Il y a probablement des infrastructures qui auraient réglé les problèmes de transport du Saguenay à moindre coût et avec des avantages plus grands, mais le débat n'a pas eu lieu. La recherche d'idées nouvelles n'a pas eu lieu. Il n'y a eu que l'hésitation entre faire ou non l'autoroute réclamée. À mon sens, un vrai ministre du Territoire aurait imposé une réflexion en profondeur qui tient compte de tous les impacts actuels et futurs de la solution retenue. Une solution qui favorise l'équilibre.

Un privilège plutôt qu'un droit

La conscience collective est probablement la notion sur laquelle le ministre du Territoire devra consacrer le plus d'efforts. Il faut faire réaliser à chaque citoyen, à chaque petite, moyenne ou grande entreprise, à chaque gouvernement, à tous les gens d'ici ou de l'étranger, que personne n'a de droit de propriété sur le Québec. Nous bénéficions d'un privilège d'exploitation du territoire québécois.

Accepter cette idée a des répercussions énormes. Personne ne peut prétendre être propriétaire à titre individuel d'une partie du territoire. Chacun doit considérer que la collectivité lui accorde un privilège qui comporte des obligations. C'est le principe pour l'exploitation forestière sur les terres de la Couronne. Les compagnies peuvent récolter un certain volume de bois selon des règles précises de protection de la ressource, en s'acquittant de droits de coupe payés au gouvernement et en effectuant des opérations de reboisement. (La situation n'est pas parfaite, loin de là, mais le principe est là et ne demande qu'à être mieux appliqué.) Il faut cependant aller encore plus loin. En acceptant le concept que nous possédons uniquement un privilège d'exploitation, et non un droit de propriété du territoire, nous réglons à la source tous les débats possibles. Par exemple, on commence à parler de la vente de l'eau potable. Il est clair qu'aucun individu ne peut s'approprier à titre individuel des réserves d'eau potable pour en faire la vente commerciale ici ou à l'étranger. Ce doit être le ministère du Territoire qui accorde des privilèges d'exploitation à des entreprises selon des normes très précises qui assurent la protection de la ressource et son exploitation au bénéfice de la collectivité.

Parce que nous appartenons à la terre, et non l'inverse, nous ne pouvons l'occuper en exclusivité. Cela signifie que ni les Indiens, ni les Blancs ne peuvent prétendre qu'ils ont

l'autorité absolue sur le territoire ou une partie du territoire. Au contraire, chaque groupe doit apprendre à se côtoyer en respectant ses valeurs et ses priorités. Il est temps de mettre fin aux luttes de possession du territoire devant les tribunaux car il n'y aura jamais de gagnants. Uniquement des perdants. On ne peut pas se quereller sans cesse sur le fait qu'on peut retracer la présence d'un ancêtre de l'un avant l'ancêtre de l'autre à tel endroit. On ne peut baser la propriété sur le pourcentage de sang indien dans les veines. (Surtout quand on voit des chefs hurons aux yeux bleus et à la chevelure d'un roux très irlandais...) On ne peut vivre dans le passé en interprétant des traités rédigés à une époque où personne ne pouvait prévoir la situation qui prévaudrait deux ou trois siècles plus tard. Il faut partir de la réalité du Québec d'aujourd'hui, c'est-à-dire un territoire où se côtoient des groupes qui appartiennent tous à ce territoire avec autant de droits et privilèges. En pratique, cela signifie de planifier l'exploitation des forêts en tenant compte de la présence de ceux qui choisissent d'y vivre de chasse et pêche, qu'ils soient Indiens *ou Blancs*. Cela signifie qu'un groupe ne peut pas chasser l'autre d'un territoire. Cela signifie que les activités d'un groupe relèvent des droits acquis par l'usage en autant qu'ils sont en équilibre avec les besoins de tous. Cela signifie de revoir bien des rapports entre les Blancs et les Indiens, chacun devant apprendre à mettre de l'eau dans son vin... Les réserves ne sont pas plus une bonne idée pour les Indiens que le trafic de cigarettes ou les bingos ne font partie de leurs traditions ancestrales.

Parce que nous appartenons à la terre, nous devons imposer des normes précises aussi bien aux compagnies qu'aux individus sur l'utilisation des ressources du territoire. Un propriétaire de boisé en Gaspésie ne doit pas pouvoir le raser pour faire un bénéfice financier rapide avant de quitter la région. Un fermier de Saint-Hyacinthe ne peut souiller le ruisseau qui passe sur ses terres; ce n'est pas *son* ruisseau, c'est une partie d'un système de ruisseaux, rivières et fleuves qui couvrent tout le territoire. Une compagnie industrielle du Saguenay ne peut rejeter ses déchets dans l'environnement pour augmenter ses profits immédiats et refiler la facture des dommages à l'ensemble des citoyens.

Bon, ami lecteur, je pourrais continuer la liste durant des pages et des pages. Il y a certainement un grand nombre de comportements que je ne pourrais même pas identifier. Il y a des ressources naturelles dont on ne peut imaginer l'importance dans 10, 50 ou 100 ans. Par contre, on peut imposer une logique de conscience collective et de gros bon sens qui repose sur le principe que la terre ne nous appartient pas. Nous n'avons pas de droits de propriété, mais plutôt des privilèges d'exploitation. Avec une telle logique pour le guider, le ministère du Territoire peut assurer un équilibre profitable entre les Québécois de toute origine et le territoire sur lequel ils vivent.

Réoccuper le Québec, version intelligente

Notre créativité s'avère un atout fondamental pour occuper de façon intelligente le territoire. Pour répondre à nos besoins, nous sommes capables de trouver des solutions nouvelles qui seront encore plus intéressantes que les anciennes. Des produits fantastiques dorment sur les tablettes d'inventeurs et de gens d'affaires Québécois parce qu'ils manquent de moyens pour les développer, parce que certains privilégiés actuels leur mettent des bâtons dans les roues ou tout simplement parce que personne n'assume le leadership nécessaire pour favoriser les changements de mentalité. C'est alors que je veux voir intervenir le ministre du Territoire.

Un exemple concret du leadership que devrait exercer le ministère du Territoire est rechercher et d'évaluer les technologies inédites. Un cas très réel est le nettoyage des équipements de type industriel. Une compagnie québécoise a développé un acide non violent pour de tels travaux. Le coût initial est plus élevé que celui des acides violents utilisés traditionnellement. Par contre, l'utilisateur réalise des économies de toutes sortes qui rendent finalement le produit plus avantageux au plan économique. Toutefois, l'intérêt n'est pas seulement financier. Ce produit réduit considérablement les impacts négatifs sur l'environnement. Bref, le produit présente une foule d'avantages sur tous les plans, tant pour l'entreprise qui réalise des économies que pour la collectivité qui protège l'environnement.

Avec de tels bénéfices, on pourrait croire que le produit connaît un succès fulgurant. Et bien non. Les entreprises ont leurs vieilles habitudes et elles sont très réfractaires au changement. Les acheteurs recherchent les produits les moins chers et déclassent le nouveau produit, les contremaîtres n'osent pas remettre en question les méthodes éprouvées, etc., etc. Or, si le ministère du Territoire assumait son rôle de protection de l'environnement, il serait le premier à faire connaître aux entreprises, à ses propres fonctionnaires et aux municipalités les avantages de cette nouvelle technologie. Il favoriserait le développement et le succès de méthodes de travail qui dorment sur les tablettes malgré leurs avantages.

Chaque ministère doit se donner le mandat de voir plus loin que les normes actuelles. Il faut être à l'affût de possibilités qui ne sont pas toujours évidentes. Par exemple, le nouvel acide non violent pour le nettoyage industriel offre aussi l'avantage de réduire les risques d'accidents de travail. J'en faisais part à un responsable de la CSST en faisant valoir les économies possibles par la diminution des indemnités à payer. La réponse de ce responsable de la *Santé et sécurité au travail* pour la région a été que cela n'entraîne pas dans son mandat. Bref, que la Commission est là pour faire de la prévention auprès de ceux qui utilisent les méthodes traditionnelles et pour payer pour les gens blessés avec les méthodes traditionnelles! Faire connaître des méthodes nouvelles qui peuvent réduire les accidents ne fait pas partie de la définition de tâche de la Commission. Voilà un bel exemple de manque de leadership qu'il faut changer à tout prix.

La créativité est une question d'attitude, non seulement pour ceux qui proposent des solutions nouvelles, mais aussi pour ceux qui peuvent les appliquer dans leur quotidien. Une attitude ouverte et créative doit guider toutes les activités d'exploitation et d'aménagement du territoire québécois. Il faut développer un tel leadership pour mettre en valeur nos richesses naturelles, l'agriculture, les pêcheries, la faune et la flore, et bien sûr l'environnement.

Des valeurs tout aussi rationnelles qu'émotives

Les valeurs défendues par les écologistes ont jusqu'à maintenant été considérées comme de l'émotivité déplacée. Il suffit de voir l'appui au Protocole de Kyoto diminuer dans la population dès qu'un politicien brandit la menace de pertes d'emplois. Comme dit le vieil adage, tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut mourir. Tout le monde est pour la vertu tant qu'il n'a rien à perdre. Or, les chiffres démontrent avec une froide logique que le discours des écologistes est fondamentalement exact. Oublions les excès des Brigitte Bardot et autres extrémistes qui s'émeuvent pour des motifs ridicules. Ils sont à l'écologie ce que les pollueurs irresponsables sont à l'industrie, c'est-à-dire des exceptions qui nuisent à leur cause

respective. Par contre, des gens sérieux et pondérés dressent un tableau plutôt pessimiste de notre avenir. De plus en plus de gens s'inquiètent pour des motifs parfois strictement comptables. Entre autres, les compagnies d'assurances incluent dans leurs prévisions actuarielles le fait que les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes en raison des changements climatiques.

Devant les faits qui s'accumulent et les avis de scientifiques qui se multiplient, il est sidérant que les gouvernements ne réagissent que du bout des lèvres. Aucune mesure sérieuse n'est prise. Tous les beaux principes reculent devant la moindre perspective de perte de profit pour une industrie ou de pertes d'emplois dans des secteurs traditionnels. Notre attitude collective me fait penser à deux situations typiques qui illustrent bien notre difficulté à admettre la réalité lorsqu'elle nous dérange et de notre courte vue en tant qu'humains. Il s'agit du cancer causé par le tabagisme et l'histoire de l'Île de Pâque.

Dans le cas du cancer, il faut se rappeler à quel point l'industrie du tabac s'est défendue durant des années avec l'argument qu'aucune preuve scientifique démontrait que fumer causait le cancer. Pourtant, des milliers de médecins affirmaient depuis des décennies que la cigarette était directement responsable de maladies mortelles. Les fabricants de cigarettes parlaient d'hypothèses et de conclusions empiriques. À la fin des années 1990, des chercheurs ont enfin démontré hors de tout doute scientifique comment la fumée du tabac déclenche le processus d'apparition du cancer. Depuis, l'industrie du tabac a cessé de nier ce fait et elle insiste plutôt sur la liberté absolue des gens de fumer ou de ne pas le faire. Bref, l'industrie protège ses profits immenses et les gouvernements n'osent pas toucher directement à cette source d'emplois et de revenus fiscaux. Or, la situation n'est-elle pas comparable entre les médecins d'autrefois et les ceux qui disent aujourd'hui que la pollution est devenue critique. Faudra-t-il attendre qu'il soit trop tard pour l'admettre? Faudra-t-il des catastrophes irrémédiables pour commencer à prendre des mesures concrètes? Les fumeurs morts se remplacent assez vite par d'autres individus. Un territoire mort, une faune et des forêts disparues, des terres agricoles improductives ne se remplacent pas aussi facilement.

Quant à l'histoire de l'Île de Pâque, elle comporte un enseignement encore plus dramatique. Cette île était jadis très prospère, couverte de forêts luxuriantes et elle était un paradis pour les gens qui y vivaient. C'était une île isolée, sans contact avec d'autres populations. Une sorte de monde en circuit fermé. Malheureusement, la population locale a effectué une surexploitation de ses richesses naturelles. Sans entrer dans tous les détails de l'histoire, mentionnons qu'elle se déroule sur un fond de conflit entre deux groupes vivant aux extrémités de l'île. Bref, l'exploitation irrationnelle de la forêt transforme lentement l'île en une terre désolée. Dans une série de conséquences qui se succèdent en effet de dominos, ce sont toutes les activités des insulaires qui sont bouleversées. La forêt disparaissant, les pêcheurs n'ont plus le bois permettant de construire les embarcations pour la pêche en haute mer. Ils doivent se contenter de la pêche côtière, moins abondante et dont les ressources s'épuisent rapidement. L'érosion des sols atteint les terres agricoles et les récoltes se font de moins en moins suffisantes. Etc. etc. Lorsque les navigateurs européens découvrent l'Île de Pâque, il y subsiste une population pauvre et misérable qui peine à survivre sur un rocher... qui était autrefois un véritable paradis.

À l'échelle de la planète, le drame de cette île n'a pas tellement d'importance. La vie a continué ailleurs et des populations nombreuses ont vécu dans l'abondance. Mais lorsqu'on reporte cette logique à la grandeur de la planète, cela donne froid dans le dos. En effet, il n'y a pas d'autres endroits pour nous, les humains, que la planète Terre. Sommes-nous en train de condamner nos enfants et nos petits-enfants à vivre de peine et misère sur une terre improductive. Même en limitant les dégâts à des territoires plus ou moins limités, que se passera-t-il si les milliards d'humains de la planète se précipitent vers quelques régions épargnées. On peut dire adieu à notre belle vie dans le « plus meilleur pays du monde » avec des centaines de millions de réfugiés qui se bousculent à nos portes. À moins que nous fassions nous-mêmes partie des populations sinistrées!

Fondamentalement, le ministre du Territoire a des défis encore plus importants à relever que la gestion du purin de porc, que la construction d'autoroutes à quatre voies, que les quotas de truites pour les pêcheurs du dimanche, ou que la mise en marché des tomates biologiques. Voilà un ministre qui doit mettre toutes ses énergies à inculquer des valeurs indispensables à tous ceux qui occupent le territoire québécois, individus, organismes ou entreprises.

Faire face aux gros voisins d'en face

Il y aura des efforts énormes à faire. Il y aura des luttes difficiles à mener. Le futur ministre du Territoire devra composer avec une attitude profonde de *je-me-moi-ici-maintenant* de la part de beaucoup d'individus et d'entreprises. Ça va faire mal de prendre les bonnes décisions, mais il faut réaliser que plus on attend, plus ça va faire mal. Pour ma part, j'aime mieux souffrir *un peu* aujourd'hui, que *beaucoup* demain! Nos politiciens doivent accepter de poser des gestes nécessaires même s'ils risquent de leur faire perdre des votes. Il faut penser en échéances de plus de quatre ans à la fois dans la gestion du territoire québécois.

Il faudra aussi avoir le courage de faire face aux gros voisins d'en face, les gouvernements et les entreprises des autres provinces et états voisins, des États-Unis et autres membres de la ZLÉA, cette zone de libre-exploitation sauvage des Amériques. La pression sera forte pour contrer les efforts du Québec afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement. Les entreprises qui voudront transformer leurs méthodes de production auront besoin de subventions pour demeurer concurrentielles sur les marchés étrangers et cela sera contesté en vertu du libre-échange. Des surtaxes devront être imposées aux produits étrangers fabriqués avec des méthodes économiques, mais dommageables, et cela sera contesté encore une fois devant l'autel de la libre concurrence.

Il faudra bien du courage pour agir avec du gros bon sens, avec de la responsabilisation, avec de la créativité et avec des valeurs qui favorisent l'humain avant le profit. Et c'est très exactement ce que j'exige de notre société. C'est l'avenir de mes enfants et de leurs enfants qui en dépend. J'ai eu une vie pas mal confortable, j'ai mangé à tous les jours et j'ai eu un toit sur la tête ainsi que des vêtements pour me protéger du froid de nos hivers. Je tiens à ce que mes enfants aient eux aussi une vie confortable. Et ce n'est pas quelques dollars en héritage qu'il leur faudra. C'est un territoire encore productif et généreux envers eux.

Retrouver le respect de la liberté

Ami lecteur, je ne peux m'empêcher de te parler des abus que l'on fait continuellement de ce qui devrait être le principal outil de notre liberté. Je parle ici de la Charte des droits et liberté. Voilà un instrument formidable de dignité humaine et de justice dont il faut préserver l'esprit. Pour cela, il faut éviter que la Charte ne devienne le refuge des irresponsables sociaux, des *je-me-moi-ici-et-maintenant* qui l'utilisent pour agir en toute impunité.

Ceux qui bafouent l'esprit de lois et de la Charte lois pour satisfaire leur intérêt personnel ne doivent pas profiter de l'interprétation légale du texte pour échapper à la justice. Je sais que la ligne n'est pas facile à tracer entre ce qui est légal et ce qui est acceptable pour coincer un criminel. Par contre, je suis abasourdi de voir l'ampleur des dossiers que les policiers doivent amener devant le juge lorsqu'il s'agit du crime organisé. Des dossiers qui sont constitués avec des contraintes de toutes sortes. Malgré la solidité de la preuve, une simple technicalité peut tout faire avorter. C'est un véritable combat à armes inégales, le policier devant être irréprochable devant un criminel qui fait tout ce qu'il veut. En tant que citoyen, je suis prêt à accorder une marge de manœuvre raisonnable à ceux qui doivent constituer la preuve contre des criminels notoires.

L'esprit de la Charte doit être expliqué et défendu par les responsables du système de justice. Par exemple, l'un des droits les plus importants est la liberté d'expression. C'est une liberté fondamentale et précieuse. Ici, malheureusement, trop d'inconscients confondent la liberté d'expression et la vulgarité. On le voit surtout dans les médias comme la radio et la télé où la seule recherche du profit, via les cotes d'écoute, dicte les comportements de certains animateurs. Se réclamant de la liberté d'expression, ils tiennent des propos irresponsables pour provoquer, sans autre raison que d'attirer l'attention. Chaque fois que je les entends mentionner la liberté d'expression pour se justifier, je suis profondément choqué. Je suis abasourdi quand je vois un très riche propriétaire de station de radio et son animateur démagogue se draper derrière le slogan « Liberté, je crie ton nom partout » pour sauver leur lucrative franchise de radio basée sur les propos vulgaires, racistes, sexistes et calomnieux.

La liberté d'expression est un droit pour lequel des gens se battent et meurent chaque jour dans le monde. Rappelons-nous la célèbre scène de l'étudiant chinois qui a fait face à un char d'assaut sur la Place Tien An Men en Chine. Il n'y avait aucune vulgarité, seulement un courage extraordinaire pour défendre ses opinions en sachant qu'il serait arrêté, torturé et exécuté. Les petits animateurs du matin à la radio qui sacrent et envoient chier tout le monde ne feraient jamais preuve d'un tel courage pour défendre une opinion.

Qu'on soit d'accord ou non avec lui, Karl Marx a changé le cours de l'histoire par ses idées révolutionnaires. Ses écrits ont inspiré des générations de gens partout dans le monde et transformé des nations comme la Russie et la Chine. Des gens se sont affrontés et ont pris les armes afin de lutter pour ou contre ces idées. Pourtant, il n'y a aucune vulgarité dans *Le Capital* de Marx. De son côté, Machiavel a probablement été l'un des plus subtils utilisateurs du droit de parole. En fait, son livre *Le Prince* est une véritable attaque à fond de train contre le système de son époque. Il n'y a aucune vulgarité dans ce livre qui a certainement mis sa vie en jeu. Voilà des gens qui peuvent réclamer qu'ils ont fait usage de la liberté d'expression

pour améliorer l'humanité. On est à des années-lumières des propos des soi-disant humoristes ou pseudo-vedettes de la radio ou de la télé qui ne veulent qu'améliorer leur bonus de fin d'année.

La liberté d'expression doit aussi être respectée avec mesure et sagesse. Je ne comprends pas qu'on ait mis au pilori Yves Michaud pour ses propos, au point que l'Assemblée nationale vote une motion officielle le condamnant, tandis que les mêmes personnes n'ont jamais osé répliquer à Mordecai Richler. Pourtant, les deux ont tenu des propos offensants pour un peuple, l'un blessant les Juifs, l'autre dénigrant les Québécois. Il y a présentement un contexte malsain qui fait appliquer deux poids, deux mesures, selon l'origine de celui qui parle. L'animateur vedette Don Cherry à la CBC tient des propos sur les Québécois qui feraient mettre à la porte l'homologue de Radio-Canada qui oserait dire l'équivalent sur les Canadiens anglais.

Il faut aussi donner la juste importance aux propos tenus par les individus, quels qu'ils soient. Au Sommet de Prague de novembre 2002, il y a eut tout un cirque médiatique autour d'une attachée politique qui a dit en privé que le président des États-Unis, G. W. Bush, était un *moron*, un crétin. Ce fut la une des nouvelles durant quelques jours et les députés à Ottawa en ont fait tout un plat. Pendant ce temps, personne n'a parlé du fait que le Canada venait de prendre une décision lourde de conséquences en acceptant de se militariser encore plus à la demande des États-Unis. Notre tradition de pays pacifiste venait d'être écorchée, nous étions financièrement engagés dans des achats militaires à coup de milliards aux États-Unis et on ne retenait du Sommet de Prague que l'utilisation déplacée du mot *moron* à l'endroit de Bush. C'est à se demander si les politiciens sont de parfaits crétins, ou s'ils jouent une fabuleuse comédie pour nous éviter de réfléchir!

Oui, il y a des limites à la liberté d'expression, autant dans la forme que dans les idées. On doit accepter les idées qui contestent l'autorité, mais on ne peut accepter ni les propos haineux, ni les propos vulgaires. De leur côté, les médias doivent jouer sainement leur rôle de diffuseur des idées.

Je veux de mon prochain ministre de la Sécurité publique qu'il mette tout en œuvre pour que la Charte des droits et libertés serve pleinement à faire avancer la société. Qu'elle protège ceux qui en respectent l'esprit et non ceux qui se réfugient derrière les mots qui tentent bien imparfaitement d'en exprimer la grandeur.

Des fonctionnaires qui fonctionnent

La machine gouvernementale est énorme. Il faut donner à cette machine la capacité de répondre à ses obligations de façon cohérente et efficace.

Pour débiter, il faut prendre position sur le rôle de l'administration publique. Certains trouvent que l'État est trop gros et qu'il faut réduire sa taille coûte que coûte. D'autres, au contraire, considèrent que l'État est le fer de lance du développement de la société et qu'il doit non seulement maintenir ses effectifs, mais même les augmenter.

Moi, je suis comme la majorité, ni assez pauvre pour profiter des programmes sociaux, ni assez riche pour ne pas me soucier des questions financières. Et je paye! Plus de la moitié de mon revenu est consacré à payer des impôts directs ou indirects, taxes à la consommation, taxes municipales et scolaires et autres financements collectifs. Alors, j'ai le goût de dire qu'il faut couper dans la fonction publique et qu'un État minimal va faire l'affaire. Puis, je me compare au reste de l'humanité. Sur terre, une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour. Dans la plupart des pays du globe, mes enfants n'auraient pas accès au système scolaire, ni au système de santé. En plusieurs endroits du globe, le simple fait d'écrire le présent texte me vaudrait la prison et la torture. Comme le dit le vieil adage, lorsque je me regarde, je me déssole; lorsque je me compare, je me console.

Bon, nous ne sommes pas si mal au Québec. Par contre, ce n'est pas une raison pour accepter les situations aberrantes. Il y a un sacré ménage à faire dans la fonction publique et en tant que celui qui paye la facture, j'exige que cela soit fait. Pour moi, le problème ne se pose pas en termes de taille de l'État, mais plutôt en termes d'efficacité. Une petite fonction publique improductive est pire qu'une grosse fonction publique efficace. Il est possible de transformer cette machine qui est réellement importante dans la société. Cela va demander du gros bon sens, de la conscience collective, de la créativité, des valeurs et de la passion.

Couper dans la bêtise plutôt que dans le gras

Tout le monde s'entend sur la nécessité de réduire les coûts de la fonction publique. Mais ce n'est pas les coupures dans les salaires et dans les services qui sont les mesures les plus importantes à prendre. Du gras, il n'y en a pas autant que plusieurs l'imaginent. C'est dans la bêtise qu'il faut couper. Il faut intervenir sur les mentalités et sur une certaine culture administrative malsaine.

Par exemple, dans une agence où je travaillais, un ministère nous commande un document vidéo en janvier. Budget de 35 000 \$. Raison réelle pour le faire : il faut dépenser cette somme avant le 31 mars, fin de l'année financière, sinon le budget de l'an prochain sera réduit d'autant. Dans le réseau de la santé et des services sociaux, des hauts fonctionnaires soulignaient en février 1997 que leur ministère avait versé 118 millions \$ pour des heures non travaillées en raison d'une mauvaise utilisation des employés dits sécuritaires (sans affectation précise mais détenant la sécurité d'emploi). Autre cas, le gouvernement modifie le nom d'un ministère suite à un regroupement de services. Coûts des seuls changements de

papeterie, cartes d'affaires, etc. : 250 000 \$. Huit mois plus tard, le nom change à nouveau. Encore 250 000 \$ à la poubelle.

Voilà des exemples où tout le monde agit *honnêtement*. Il n'y a pas eu de fraude, ni de vol, ni de détournement de fonds. De plus, ces dépenses n'auraient pas été évitées en coupant dans le personnel ou dans les services à la population. C'est la culture administrative qui est en cause. Le système valorise les administrateurs par la grosseur du budget qu'ils doivent gérer. Cela les porte à craindre toute diminution de leur budget... et de leur prestige. Voilà déjà un changement simple à faire et qui permettrait des économies appréciables.

Il faut savoir où placer les priorités. Reprenons l'exemple du changement de nom du ministère. Les 250 000 \$ consacrés à de la papeterie, cela représente des bourses d'études de 10 000 \$ pour 25 étudiants. Or, si je dis cela à un administrateur, il ne répond qu'il s'agit de budgets différents. Les sommes allouées à un poste budgétaire sont indépendantes d'un autre poste. Voilà une attitude qui me choque. C'est toujours moi, le même contribuable, qui paye! Qui se priverait de manger alors qu'il a l'argent pour s'acheter un nouveau téléphone cellulaire, en se disant qu'il ne s'agit pas du même budget. Avec une telle attitude, on se retrouve avec une société d'État qui coupe des emplois en prétextant réduire ses frais d'opérations, mais qui le même mois annonce que la construction de son siège social va coûter 150 millions \$ de plus que prévu... Comme c'est moi qui paye, le citoyen, j'aimerais mieux préserver des emplois qu'aménager des locaux luxueux!

Je côtoie régulièrement l'appareil gouvernemental pour mon travail. Ce que je peux entendre me fait dresser les cheveux sur la tête régulièrement. Un sous-ministre me confiait que son ministère était incapable de s'y retrouver dans ses propres programmes d'aide financière aux entreprises. Un autre disait que certains programmes d'aide n'étaient pas utilisés car la paperasse et les démarches pour faire une demande coûtaient plus cher aux entreprises que le montant qui leur était finalement alloué. J'ai vu de volumineux rapports d'analyses effectués à gros prix par des consultants externes accoucher de souris tout à fait ridicules. J'ai vu des comités transformer un petit travail simple en une énormité coûteuse. J'ai entendu un haut gestionnaire affirmer qu'il était impossible d'établir un budget et de le respecter dans la fonction publique car « cela ne fait pas partie de la réalité quotidienne ». Il ne s'agit pas de grandes fraudes ou d'énormités qui vont faire les manchettes comme le dépassement faramineux des coûts pour le programme d'enregistrement des armes à feu. Ce sont de petites habitudes de tous les jours qui se multiplient et qui deviennent des hébétudes coûteuses. En fait, avec un tel manque de gros bon sens, nos gouvernements seraient depuis longtemps en faillite s'ils étaient des entreprises privées!

En plus d'une culture administrative malsaine, nombre de fonctionnaires compétents et honnêtes ne peuvent tout simplement pas fonctionner à leur pleine mesure en raison de la structure de l'appareil gouvernemental. À quoi sert-il d'avoir des hauts fonctionnaires qui dirigent des directeurs qui dirigent des gestionnaires qui dirigent des cadres qui dirigent des chefs de service qui dirigent les chefs d'équipe qui dirigent ceux qui travaillent? (J'exagère à peine.) Il y a tellement de niveaux hiérarchiques que la prise de décisions et les responsabilités qui leur sont reliées se trouvent diluées. Personne n'est vraiment responsable de rien et tout le monde doit toujours référer à un supérieur immédiat pour entreprendre la moindre action.

La loi de la non-décision et la déresponsabilisation des fonctionnaires créent des situations de gaspillage épouvantables. Je connais un spécialiste vraiment compétent dans la prévention de dommages aux infrastructures routières. Il pourrait faire économiser au minimum 25 millions \$ par année au ministère des Transports. Son dossier est très bien documenté, les exemples d'une évidence incontournable. Son approche de prévention est simple et efficace car elle repose sur une réelle connaissance de son sujet. Pourtant, il se heurte à un mur au MTQ. Il se fait référer à l'un et à l'autre, comme une balle de ping-pong. Personne n'ose faire l'effort de modifier ses habitudes de travail. Par exemple, il démontrait à un fonctionnaire que les réparations pour une certaine infrastructure allaient coûter plus de 100 000 \$ dans les mois à venir, alors qu'il pouvait prolonger sa vie utile encore quelques années pour moins de 2 000 \$. La seule réaction du fonctionnaire fut de hausser les épaules en disant que la dépense de 100 000 \$ étant déjà prévue au budget, c'est ce qui serait fait!

Enfin, l'appareil gouvernemental vit trop souvent dans une bulle détachée de la réalité. Le système est d'une complexité qui décourage le citoyen moyen et il utilise un langage hermétique, incompréhensible par l'ensemble des gens. Par exemple, le ministère du Revenu a décidé de définir le terme « salaire ». Cela donne ce qui suit :

Salaire signifie le revenu calculé selon les dispositions des chapitres I et II du titre II du livre III de la partie I de la Loi sur les impôts, à l'exception de l'article 43,3 de cette loi et de l'article 58,1 de celle-ci, lorsqu'il réfère à un montant qui doit être inclus dans ce calcul en vertu des articles 979,9 à 979,11 de cette loi, ainsi que tout autre montant versé par un employeur à un fiduciaire ou à dépositaire, selon le cas, en vertu d'un régime d'intéressement, d'une fiducie pour employés ou d'un régime de prestations aux employés, au sens donné à ces expressions par l'article 1 de la loi.

Mais ce n'est pas tout. Il faut noter que l'application d'une certaine annexe de la loi se produit :

Lorsqu'un employé d'un établissement situé ailleurs qu'au Québec, d'un employeur rend un service au Québec à un autre employeur qui n'est pas l'employeur de l'employé, ou pour le bénéfice d'un tel autre employeur, un montant que l'on peut raisonnablement considérer comme le salaire gagné par l'employé pour rendre le service, est réputé un salaire versé par l'autre employeur, durant la période de paye au cours de laquelle le salaire est versé à l'employé, à un employé de l'autre employeur qui se présente au travail à un établissement de cet autre employeur situé au Québec, si les conditions suivantes sont satisfaites.

Faut-il en rajouter? C'est clair, il n'y a rien à comprendre pour la personne qui n'est pas un spécialiste de la fiscalité et du droit. Et encore, je doute souvent que les fonctionnaires se comprennent entre eux.

Le gros bon sens dans la fonction publique n'est pas de chercher des recettes miracles, de couper aveuglément dans le personnel, de tout confier au privé ou de préconiser toute autre formule électoraliste. Le gros bon sens est simplement de réduire les niveaux hiérarchiques, de donner à des fonctionnaires compétents les moyens pour agir et de revenir à des principes

de gestion simples et logiques. Certains ministères ont déjà commencé à le faire; certaines sociétés d'État aussi. C'est possible et ça fonctionne.

Les fonfons, ces fraudeurs confortables

Les employés de l'État sont la cible de bien des critiques. On dit qu'ils coûtent cher, qu'ils sont inefficaces, qu'ils ne travaillent à peu près pas et qu'ils sont les privilégiés de la société avec leur sécurité d'emploi et leur caisse de retraite. Bref, on pense facilement que les fonctionnaires n'ont pas de conscience collective, ni de sens des responsabilités. Je crois que la réalité est bien différente.

En effet, il faut faire la distinction entre les fonctionnaires qui « fonctionnent » et les « fonfons » qui profitent du système. Ceux que j'appelle des « fonfons » sont ceux qui correspondent justement à nos préjugés. C'est par exemple ce fonfon qui doit voyager en avion et qui multiplie inutilement ses déplacements afin d'accumuler des points Aéroplan. Il réussit ainsi à obtenir un billet gratuit pour lui et pour son épouse afin d'aller en vacances en Europe aux frais des contribuables. C'est ce fonfon qui fait reprendre l'ouvrage des autres inutilement parce que cela lui permet de justifier sa job aux yeux de ses supérieurs. C'est ce fonfon qui fait des achats inutiles en fin d'année budgétaire dans le seul but de s'assurer que son budget de l'année suivante ne sera pas diminué. C'est ce fonfon qui utilise ses heures de travail à des fins personnelles. C'est ce fonfon qui applique les directives à la lettre même si cela va contre le gros bon sens. C'est le gaspillage au jour le jour à tous les niveaux parce que la culture administrative et les conventions collectives privilégient la déresponsabilisation.

En fait, la liste des comportements de fonfon est presque sans limites. Mais ils ont tous deux points en commun. Un : le fonfon profite au maximum du système. Cela va de travailler le moins possible jusqu'à détourner argent, biens ou services du gouvernement à son bénéfice personnel. Deux : il protège ses privilèges. Cela va de gonfler ses besoins jusqu'à agir d'abord en fonction de justifier son poste. En fin de compte, le fonfon est un fraudeur qui jouit confortablement de son crime envers la collectivité. Il le fait le plus souvent avec la bénédiction de ses confrères, du système ou de son syndicat.

La « fonfonite », ce mal trop répandu, s'exprime sous trois formes : la fonfonite individuelle, la fonfonite institutionnalisée, et la fonfonite partisane. La fonfonite individuelle est celle des individus, comme il était question quelques lignes auparavant. La fonfonite institutionnalisée est celle que décrit notamment année après année le Vérificateur général. Chaque fois, son rapport est une liste d'horreur presque sans fin de gaspillage honteux. En 1992, année notoire de récession, on parlait de plus de 10 milliards de dollars purement et simplement gaspillés au niveau fédéral! On imagine des montants proportionnels au Québec.

La fonfonite partisane est celle des décisions prises et appliquées selon des critères politiques. Par exemple, à une certaine époque, le ministère des Transports était un nid de patronage réputé. On y faisait des travaux parfaitement inutiles tel qu'un viaduc en plein champ! On y donnait des contrats à des firmes externes amies du parti au pouvoir alors qu'on avait toutes les ressources nécessaires à l'interne. Des fortunes ont été réalisées sur le dos des contribuables dans l'étendage d'asphalte et la coulée de béton. Rappelons-nous la folie furieuse de la construction des installations olympiques de Montréal, ou ce viaduc de 500

000 \$ qui n'enjambe rien d'autre qu'un champ à Melbourne (MRC de Val-Saint-François) ou encore ce pont dans la vallée de la Jacques-Cartier où il n'y a pas de route de chaque côté. Aujourd'hui, c'est l'informatique qui est souvent la vache à lait pour frauder. Exemple récent, cette soumission très officielle et publique pour monter un système dans lequel on exige une certaine technologie. Or, cette technologie n'est plus utilisée. Pour résumer, disons qu'une seule personne au Québec pouvait effectivement remplir les conditions requises dans l'appel d'offre parce qu'elle avait acheté un reste de faillite qu'elle revendait ensuite à gros prix au gouvernement. La soumission avait été rédigée par une fonfon qui était justement la blonde du propriétaire du stock passé date!

Dans tous les cas de fonfonite, individuels ou collectifs, il s'agit de fraude. Voler le gouvernement, c'est grave contrairement à ce que certains pensent. Le gaspillage n'est pas plus excusable en disant qu'il fait tourner l'économie. La gestion des fonds publics doit être faite avec honnêteté et discernement, en toutes circonstances, au jour le jour.

S.O.S. Madame Blancheville

Faire partie de l'administration publique procure de grands avantages, que l'on soit élu ou employé au niveau fédéral, provincial, municipal ou scolaire. Mais cela signifie aussi qu'on a le devoir d'administrer honnêtement les fonds qui proviennent de la collectivité.

Nous devons nous donner les moyens nécessaires pour assurer la qualité et l'honnêteté de la gestion de notre argent par le gouvernement. J'estime aussi que la communauté a le droit de défendre très énergiquement en cas de fraude. J'entends ici par fraudeur le fonctionnaire ou l'élu qui détourne à son bénéfice personnel de l'argent, des biens ou des services payés par la communauté. Je considère aussi comme fraudeur la personne profite de son poste dans l'administration pour favoriser des amis avec pour conséquence de dilapider les fonds publics. (Notons que je ne considère pas comme une fraude de préférer, à compétence égale et à coûts égaux, une personne ou une entreprise que l'on connaît. Le gros bon sens doit prévaloir là aussi!) Je pense par exemple au gestionnaire qui « favorise » l'achat avec les fonds publics du terrain d'un ami personnel pour une somme très largement supérieure à sa valeur marchande. Je pense au bien réel cas de ce maire d'une petite municipalité qui ne corrige pas la source du problème obligeant à refaire le même ponceau à tous les trois ans au coût de 25 000 \$, un travail confié chaque fois à ses amis.

Pour moi, le fonctionnaire qui efface le dossier gênant d'un ami du sous-ministre, comme une condamnation pour conduite avec facultés affaiblies, est aussi indigne de confiance. Tout comme au professeur qui récupère les travaux de ses étudiants pour les vendre à ses clients personnels. Il y a peu de chances que ces personnes soient un jour citées en justice et alors, elles s'en sortiraient facilement devant un tribunal traditionnel. Voilà pourquoi je voudrais que le bureau du Vérificateur général ait pour mission d'identifier de telles fraudes. Le fraudeur serait jugé non pas seulement sur l'aspect légal de ses actions, mais aussi sur l'aspect moral. La personne qui serait jugée indigne de gérer les fonds publics serait ainsi écartée de l'administration publique. Par la suite, si besoin est, le fraudeur se retrouvera devant la justice et risquera l'amende ou même la prison.

Toute personne qui, volontairement, fraude ou participe à une fraude aux dépens des contribuables doit en subir les conséquences. La première conséquence automatique pour un fraudeur sérieux devrait être le bannissement à vie de toute administration publique. En effet, le fraudeur n'est alors plus digne de recevoir la confiance de la collectivité. Cette mesure est administrative et ne requiert pas un procès devant les tribunaux. Face à une accusation, il reviendrait au fraudeur de prouver son innocence devant le Vérificateur général. En effet, je préfère que ce soit le Vérificateur général qui juge les cas de fraude plutôt que la justice traditionnelle car certaines fraudes ne sont pas « techniquement illégales », mais elles sont inacceptables pour la collectivité.

L'idée fondamentale pour moi est la suivante. En tant que contribuable, je suis disposé à payer des gens pour administrer les sommes que je leur confie. Je suis disposé à leur accorder des avantages sociaux importants. En contrepartie, ils doivent se comporter honnêtement. S'ils me fraudent, même une seule fois, ils n'ont plus ma confiance et je ne veux plus les revoir dans l'administration publique, qu'elle soit fédérale, provinciale, municipale ou scolaire.

Évidemment, je ne souhaite pas tomber dans l'excès et faire perdre son poste à un fonctionnaire qui a photocopié une recette personnelle au bureau. Mais le message doit être clair pour les élus et pour les fonctionnaires. Vous gérez l'argent des contribuables et votre devoir est de le faire honnêtement. Frauder le gouvernement, c'est frauder la collectivité! Le message est le même pour tous les employés de l'État, professeurs comme policiers ou médecins, monteurs de ligne ou présidents de société d'État.

Je veux des fonctionnaires compétents en nombre suffisant pour rendre les services publics qu'on veut se donner comme société. Je veux qu'ils aient plus de responsabilités et les pouvoirs qui vont avec afin d'être efficaces dans leurs tâches. Et je veux qu'il n'y ait aucune tolérance pour la mauvaise gestion des fonds publics. Tolérance zéro, point final!

À bon rendement, bon salaire

Dans une administration publique dégraissée et plus efficace, je voudrais voir les salaires de base largement augmentés! Donnons des responsabilités aux fonctionnaires et payons-les bien pour les assumer. Bref, payons la compétence. Les entreprises dynamiques agissent de la sorte. Pour une même tâche, il sera toujours plus rentable de bien payer une personne compétente qui accomplit efficacement son travail, plutôt que d'entretenir quatre ou cinq personnes à petit salaire, qui se pilent sur les pieds et qui n'ont pas de marge de manœuvre.

Des fonctionnaires compétents et qui osent innover, cela exige que le syndicat de la fonction publique revise plusieurs de ses positions. En effet, le syndicat est un acteur important dans l'organisation et le fonctionnement de notre administration publique. J'ai de nombreux reproches à faire aux dirigeants syndicaux. Cessez de protéger la quantité de vos membres plutôt que leur qualité de vie professionnelle. Cessez de les maintenir dans des définitions de tâches étroites. Cessez de perpétuer l'incompétence dans l'organisation du travail.

La mentalité syndicale doit changer, et surtout dans la fonction publique. Dans certains secteurs privés, le changement se fait de force car sinon, les entreprises font faillite et les

travailleurs perdent tout. Les syndicats commencent enfin à se rendre compte que ce sont les entreprises qui font des profits qui sont capables de verser de bons salaires et de donner de bonnes conditions de travail. Certains syndicats réalisent petit à petit qu'ils doivent travailler AVEC leur entreprise, et non CONTRE elle.

Malheureusement, dans la fonction publique, on n'a pas l'habitude de penser en termes de rentabilité. De plus, ce syndicat a l'impression de devoir agir comme locomotive pour les autres syndicats. Il croit que les privilèges obtenus dans le public servent d'exemples au privé. Mais ce n'est pas en protégeant son membership et leurs petits privilèges que le syndicat de la fonction publique jouera un véritable rôle pour développer le Québec. Une organisation de cette puissance doit avoir en tête l'élimination du gaspillage, du patronage et de la fraude. C'est la meilleure action qu'il puisse faire pour l'ensemble des travailleurs du Québec.

Le syndicat de la fonction publique doit opter pour une mentalité de défenseur de la qualité de la gestion gouvernementale. Le syndicat doit veiller à ce que tout le monde agisse honnêtement, ses membres comme les autres. C'est là qu'il peut jouer un rôle positif pour la société. C'est ainsi qu'il peut aider la cause des autres syndicats et de l'ensemble des travailleurs du Québec. C'est en veillant à l'utilisation judicieuse des fonds publics que ce syndicat peut aider le Québec à prospérer et ainsi offrir des emplois intéressants et payants au plus grand nombre de travailleurs.

Les syndicats se gargarisent avec vœux pieux, mais les faits sont trop souvent désolants. Par exemple, dans le système d'éducation, on les entend parler de qualité de l'enseignement alors qu'on voit nos enfants subir des professeurs incompetents qui ne doivent leur poste qu'à leur ancienneté syndicale. On voit des professeurs gérer leur temps et leur implication uniquement en fonction de leur convention collective.

Il faut surtout que les responsables syndicaux se rendent compte que le bien-être d'un travailleur, ce n'est pas uniquement son poste et son chèque de paye. C'est d'abord et avant tout avoir un emploi où il se sent utile. Où il a des responsabilités et le pouvoir de les assumer. Où il n'est pas étouffé par une définition de tâche qui enlève toute initiative et toute créativité.

Donnons aux gestionnaires la possibilité d'organiser ses services avec le gros bon sens plutôt qu'avec la convention collective. Donnons aux fonctionnaires des conditions de travail stimulantes où ils doivent prendre des décisions et les assumer. Donnons des salaires qui correspondent à la compétence des personnes plutôt qu'à des échelons administratifs. Voilà comment la fonction publique me donnera d'excellents services, à moi citoyen, et qu'elle m'en donnera pour mon argent, à moi contribuable. Quelle que soit sa taille!

Mon parti politique idéal

En ce moment, il n'y pas de « meilleur » parti politique au Québec. Il n'y a que le « moins pire ». Je n'entrerai pas dans une analyse de ce qu'ils sont. Je vais seulement t'exprimer ce qui serait l'article 1 du parti politique idéal pour moi. Un article 1 qui est fait est le seul utile.

Article 1 et unique :

Le Parti a pour responsabilité d'assurer l'épanouissement humain, social, culturel, linguistique, spirituel, politique et économique du peuple québécois.

Comme tu vois, je parle du peuple québécois. Il est donc nécessaire de définir ce qu'il est. Pour moi, le peuple québécois est constitué de toutes les personnes qui s'identifient à la collectivité québécoise, qui en apprécient et respectent les modes de vie, qui considèrent appartenir en priorité au territoire du Québec, sans distinction de sexe, de race, de couleur, de religion, de lieu de naissance ou de nombre d'années en résidence au Québec. Être Québécois, c'est tout d'abord une question d'appartenance choisie, acceptée et respectée.

Je parle d'un épanouissement global, avec une vision d'ensemble qui recherche l'harmonie de l'individu et de la collectivité, qui tend vers l'équilibre entre les considérations humaine, sociale, culturelle, linguistique, spirituelle, politique et économique.

Je parle de modes de vie communs acceptés et respectés. Toute personne qui ne les accepte pas n'a pas sa place ici car il ne sera pas heureux et il ne contribuera certainement pas avec gros bon sens, créativité, responsabilisation, valeur et passion à la prospérité collective.

Ces modes de vie de la société québécoise, je les définis de la façon suivante.

Notre mode de vie politique : démocratique.

Je crois à une vraie démocratie qui veille à un juste équilibre entre les intérêts individuels et ceux de la collectivité. Une vraie démocratie où les dirigeants sont d'abord au service de la bonne gouvernance. Une vraie démocratie où les citoyens participent de façon éclairée et constructive aux débats collectifs. Cela signifie d'énormes changements quant à notre vie politique actuelle. Pour que la démocratie soit réelle, elle ne doit pas être réduite à un vote qui a lieu aux quatre ans et qui est à peu près vidé de son sens. Il faut développer une culture politique chez tous les citoyens et refaire de nos élus d'authentiques représentants de la population. Il faut aussi un leadership politique qui canalise les forces collectives de façon positive et qui cesse de tout regarder par la lorgnette économique. Ceux qui aspirent à une vie politique dirigées par quelques dictateurs laïcs ou religieux n'ont pas leur place dans ma société québécoise.

Notre mode de vie économique : capitaliste humain.

Je crois en un capitalisme « humain », c'est-à-dire un système économique qui repose sur le droit à la propriété privée et à la libre entreprise, mais qui est soucieux de répartir la richesse collective plutôt que la concentrer dans les mains d'une minorité. Pour créer une société

heureuse et prospère, le mode de vie économique doit générer la richesse et non la pauvreté. Ceux qui veulent développer un capitalisme sauvage, basé sur la loi du plus fort et la recherche du profit individuel sans égard aux conséquences, n'ont pas leur place ici. Ceux qui placent l'argent avant l'humain, ceux qui refusent de redistribuer à la collectivité la richesse qu'ils y ont puisée n'ont pas leur place dans ma société québécoise.

Notre mode de vie social : communautaire.

Je crois à la notion de communauté. Je crois que le « nous » doit primer sur le « je ». Je crois qu'une société progresse lorsque l'ensemble de ses membres privilégie l'intérêt collectif à long terme plutôt que l'intérêt personnel immédiat. Je crois que le sens de la communauté est plus que jamais vital pour réparer les dommages de l'individualisme à outrance et du chacun-pour-soi. La pensée communautaire entraîne la responsabilisation des individus et rend les rapports humains plus agréables. C'est à la fois un code moral et une éthique humaine. C'est la conscience de la portée de nos actes dans tous les domaines. La conscience de vivre au sein d'une communauté se traduit de mille façons, de la charité humaine à l'écologie, du respect des biens publics à l'honnêteté professionnelle, de l'accueil des étrangers au refus des comportements dégradants. C'est d'abord bâtir sur ce qu'il y a de noble dans l'humain. Enfin! Ceux qui veulent vivre en circuit fermé, en prenant sans donner, en exigeant des droits sans assumer de responsabilités, n'ont pas leur place dans ma société québécoise.

Notre mode de vie culturel : nationaliste.

Je crois en une culture forte et ouverte sur le monde. Lorsque j'emploie le mot nationalisme, ce n'est pas pour ériger des barrières face aux autres cultures. Au contraire, à mon sens le nationalisme véritable et positif signifie la confiance en nous, la confiance en notre talent, la confiance en notre imagination, la confiance en notre valeur en tant qu'individus et en tant que collectivité. Le nationalisme, c'est réaliser ce que nous sommes et ce qui nous unit. C'est s'affirmer dans le respect des autres. Mon nationalisme est de sentir que je partage d'égal à égal avec les autres cultures, sachant donner et sachant recevoir. Mon nationalisme, c'est d'être moi-même plutôt que tenter d'imiter les autres. C'est être fier de ce que je suis, de mes racines et de mon avenir, sans complexe et sans arrogance. Ceux qui veulent faire du Québec un ghetto culturel replié sur lui-même ou ceux qui veulent modeler notre vie culturelle sur le modèle des voisins n'ont pas leur place dans ma société québécoise.

Notre mode de vie spirituel : chrétien.

Je crois que l'humain est plus qu'un sac de viande, d'os et d'organes. Je crois que nous avons une dimension plus grande que notre seule existence matérielle. Je crois que nous avons une dimension spirituelle qui ne peut être niée ou réduite à un vague concept abstrait et détaché de nos actions. Je crois que cette dimension se mesure au-delà des bondieuseries que les humains ont inventées dans les églises et les sectes. Je crois que l'histoire de l'humanité démontre que l'existence de Dieu ne peut être rejetée du revers de la main, qu'il n'est pas un simple « opium du peuple », pas plus qu'il peut être le prétexte à des doctrines que des fidèles gobent aveuglément. Je crois que la recherche du divin peut emprunter plusieurs chemins. Toutefois, sans exiger à quiconque d'être un croyant et dans une liberté de culte qui refuse toute discrimination religieuse, je crois que notre héritage chrétien doit être préservé.

Il doit contribuer encore à définir notre société et lui donner des points de repère moraux. Notre héritage chrétien a aussi des répercussions sur l'organisation civile. Collectivement, nous célébrons Noël et Pâque plutôt que le Ramadan. Nous fêtons la nouvelle année le 1^{er} janvier car notre calendrier officiel est chrétien plutôt qu'islamique, juif ou chinois. Ceux qui voudraient que la charia prédomine sur nos tribunaux civils, ceux qui voudraient qu'on puisse tuer un bébé à la naissance parce qu'il n'est pas du « bon » sexe, ceux qui voudraient que les parents puissent marier leurs enfants de 12 ans sans leur consentement, ceux qui voudraient qu'un mari puisse faire lapider son épouse adultère, ceux qui voudraient qu'on glorifie des tueurs « au nom de Dieu », ceux qui laissent les sectes les plus farfelues dégrader les personnes, ceux-là n'ont pas leur place dans ma société québécoise.

Un refus qui n'est surtout pas du racisme

Lorsque je dis que ceux qui ne s'identifient pas et qui ne respectent pas nos modes de vie n'ont pas leur place ici, ce n'est surtout pas du racisme. Il n'est pas question pour moi de fermer le Québec à l'apport des immigrants de partout dans le monde. C'est uniquement une question de logique et de vision à long terme.

Si une personne quitte son pays pour venir s'établir ici, c'est parce qu'elle estime trouver mieux ici que chez elle. Le contraire serait ridicule; on ne quitte pas sa collectivité pour des conditions de vie qui sont pires. Donc, si nous offrons mieux que leur pays d'origine aux yeux des nouveaux arrivants, pourquoi changerions-nous ce que nous sommes pour le faire ressembler à ce qu'ils viennent de quitter? Ce serait carrément faire disparaître la raison même de leur venue ici. Si je décidais de quitter le Québec pour aller vivre en Espagne ou en Iran, je ne tenterais pas de changer la société espagnole ou la société iranienne. L'inverse est aussi vrai. Si quelqu'un vient vivre ici, il doit composer avec la façon de vivre ici. C'est tout à fait normal.

Par ailleurs, il est impossible à la société québécoise de s'adapter aux modes de vie de tous ceux qui arrivent d'ailleurs. Un jour, on s'adapte au musulman, le lendemain au bouddhiste, le surlendemain à l'athée? Un jour, on s'adapte à la culture russe, le lendemain à la culture malienne, le surlendemain à la culture thaïlandaise? On n'en finit plus. Ou alors, on fait disparaître tous nos modes de vie pour ne pas froisser personne! Mais c'est impossible. Ce qui fait la force d'une collectivité, c'est justement d'avoir des modes de vie dans lesquels les gens se reconnaissent et qui les unit. Ainsi, c'est au nouvel arrivant de s'adapter aux modes de vie de la majorité.

Si je décide d'aller vivre en Chine, que je suis embauché dans la police locale et que j'exige de porter une ceinture fléchée au travail parce que c'est important dans mes racines culturelles, quelle sera la réponse? Si je vais m'installer à Cuba et que j'exige qu'on cesse de célébrer la mémoire du Che Guevara parce que cela heurte mes convictions, quelle sera la réponse? Si je vais en Égypte et que j'exige que les politiciens ne fassent plus mention du Ramadan dans leurs tâches, quelle sera la réponse? Je ne crois pas que je serais le bienvenu dans ces collectivités. Alors, pourquoi le faisons ici? Pourquoi cessons-nous de respecter ce que nous sommes à chaque fois que cela pourrait peut-être froisser une quelconque minorité?

Être fiers de ce que nous sommes, de notre culture, de nos traditions et de nos modes de vie ne signifie pas que nous devons refuser l'apport des immigrants et demeurer dans un immobilisme borné ou béat. Au contraire. C'est tout simplement d'affirmer avec confiance ce que nous sommes et de dire aux autres « Voici comment nous vivons ici; si vous désirez vous joindre à cette façon de vivre et l'enrichir de vos expériences, vous êtes les bienvenus. Si vous ne désirez pas composer avec nos valeurs et accepter qu'elles dirigent la vie collective, vous ne serez pas heureux avec nous. »

Québécois et Humain

Mon appartenance première est le Québec démocratique, capitaliste humain, communautaire, francophone, nationaliste et chrétien. Mon appartenance totale est l'humanité, conscient que plus aucun peuple ne peut désormais vivre replié sur lui-même.

Petit mot de la fin

Ami lecteur, tu penses peut-être que j'en demande beaucoup. Pourtant, j'ai l'impression de n'avoir qu'effleuré le sujet et de t'avoir fait part que d'une petite partie de mes demandes en tant de citoyen du Québec. Peut-être estimes-tu que c'est trop en mettre sur les épaules de nos dirigeants. Pourtant, je ne désire pas qu'ils fassent cela seuls. Au contraire.

Je dirais que le rôle principal d'un Premier ministre est justement de ne pas faire croire aux gens qu'il va tout régler. La seule façon de changer le Québec pour le mieux, c'est l'implication de tous les citoyens avec du gros bon sens, de la conscience collective, de la créativité, des valeurs et de la passion.

Voilà ce qu'il faut faire ensemble. Chacun dans la mesure de ses capacités. Il faut susciter l'indispensable réflexion que chaque Québécois doit faire. Cette société qui nous essouffle est-elle celle que nous désirons vraiment. Chaque Québécois doit se prendre en main sans attendre de coup de baguette magique du gouvernement. Il faut casser cette philosophie malsaine d'individualisme à outrance entretenue par les politiciens qui font croire que le citoyen a tous les droits. Ces politiciens qui promettent mer et monde en brandissant l'incontournable « *Vous avez le droit* » lorsqu'il y a un vote à gagner. Entretien aussi par la publicité qui affirme que le consommateur est roi, quels que soient ses caprices. Ces publicités qui disent « *Parce que vous le valez bien* » sans autre effort que d'être disposé à payer le prix des produits. Entretien par les médias qui déresponsabilisent les gens en recherchant toujours un coupable institutionnel aux fautes individuelles. Ces médias qui posent comme première question « *Allez-vous poursuivre le centre de ski* » aux proches d'un skieur irresponsable qui vient d'avoir un accident sur les pentes. Individualisme à la *Je-moi-ici-maintenant* entretenue par le confort et l'indifférence d'une société riche qui ne réalise pas sa chance exceptionnelle et la fragilité de son abondance.

Les leaders politiques doivent poser ces questions, mêmes si elles ne leur attireront pas les votes de cet électorat si volatile que les sondages nous présentent sans cesse et que les stratégies politiques courtisent sans arrêt. Et sais-tu le secret de cet électorat. Il n'est pas idiot. Il n'est pas incapable de comprendre des concepts intelligents. L'électorat ne semble pas savoir où se brancher tout simplement parce qu'il n'y a plus d'enthousiasme dans la vie politique. On ne vote plus pour un projet qui soulève notre passion. On vote pour le moins pire des partis. C'est encore probablement sur ce critère que le prochain gouvernement sera élu. Malgré cela, je lui demande d'aller plus loin, plus haut, que cela. De travailler à responsabiliser et impliquer chaque Québécois pour que chacun comprenne qu'il est la base du changement.

Pour ma part, je crois à l'équilibre entre le matériel et le spirituel. Je crois que la richesse doit se bâtir en générant la richesse, et non la pauvreté. Je crois à une démocratie dans laquelle les citoyens sont informés et respectés. Je crois à la nécessité d'établir clairement les valeurs qui guident la collectivité et de s'assurer que les individus les respectent. Je crois que nous pouvons choisir notre voie en tant que Québécois, même si elle est parfois différente des autres collectivités que nous côtoyons en Amérique du Nord. Je crois que nous pouvons être

fiers de ce que nous sommes et capables de puiser en nous-mêmes les forces pour améliorer notre présent ainsi que l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

Je crois que nous pouvons nous donner un vrai projet de société qui va nous enthousiasmer. Si nous pouvons le réaliser au sein du Canada, tant mieux. Si nous devons le faire seuls, faisons-le. Mais agissons! Le temps presse de retrouver notre gros bon sens, notre conscience collective, notre créativité, nos valeurs et notre passion pour faire les efforts nécessaires.

Voilà un peu ce que j'avais à te dire, ami lecteur, en tant que membre de la même collectivité.

Luc Saint-Hilaire
Juin 2006